



TURQUIE-SYRIE
"COMME LA FIN
DU MONDE"

FRANCE — LE BONHEUR DE LA RETRAITE
À 62 ANS JEUX VIDÉO — RENCONTRE
AVEC LE CRÉATEUR HIDEO KOJIMA



Courrier international

N° 1684 du 9 au 15 février 2023
 courrierinternational.com
 France : 4,90 €

Algérie 530 DA, Allemagne 6,20 €,
 Andorre 6 €, Canada 9,25 \$ CAN,
 DOM 5,20 €, Espagne 5,20 €,
 Grande-Bretagne £ 5,00, Israël 5,80 €,
 Italie 5,50 €, Japon 1000 ¥,
 Maroc 15 DH, Pays-Bas 6 €,
 Portugal cont. 5,50 €,
 Sénégal 2400 F CFA, Suisse 7,20 CHF,
 TOM 1100 XPF, Tunisie 9 DT,
 Afrique CFA autres 3600 F CFA.

ISRAËL

LA LOI DE L'EXTRÊME DROITE

*Le modèle démocratique
de l'État hébreu est menacé par
la coalition au pouvoir, menée
par Benjamin Nétanyahou.
Qui pourrait provoquer une
troisième intifada.*



MUSÉE DU QUAI BRANLY
JACQUES CHIRAC



Exposition
7 février —
19 novembre
2023

SENGHOR

ET
LES
ARTS

RÉINVENTER L'UNIVERSEL



Avec le soutien
de Marc Ladreit de Lacharrière



Le Monde Télérama'

TRANSFUCE

TVS MONDE



LES CHOIX DE "COURRIER"

CLAIRE CARRARD

Israël : la loi de l'extrême droite

Que se passe-t-il en Israël? Le retour aux manettes de Benjamin Nétanyahou, fin décembre, avait fait craindre le pire. Et le pire est peut-être en train d'arriver. Car ce n'est pas seul que "Bibi" a remporté les législatives de novembre. Les alliés qui l'entourent dans la coalition désormais au pouvoir – des suprémacistes, religieux et ultraorthodoxes – font de son gouvernement le plus à droite de l'histoire d'Israël. Conséquence : depuis la présentation d'un projet de réforme judiciaire très controversé, il y a un mois, des dizaines de milliers d'Israéliens manifestent chaque samedi contre ce qu'ils considèrent comme une atteinte à l'"ordre

démocratique" de l'État hébreu. Parmi eux, outre les leaders de l'opposition, des juges, d'experts et des représentants de l'élite économique. Concrètement, si la réforme était adoptée, le Parlement israélien pourrait invalider les arrêts de la Cour suprême à une majorité simple. Les politiques les plus radicaux prendraient ainsi le pas sur l'état de droit. Avec des risques de dérive gravissimes dans un pays toujours sous tension. "Théoriquement, le gouvernement pourrait ainsi fermer [notre] journal, interdire les partis d'opposition ou modifier les règles électorales", s'inquiète Ha'Aretz. Il peut aussi relancer la colonisation en Cisjordanie, asphyxier financièrement l'Autorité palestinienne (ce qu'il a commencé à faire), nommer des gouverneurs militaires..., explique encore le quotidien de centre gauche. L'objectif? "Revenir aux premiers temps de l'occupation [et] effacer ce qu'il reste des accords d'Oslo" signés en 1993 entre Israéliens

et Palestiniens, qui instauraient notamment les modalités de l'autonomie et de l'administration des Territoires occupés. Le 26 janvier, un raid de Tsahal à Jénine a fait dix morts du côté palestinien. Le lendemain, un Palestinien tuait sept personnes près d'une synagogue à Jérusalem. Puis un jeune Palestinien a blessé par balle deux Israéliens, faisant craindre une nouvelle escalade des violences. Voilà pour le contexte : entre une société plus clivée que jamais et la menace d'une troisième intifada, il nous paraissait absolument nécessaire de consacrer un dossier à cette situation explosive en confrontant tous les points de vue. Outre l'article de Ha'Aretz, nous avons traduit de l'hébreu un éditorial du quotidien de centre droit Yediot Aharonot dans lequel l'auteur appelle la contestation à ne pas faiblir. "Dominé par ses composantes les plus extrémistes et théâtre d'un bras de fer interne

permanent, ce gouvernement ne peut qu'être dysfonctionnel à moyen terme. Voilà qui devrait encourager le mouvement de contestation à poursuivre ses manifestations", écrit Nahum Barnea. Le procès qui nous est fait est caricatural, estimait de son côté mi-janvier le député ultraorthodoxe Yaakov Asher dans une interview publiée par le quotidien Maariv. "Cela fait des décennies que les partis ultraorthodoxes participent aux coalitions israéliennes de droite comme de gauche, et le ciel n'est tombé sur la tête d'aucun Israélien." Nous n'allons pas devenir le nouvel Iran, s'indignait-il. À voir. Il nous semblait en tout cas important de donner à lire cette parole dans ce dossier, car elle dit bien les fractures qui traversent la société israélienne. Comme il nous paraissait impératif d'ouvrir nos colonnes à l'autre partie. C'est le principe de Courrier international. Faire entendre toutes les voix, qu'on soit d'accord ou non. Nous avons

ainsi sélectionné et traduit de l'arabe deux articles qui disent tout autre chose, évidemment, de la crise politique actuelle en Israël. Sur la réforme judiciaire en cours, le quotidien Al-Quds Al-Arabi a le mérite d'être clair : "Du point de vue palestinien [arabe israélien], la fameuse démocratie israélienne est une démocratie des occupants." Plus frontal, un chroniqueur palestinien du quotidien de Ramallah Al-Ayyam dénonce les "innovations" racistes d'un "gouvernement déraisonnable". Comme celle de Yaakov Asher, c'est une voix dérangeante mais qui traduit l'état du (non-) dialogue aujourd'hui entre Israéliens et Palestiniens. On est déjà loin, bien loin, de l'esprit des accords d'Oslo.

En couverture :
Israël : dessin de Tjeerd Royaards, Pays-Bas, pour Courrier international.
Turquie-Syrie : photo Can Erok/AFP



Sommaire

7 JOURS p.6

Turquie-Syrie: l'état d'urgence

Au lendemain du séisme dévastateur qui a fait plusieurs milliers de victimes dans les deux pays, l'aide internationale s'organise.

UKRAINE p.14

L'enfer au plus près du front

À l'aube du premier anniversaire de la guerre, un reporter hongrois de Valasz Online raconte la férocité des combats et le calvaire des habitants dans l'est du pays.

ENTRETIEN p.40

"Je veux créer des jeux vidéo pour donner du courage"

On lui doit la légendaire saga Metal Gear et l'inclassable Death Stranding. Le Japonais Hideo Kojima est l'un des rares créateurs de jeux vidéo à s'être fait un nom indépendamment des studios. Rare dans les médias, il a accordé un entretien exclusif au Nihon Keizai Shimbun.



PHOTO HIROMICHI UCHIDA / THE VOICE/KOJIMA PRODUCTIONS



DESSIN DE BALABAN, LUXEMBOURG

RETRAITES p.12

Reculer n'est pas envisageable

Malgré le rejet massif de sa réforme, Emmanuel Macron compte la mener à bien. Au risque d'embraser le pays et de renforcer ses adversaires, estime la presse étrangère.

LES SOURCES



Chaque semaine, les journalistes de Courrier international sélectionnent et traduisent des articles tirés de plus de 1500 médias du monde entier. Voici la liste exhaustive des journaux, sites et blogs utilisés dans ce numéro :

- Ha'Aretz Tel-Aviv, quotidien. Al-Ayyam Ramallah, quotidien. Chemistry World Cambridge, mensuel. The Continent Johannesburg, hebdomadaire. Financial Times Londres, quotidien. The Friday Times Lahore, hebdomadaire. The Guardian Londres, quotidien. Maariv Tel-Aviv, quotidien. Mainichi Shimbun Tokyo, quotidien. Middle East Eye (middleeasteye.net), Londres, en ligne. The New York Times New York, quotidien. Nihon Keizai Shimbun Tokyo, quotidien. Nikkei Asia Tokyo, hebdomadaire. Al-Quds Al-Arabi Londres, quotidien. The Times Londres, quotidien. Valasz Online (valaszonline.hu), Budapest, en ligne. Visual Capitalist (visualcapitalist.com), Vancouver, en ligne. Yediot Aharonot Rishon Lezion (Israël), quotidien.



SOMMAIRE

7 jours dans le monde

6. **Turquie-Syrie.** Une catastrophe titanesque
11. **Contro.** Regarder les violences policières a-t-il encore un sens ?

D'un continent à l'autre

12. **France.** Retraites, reculer n'est pas envisageable
14. **Ukraine.** L'enfer au plus près du front
16. **Moldavie.** La prochaine cible de Moscou ?
18. **Cameroun.** L'arme politique des disparitions forcées
19. **Tunisie.** Les eaux florales, un capiteux "or blanc"
20. **Salvador.** Contre les gangs, les méthodes musclées du pouvoir
22. **États-Unis.** George Santos, un éléphant ça ment énormément
23. **Pakistan.** Un pays qui a joué avec le feu
24. **Japon.** Grandir dans une secte

À la une

26. Israël, la loi de l'extrême droite

Transversales

34. **Sciences.** La mode, une passion haute en couleur
36. **Économie.** LockBit, l'attaque des titans du rançongiciel
38. **Économie.** Le riz thai ne l'est plus
39. **Signaux.** Du règne du CD à l'ère du streaming
360°
40. **Interview.** Le créateur de jeux vidéo Hideo Kojima
44. **Voyage.** La splendeur surannée des hammams du Caire
46. **Culture.** L'émotion en partage



SUR NOTRE SITE

Guerre en Ukraine. Un an après

Pendant tout le mois de février, retrouvez dans l'hebdomadaire et sur courrierinternational.com l'actualité du conflit vue par la presse étrangère, avec des analyses, des reportages, des enquêtes... Et le 24 février, date anniversaire de l'invasion russe, rejoignez-nous sur le site pour une journée spéciale consacrée au conflit et à ses conséquences.

Dérèglement climatique. Tous les jeudis, notre nouvelle newsletter Climatiques

C'est aujourd'hui un enjeu majeur : comment agir face au dérèglement climatique et s'adapter ? Chaque jeudi, retrouvez dans votre boîte e-mail les pistes de la presse étrangère dans notre toute nouvelle newsletter, baptisée "Climatiques".

Vu des États-Unis. Joe Biden déjà en campagne pour un second mandat ?

Oubliées les inquiétudes sur son âge : le président des États-Unis voit le Parti démocrate se ranger derrière lui pour l'élection de 2024. Retrouvez les analyses de la presse américaine après le discours sur l'état de l'Union de Joe Biden.

L'horoscope de Rob Breznsky Retrouvez chaque semaine les prévisions poétiques et philosophiques de l'astrologue le plus original de la planète.



Retrouvez-nous aussi sur Facebook, Twitter, Instagram et Pinterest.

**NOTRE NOUVEAU
HORS-SÉRIE**

*Face à la crise climatique,
les pistes de la presse étrangère
pour s'adapter, s'engager et lutter
contre le déferlisme ambiant.*



EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX 

Offre d'abonnement

Bulletin à retourner à : Courrier international
Service Abonnements - A2100 - 62066 Arras Cedex 9

Je m'abonne pour :

1 AN (52 numéros) au prix de **129 €** au lieu de ~~237,20 €*~~
 1 AN (52 numéros) + 6 hors-séries au prix de **159 €** au lieu de ~~290,60 €*~~

RCO23BO01

Monsieur Madame

NOM..... PRÉNOM.....

ADRESSE.....

CP..... VILLE.....

Je règle par chèque bancaire à l'ordre de Courrier international

Pour tout autre moyen de paiement, rendez-vous sur notre site :
<https://abo.courrierinternational.com/ours2023>
ou téléphonez au 03 21 13 04 31 (du lundi au samedi, de 9 heures à 18 heures)

*Offre réservée aux particuliers jusqu'au 31/3/2024 pour un premier abonnement en France métropolitaine. Pour les entreprises et l'étranger, nous consulter. Visuels non contractuels. En retournant ce formulaire, vous acceptez que Courrier international, responsable de traitement, utilise vos données personnelles pour les besoins de votre commande, de la relation client et d'actions marketing sur ses produits et services.
 Je ne souhaite pas recevoir les offres commerciales de Courrier international par voie postale. Je ne souhaite pas recevoir les offres commerciales des partenaires de Courrier international par voie postale.
Pour connaître les modalités de traitement de vos données ainsi que les droits dont vous disposez (accès, rectification, effacement, opposition, portabilité, limitation des traitements, sort des données après décès), consultez notre politique de confidentialité à l'adresse : <https://www.courrierinternational.com/page/donnees-personnelles> ou écrivez à notre délégué à la protection des données 67-69, avenue Pierre-Mendès-France 75013 Paris ou dpo@groupelemonde.fr. Vous avez le droit de formuler une réclamation auprès de la Cnil. Pour toute question, contactez notre service clients par e-mail abo@courrierinternational.com ou par téléphone au 03 21 13 04 31 du lundi au samedi de 9 heures à 18 heures. Nos CSV sont consultables et téléchargeables en suivant ce lien : <https://www.courrierinternational.com/page/cgv>



Avantages abonnés :

- La version numérique du magazine dès le mercredi soir
- L'édition abonnés du site Internet
- Nos archives, soit plus de 100 000 articles
- L'accès illimité sur tous vos supports numériques
- Les applications iOS et Android
- Réveil Courrier 📧

Votre abonnement à l'étranger :

Belgique : (32) 2 744 44 33
abonnements@saipm.com
États-Unis/Canada : (1) 800 363 1310
expressmag@expressmag.co.m
Suisse : (41) 022 860 84 01
abonne@edigroup.ch



Édité par Courrier international SA, société anonyme avec
directoire et conseil de surveillance au capital de 106 400 €
Actionnaire : La Société éditrice du Monde
Président du directoire, directeur de la publication :
François-Xavier Devaux

Directrice de la rédaction, membre du directoire : Claire Carrard

Conseil de surveillance : Louis Dreyfus, président

Dépôt légal Février 2023. Commission paritaire n° 0727 c 82101.

ISSN n° 1154-516X Imprimé en France/Printed in France

Rédaction 67-69 avenue Pierre-Mendès-France 75013 Paris. Accueil 33 (0) 1 46 46 16 00 Fax général 33 (0) 1 46 46 16 01 Fax rédaction 33 (0) 1 46 46 16 02 Site web www.courrierinternational.com Courriel lecteurs@courrierinternational.com
Directrice de la rédaction Claire Carrard (16 58) Rédactrice en chef Virginie Lepetit (16 12) Rédacteurs en chef adjoints Raymond Clarinard (16 77), Claire Pomarès (web), Matthieu Recarte Direction artistique Sophie-Anne Delhomme (16 31), Conception graphique Javier Errea Comunicación

ÉDITION Anouk Delpont (16 98), Ioris Queyroi, Fatima Rizki (17 30) 7 JOURS DANS LE MONDE François Gerles (chef de rubrique, 17 48) EUROPE Gerry Feehily (chef de service, 16 95), Laurence Habay (chef de service adjointe, Russie, est de l'Europe, 16 36), Marie Daouda (Allemagne, Autriche, Suisse alémanique, 16 04), Carole Lyon (Belgique, 17 36), Sasha Mitchell (Royaume-Uni, Irlande, 19 74), Beniamino Morante (Italie, 19 72), Héléne Bienvu (Pologne), Antoine Mouteau (Pays-Bas), Valentin Scholz (Espagne), Vincent Barros (Portugal), Antoine Jacob (Danemark, Norvège, Suède), Alexandre Lévy (Bulgarie), Alexandros Kottis (Grèce, Chypre), Joël Le Pavous (Hongrie), Guillaume Narguet (République tchèque, Slovaquie), Kika Curovic (Serbie, Monténégro, Croatie, Bosnie-Herzégovine), Marielle Vitureau (Lituanie), Alda Engoian (Caucase, Asie centrale), Larissa Kotelevets (Ukraine) FRANCE Carole Lohrenz (chef de rubrique, 16 93) AMÉRIQUES Béangère Cagnat (chef de service, Amérique du Nord, 16 14), Jean-Hébert Armengaud (chef de service, Amérique latine, 16 57), Morgann Jezequel (Brésil), Martin Gauthier (Canada), Mathilde Guillaume (Argentine) ASIE Agnès Gaudu (chef de service, Chine, Singapour, Taïwan, 16 39), Christine Chaumeau (Asie du Sud-Est, 16 24), Zhang Zhulin (Chine, 17 47), Carole Dieterich (Asie du Sud), Élisabeth D. Inandiak (Indonésie), Jeong Eun-jin (Coréens) MOYEN-ORIENT Bachir El-Khoury (chef de service), Julien Abirama (Liban, Syrie, Palestine, Irak), Pascal Fenux (Israël), Ahmad Parhizi (Iran), Raphaël Boukandoura (Turquie), Philippe Mischkowsky (pays du Golfe) AFRIQUE Hassina Mechaï (chef de rubrique), Vincent Barros (Afrique lusophone), Malik Ben Salem (Maghreb), Mathilde Boussin (Afrique australe et Afrique de l'Est), Agnès Fèvre (Afrique de l'Ouest) TRANSVERSALES Pascale Boyen (chef des informations, Économie, 16 47), Carole Lambertz (chef de rubrique, Sciences et Signaux, 16 15), Annick Rivoire (Économie) MAGAZINE 360° Marie Béloil (chef des informations, 17 32), Hugo Florent (16 74), Ouméma Nechi HISTOIRE Mélanie Liffschitz (16 96)

SITE INTERNET Claire Pomarès (rédactrice en chef adjointe), Nicolas Coisplet (chef d'édition), Adrien Oster (chef d'édition), Paul Blondé (éditeur web), Antoine Cuny-Le Callet, Gabriel Hassan (éditeur web, 16 32), Carole Lyon (éditrice web, 17 36), Hoda Saliby (éditrice web, 16 35), Mélanie Chenouard (vidéo, podcasts, 16 65) COURRIER EXPAT Ingrid Therwath (16 51), Jean-Luc Majouret (16 42)

TRADUCTION Raymond Clarinard (responsable, Courrier Histoire), Mélanie Liffschitz (chef de service adjointe, anglais, espagnol), Julie Marcot (chef de service adjointe, anglais, espagnol, portugais), Catherine Baron (anglais, espagnol), Isabelle Boudon (anglais, allemand, portugais), Manon Delfour-Peyrethon (anglais, allemand), Caroline Lee (anglais, allemand, coréen), Françoise Lemoine-Minaudier (chinois, anglais), Olivier Ragasol (anglais, espagnol, catalan), Leslie Talaga (anglais, espagnol) RÉVISION Jean-Baptiste Luciani (chef de service, 17 35), Isabelle Bryskier, Philippe Czerepak, Françoise Hérold, Julie Martin, Anne Romefort

PÔLE VISUEL Sophie-Anne Delhomme (responsable) WEB DESIGN ET ANIMATION Alexandre Erricchiello (chef de service, 16 17), Benjamin Fernandez, Jonathan Renaud-Badet, Pierrick Van-Thé ICONOGRAPHIE Luc Briand (chef de service, 16 41), Lidwine Kervella (16 10), Stéphanie Saindon (16 53), Céline Merrien (colorisation) MAQUETTE Alice Andersen (chef de service, 16 37), Denis Scudeller, Gilles de Obaldia CARTOGRAPHIE Thierry Gauthé (16 70) INFOGRAPHIE Catherine Doutey (16 66)

AGENCE COURRIER Patricia Fernández Pérez (directrice du développement et de la communication, 17 37), Jessica Robineau (16 08), Alizée Marchal (17 38)

DIRECTRICE DE LA FABRICATION Nathalie Communeau, Nathalie Mounié (chef de fabrication, 45 35) IMPRESSION, BROCHAGE, ROUTAGE : Maury, 45330 Malesherbes

ONT PARTICIPÉ À CE NUMÉRO Torunn Amiel, Giuseppe Ardiri, Etienne Bianchi, Jean-Baptiste Bor, Emma Bougerol, Emmanuelle Bour, Elisabetta Di Matteo, Mona Guichard, Mehdi Hami, Lucie Hoarau, Valentine Morizot, Astrid Mouget, Florent Normand, Maëlys Sourr

PUBLICITÉ MPublicité, 67-69, avenue Pierre-Mendès-France CS 11 469, 75707 Paris Cedex 13, tél. : 01 57 28 20 00 Directrice générale Elisabeth Cialdella (elisabeth.cialdella@mpublicite.fr, 39 68), Directeur délégué, directeur de Marque Courrier international Steve Dablin (01 57 28 38 84) Directeur délégué Activités programmatiques, AD Tech & Monétisation Sébastien Noel (sebastien.noel@mpublicite.fr, 37 00) Directeur délégué, pôle Agences François de Ren (francois.deren@mpublicite.fr, 30 21) Directeur délégué, pôle Opérations spéciales Steve Dablin (steve.dablin@mpublicite.fr, 38 84)

DIRECTRICE ADMINISTRATIVE ET FINANCIÈRE Carine de Castellani (16 06) Gestion Lucie Madalena (16 26) Droits Blandine Mosnat (16 52) Comptabilité 01 48 88 45 51 Directeur de la diffusion et de la production Xavier Loth Directrice des ventes Sabine Gude Responsable commerciale International Saveria Colosimo Morin (01 57 28 32 20) Chef de produits Valentin Moreau (01 57 28 33 99) Communication et promotion Christiane Montillet MARKETING ET PRODUITS Sophie Gerbaud (directrice, 16 18), Véronique Lallemand (16 91), Véronique Saudemont (17 39), Martine Prévot (16 49), Mylène-May Vang, Anthony Pittavino Responsable du numérique Kévin Jolivet, Louise Dugeal (développement web)

Modifications de services vendus au numéro, réassort 0805 05 01 47 Service clients Abonnements Courrier international, Service abonnements, A2100 - 62066 Arras Cedex 9 Tél. 03 21 13 04 31 Fax 01 57 67 44 96 (du lundi au samedi de 9h à 18h) Courriel abo@courrierinternational.com. Prix de l'abonnement annuel en France métropolitaine : 129 €. Autres destinations : <https://boutique.courrierinternational.com> Nos conditions générales de vente et d'utilisation sont disponibles sur <https://www.courrierinternational.com/page/cgv>

Courrier international, USPS number 013-465, is published weekly 48 times per year (triple issue in Aug and in Dec), by Courrier international SA c/o Distribution Grid, at 9000 Castle Rd, Secaucus, NJ 07094, USA. Periodicals Postage paid at Secaucus, NJ and at additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to Courrier International c/o ExpressMag, 8275, avenue Marco-Polo, Montréal, QC H1E 7K1, Canada.



Origine du papier : UK, Allemagne, 100% de fibres recyclées. Ce magazine est imprimé chez MAURY certifié PEFC. Équivalences : Ptot = 0,0083 kg/tonne de papier. Papier issu de forêts gérées durablement et contrôlées. Ouvrage imprimé à 100% avec des encres conformes à la norme Blue Angel.



7 jours dans
le monde



Turquie-Syrie. “Le pire séisme ici en cinq cents ans”

En quelques secondes, le 6 février, une vaste zone à cheval sur la Turquie et la Syrie a été frappée de plein fouet par un puissant tremblement de terre. L'ampleur des dégâts et les difficultés auxquelles sont confrontés les secours font craindre un terrible bilan humain.

Comme la fin du monde”, titrent à l'unisson les deux quotidiens turcs **Milliyet** et **Türkiye** en une de leur édition du 7 février, illustrant leur première page par une photo d'immeubles effondrés comme des dominos ou des châteaux de cartes ; ainsi que par deux chiffres : 7,8 et 7,5.

La veille, à exactement 4 h 17 du matin, heure locale (2 h 17 heure de Paris), un violent séisme d'une magnitude dépassant 7,7 sur l'échelle de Richter ébranle le sud-est de la Turquie et le nord-ouest de la Syrie frontalière. Son épicer se

situe dans la région de Pazarcik, au nord de Gaziantep, dans le sud-est de la Turquie, à quelques dizaines de kilomètres de la frontière syrienne. La secousse réveille Chypre, le Liban et le nord de l'Irak. Selon un géophysicien cité par le journal turc **Cumhuriyet**, “c'est le plus grand séisme survenu sur la faille est-anatolienne depuis quatre cents à cinq cents ans”.

Quelques heures plus tard, après des centaines de répliques puissantes, un nouveau tremblement de terre, dont la magnitude oscille entre 7,5 et 7,6, se déclare à 13 h 24 dans la même région, un peu plus au nord.

Le bilan de cette terrible journée du lundi 6 février est effroyable. Selon les derniers chiffres disponibles mardi, jour de notre bouclage, la barre des 5 000 morts (plus de 3 500 en Turquie et plus de 1 600 en Syrie) et des 24 000 blessés dans les deux pays a été franchie. Compte tenu des destructions, ce bilan est voué à s'alourdir. L'Organisation mondiale de la santé dit s'attendre au pire et redouter “des bilans huit fois plus élevés que les chiffres initiaux”.

Ce séisme rappelle de manière tragique que la Turquie, qui a décrété un deuil national de sept jours et trois mois d'état d'urgence dans les dix régions touchées. Ce séisme rappelle de manière tragique que le pays se trouve dans l'une des zones sismiques les plus actives. “Trois plaques tectoniques – les plaques arabe, anatolienne et africaine – se rencontrent dans cette région, détaille au **Washington Post** Yaareb Altaweel, sismologue au National Earthquake Information Center (Colorado). En glissant les unes contre les autres et en s'entrechoquant, elles accumulent des frottements et des contraintes qui se libèrent sous forme de tremblements de terre.”

Le reporter turc Hakkı Öcal est allé sur les lieux de plusieurs tremblements de terre qui ont frappé son pays, dont celui de 1999, qui avait fait plus de 17 000 victimes dans le nord-ouest du pays. Dans le quotidien turc anglophone **Daily Sabah**,

il écrit : “Les zones touchées par un séisme sont toujours froides. [...] Peut-être, d'ailleurs, le désespoir que vous ressentez quand vous voyez les maisons écrasées comme des crêpes [...] est-il froid. La force qui peut arracher le mur d'un immeuble de 11 étages vous glace jusqu'aux os.”

Selon l'Agence turque de gestion des catastrophes et des urgences (Afad), plus de 5 000 immeubles ont été détruits lors du tremblement de terre survenu à l'aube du 6 février.

Très vite, la région étant frappée par une sévère chute des températures des deux côtés de la frontière, le froid est devenu un enjeu pour les secouristes engagés dans un contre-la-montre pour trouver des survivants. “Un nombre inconnu de personnes reste piégé [sous les décombres], et les efforts

pour retrouver des survivants sont entravés par la météo glaciale”, écrit le journal britannique **The Guardian**, qui cite également comme obstacles les “mauvaises connexions Internet” et les “routes endommagées”.

Néanmoins, nombre de survivants ont pu être sauvés grâce aux réseaux sociaux ou autres moyens de communication pour appeler au secours. Le quotidien cite l'exemple d'Ali Ünliü, dont l'un des poches, coincé sous les décombres, a pu lui envoyer un SMS pour lui donner de ses nouvelles. Localisé grâce à sa voix, il a pu



REVUE
DE PRESSE

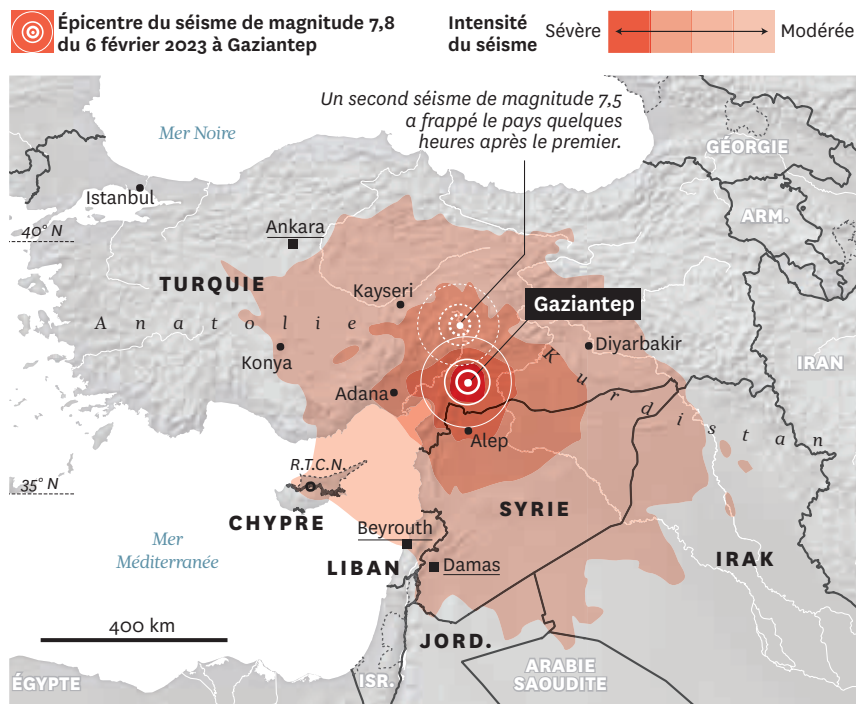
← Lundi 6 février à Adana, dans le sud-est de la Turquie, un secouriste porte le corps d'une victime retrouvée dans les décombres d'un immeuble qui s'est effondré à cause d'un séisme qui a fait des milliers de morts jusqu'en Syrie voisine. Photo Can Erok/AFP

être sauvé après avoir été piégé dans les gravats pendant quatre heures.

Dans les régions de Syrie touchées par ce que le site de la chaîne de télévision syrienne **Syria TV**, établie à Istanbul, décrit comme "quasiment le plus violent tremblement de terre de l'histoire de cette région", la situation est encore plus tragique. "Tragédie" est d'ailleurs le seul mot qui barre la première page du quotidien progouvernemental **Al-Watan**, illustrée par une photo en noir en blanc montrant des secouristes du Croissant-Rouge syrien sur le site d'un immeuble effondré.

"Une fois de plus, les Syriens ont entendu le rugissement et le bruit sourd des bâtiments qui s'effondraient, vu de la poussière s'élever des monticules de béton [...] et de métal tordu [...]. Une fois de plus, les gens ont creusé les ruines avec leurs mains, espérant, souvent en vain, sauver ceux qu'ils aimaient", écrit **The New York Times**.

"Une fois de plus", car le nord-ouest de la Syrie, comme l'ensemble du pays, a été ravagé par la guerre. Cette région, qui échappe à l'emprise de Damas, abrite des millions de déplacés qui ont connu la guerre et les bombardements. Pour eux, les immeubles d'appartements, magasins et quartiers anéantis sont "des scènes familiales". Mohammad, dont le journal libanais **L'Orient-Le Jour** a modifié le nom, "a vécu le siège d'Alep, les bombardements intenses, un enlèvement et la torture".



Pourtant, la nuit du 5 au 6 février "a été la pire de [sa] vie", estime-t-il. "Ce tremblement de terre a été plus terrible que tous les bombardements qu'on a subis depuis le début de la guerre."

Comme l'explique le quotidien francophone, "de nombreuses habitations fragilisées par plus de onze années de guerre, ou d'autres construites à la va-vite, sont tombées au plus fort des secousses, mais aussi plus tard dans la journée", au rythme des répliques. "Nous entendons leurs voix, ils sont toujours en vie, mais il n'y a personne pour les sortir", témoignaient le 7 février des habitants de la ville de Jandairis au site syrien proche de l'opposition **Enab Baladi**.

Une tragédie de plus qui s'ajoute aux malheurs de la population syrienne, qui non seulement se relève à peine de la fin des combats les plus violents de cette guerre qui a fait plus de 500 000 morts et des millions de déplacés, mais qui souffre également de ses multiples conséquences – effondrement économique, pénurie de carburant, choléra.

Mais ce type de tragédie engendre quelques fois des miracles. À Jandairis, un bébé vivant, une fille, a été sorti des décombres d'un immeuble. Il était encore relié par le cordon ombilical à sa mère qui, elle, était morte, comme tous les autres membres de la famille.

— **Courrier international**

Décryptage

Mobilisation internationale

●●● Les secouristes, du matériel et des vivres ont commencé à affluer du monde entier en Turquie dès le lendemain du séisme qui a frappé le pays et la Syrie voisine. Selon le président turc, Recep Tayyip Erdogan, ce sont 45 pays qui ont proposé leur aide, principalement à Ankara. Ainsi, les États-Unis et la Chine ont annoncé qu'ils fourniraient de l'aide en hommes et en matériel d'urgence à la Turquie. Plusieurs États membres de l'Union européenne, dont la Grèce, qui entretient pourtant des relations difficiles son voisin, doivent envoyer plus d'un millier de secouristes sur place. De leur côté, la Russie et l'Iran, alliés de Damas qui entretiennent également des relations cordiales avec Ankara, mais aussi le Qatar et les Émirats arabes unis, ont annoncé qu'ils enverraient de l'aide dans les deux pays. Même s'il semble plus compliqué d'en envoyer en Syrie. Depuis plusieurs années, l'aide humanitaire à destination des zones rebelles du nord du pays est acheminée à partir de la Turquie à travers le seul point de passage de Bab El-Hawa. Et plusieurs pays ne reconnaissent plus la légitimité du régime de Bachar El-Assad, qui contrôle certaines zones touchées par ce séisme. Dans ce contexte, le Croissant-Rouge syrien a appelé l'Union européenne à lever les sanctions contre Damas.

À la une



"HORREUR ET ESPOIR ENTRE LES DÉCOMBRES". Le quotidien espagnol **ABC** consacre toute sa une à la catastrophe.



"APRÈS LES DESTRUCTIONS, LA DOULEUR ET LE DEUIL". Le journal brésilien **Estado de Minas**, avec une vue aérienne des dégâts.



"LES 60 SECONDES QUI ONT FAIT TREMBLER LE MONDE". Le journal saoudien **Okaz** a choisi de montrer une victime du séisme à la une.



"NOUS AVONS CRU QU'IL S'AGISSAIT DE L'APOCALYPSE". Le quotidien canadien **National Post** titre sur le témoignage d'un survivant du séisme.



"UN SÉISME RAVAGE LA SYRIE ET LA TURQUIE". Le journal algérien **Le Quotidien d'Oran** titre sobriement avec la photo d'une maison dévastée.



SUR NOTRE SITE

courrierinternational.com

"Tragédie, chaos": les équipes de sauvetage dépassées
Les opérations de secours sont freinées par des ressources limitées et des conditions climatiques difficiles, raconte le quotidien britannique **The Guardian**.

SOURCES: "THE NEW YORK TIMES", "LE MONDE"

ÉTATS-UNIS

Le ballon de la discorde

Vu des États-Unis. Il a beau paraître anodin et rétro, le ballon chinois qui a survolé les États-Unis, et que les Américains ont abattu, laissera des traces dans une relation déjà explosive.



— **Financial Times** (extraits) Londres

Depuis quelque temps déjà, des responsables américains insistent : il fallait “mettre une limite” à la dégringolade que connaissent les relations entre les États-Unis et la Chine. Mais l’affaire du ballon espion chinois (un engin “civil” qui aurait dérivé accidentellement dans l’espace aérien états-unien selon Pékin) vient d’avoir raison de toute velléité d’améliorer les relations entre les deux pays. Pour preuve : la visite du secrétaire d’État américain, Anthony Blinken, dans la capitale chinoise a été annulée.

Avant même cette dernière crise, il ne restait guère de confiance ni de chaleur dans les rapports entre Washington et Pékin. Les deux pays savent à quel point

ces tensions ont pris un tour dangereux. Dans une note interne ayant fuité, le général Mike Minihan, à la tête de l’Air Mobility Command de l’armée de l’air américaine, prédit ainsi que son pays et la Chine “s’affronteront en 2025” après que Pékin aura lancé une offensive contre Taïwan.

Si les craintes exprimées par Minihan ne reflètent pas un consensus au sein des autorités américaines, elles disent à quel point les intentions chinoises envers Taïwan suscitent un débat enflammé chez les Occidentaux. Avec la montée des tensions militaires, les Américains ont entrepris de réduire plus fortement la fourniture de technologies de pointe aux Chinois. De nouvelles restrictions sur les exportations vers la Chine de semi-conducteurs et de matériel y afférant ont été annoncées ;

↳ Xi Jinping.

Dessin de bert&VANCO, Belgique.

elles mettent en péril le secteur des hautes technologies en Chine et certaines des plus grandes entreprises chinoises comme occidentales. Il est devenu habituel d’évoquer un “découplage” des deux économies – même si, dans les faits, le volume des échanges entre la Chine et les États-Unis continue d’augmenter.

Pékin et Washington s’espionnent mutuellement, ce n’est pas un secret. Mais le périple d’un ballon arrivé au-dessus de l’Alaska et traversant le ciel canadien pour poursuivre vers le sud à travers le Montana a tout d’un spectacle hollywoodien, et il n’a pas manqué de frapper l’imagination des téléspectateurs comme du monde politique américains – le gouvernement Biden s’en est trouvé presque contraint à réagir.

Escarmouche. Au regard des événements passés, ce dernier épisode semble pourtant bien anodin. Entre 2010 et 2012, la Chine aurait démantelé des opérations de la CIA sur son territoire et exécuté une dizaine de sources du renseignement américain. En 2015, les autorités américaines annonçaient que la Chine avait, à la suite d’une cyberattaque contre leur Office of Personnel Management, accédé aux données personnelles de plus de 4 millions de fonctionnaires fédéraux, en service ou retraités. De leur côté, les États-Unis ont intensifié leurs opérations de collecte de renseignements sur la Chine. Et Washington comme Pékin ne cessent de perfectionner leurs technologies de surveillance.

C’est du reste l’une des curiosités de l’affaire du ballon de surveillance à l’ère des satellites espions : la technologie, déjà employée dans la France révolutionnaire, semble venir tout droit d’un autre temps. L’incident n’en est pas moins explosif dans le contexte politique américain, où le débat sur la Chine est déjà brûlant. Pour des ténors du Parti républicain, le survol du territoire par le ballon espion a été l’occasion de dénoncer la mollesse du gouvernement Biden vis-à-vis de Pékin. Aussi la décision de la Maison-Blanche de l’abattre non loin de la côte est américaine doit-elle sans doute autant aux impératifs de sécurité nationale qu’à des considérations de politique intérieure.

De son côté, Pékin a également des nationalistes et des faucons à contenter. Eux aussi risquent d’exiger une réplique à la destruction du ballon par les Américains.

Ces dernières semaines, des voix plus modérées tentaient prudemment, dans les deux capitales, de relancer le dialogue entre la Chine et les États-Unis. On ne les entendra plus – en tout cas pour un certain temps. Sur le long terme cependant, les enjeux sont trop grands pour qu’on laisse un simple ballon espion foudroyer la diplomatie sino-américaine.

— **Gideon Rachman**
Publié le 6 février



Un “vent d’ouest” malencontreux

● Les Américains ont commis un acte inacceptable, car l’incident du ballon était involontaire, affirme Pékin. Le 5 février, le vice-ministre des Affaires étrangères chinois, Xie Feng, a fait part du vif mécontentement de son gouvernement face à l’usage de la force armée contre le ballon chinois égaré dans l’espace aérien des États-Unis. Ce “aéronef civil non habité s’est égaré dans l’espace aérien américain, sans possibilité de l’arrêter; il s’agit d’un incident arrivé par le fait du hasard. Les choses sont parfaitement claires, et toute interprétation diffamatoire est intolérable”, indique le communiqué publié par le site officiel Huanqiu Wang. La Chine “protège vigoureusement” et presse la partie américaine de “ne pas aggraver la situation de tension”, poursuit Xie Feng. Abordant le thème majeur des relations économiques entre les deux pays, il ajoute que Pékin “continuera à soutenir les justes intérêts des entreprises chinoises, défendra les intérêts de la Chine et le respect qui lui est dû, et se réserve le droit d’exprimer les réactions supplémentaires qui s’avèreraient nécessaires”. Lors d’une conférence de presse tenue à Pékin le 6 février, interrogée sur les accusations américaines d’espionnage de la part de la Chine, la porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Mao Ning, a déclaré que Pékin avait indiqué à plusieurs reprises que “cet appareil volant avait une fonction civile d’observation météorologique et scientifique. L’aéronef étant poussé par un vent d’ouest, et les possibilités d’orienter son trajet étant limitées, celui-ci avait gravement dévié de son cours. Il s’agit donc d’un incident inopiné et incontrôlable”, a-t-elle insisté. La Chine, “pays responsable, respecte le droit international et l’intégrité du territoire et la souveraineté de tous les États”, a-t-elle poursuivi, selon le site Huanqiu Wang. Dans l’histoire, c’est plutôt les États-Unis qui ont “piétiné” ces principes. Que la partie américaine dramatise et exagère la situation “n’est ni acceptable ni responsable”, a-t-elle conclu.

“Queen B” superstar



MUSIQUE — “Beyoncé est la grande gagnante – et [la grande] perdante – des 65^e Grammy Awards”, écrit le **Los**

Angeles Times. Lors de la cérémonie du 5 février, son album *Renaissance* a obtenu quatre récompenses sur neuf nominations : meilleur album dance, meilleur enregistrement dance, meilleure chanson R’n’B et meilleure performance R’n’B. Le nombre de trophées remportés par la superstar américaine s’élève désormais à 32, ce qui fait d’elle l’artiste la plus titrée de l’histoire de la cérémonie. Cependant, c’est la quatrième fois que Beyoncé repart bredouille dans la catégorie du meilleur album, remporté cette année par le Britannique Harry Styles.

Un non inaudible

SINGAPOUR — Un homme qui aurait voulu aller plus loin dans une relation poursuit une femme devant la justice et lui réclame l’équivalent de 2 millions d’euros pour cause de “détresse émotionnelle”, rapporte **The Straits Times**. Ce directeur d’une entreprise de drones a été échaudé lorsque, en 2020, son amie, gestionnaire en développement durable, a refusé que leur relation amicale aille plus loin. Menacée de poursuites, la jeune femme suit des séances de conciliation

pendant plus d’un an avant de décider, en avril dernier, de les arrêter et d’entamer une procédure pour harcèlement. Il riposte en juillet en portant plainte. Une audience préliminaire est prévue ce jeudi 9 février.

Tout, tout vieux

PORTUGAL — Bobi est un chien, plus précisément un rafeiro de l’Alentejo, qui vit dans le village de Conqueiros, au nord de Leiria. Il vient d’entrer dans le *Guinness des records* : né en 1992, Bobi est, à plus de 30 ans, le chien le plus âgé du monde et le plus vieux de tous les temps, rapporte le **Diário de Notícias**. Le secret de sa longévité ? “Il n’a jamais été enchaîné”, explique son maître, et “il passe ses journées dans la cour en compagnie des chats et, quand il fait froid, près de la cheminée”. Le précédent record appartenait à Bluey, un berger australien mort en 1939 à l’âge de 29 ans et 5 mois.

Emporté par les flammes

CHILI — Depuis plusieurs jours, le pays est en proie à de très violents incendies attisés par le vent et des températures supérieures à 40 °C, notamment dans le Centre. Ces feux, qui ont tué une vingtaine de personnes, dévasté environ 300 000 hectares de forêt et détruit un millier de maisons (bilan au 7 février), sont “la catastrophe la plus importante” pour le Chili depuis les incendies de 2017 qui avaient brûlé plus de 500 000 hectares, souligne le quotidien **La Tercera**.

Catch me if you can



ÉTATS-UNIS — La WWE (World Wrestling Entertainment) domine le monde du catch américain au rayonnement international. Dirigée par le controversé Vince McMahon, sur qui pèsent des accusations d’agression sexuelle, elle a généré 1,1 milliard de dollars de revenus en 2022. Mais elle est aujourd’hui défiée par l’AEW (All Elite Wrestling) et son patron Tony Khan, raconte **Bloomberg Businessweek**, qui titre le 6 février : “Le fils de milliardaire qui s’attaque à la WWE.”

La victoire de Rushdie

LITTÉRATURE — “Victory City marque un triomphe – non par sa simple existence, mais parce que le roman est un pur enchantement. Les mots sont les seuls vainqueurs”, juge **The Atlantic**, citant un passage du nouveau roman de Salman Rushdie, paru le 7 janvier aux éditions Random House. Il conte l’histoire de Pampa Kampana, jeune fille aux pouvoirs magiques qui va ériger un empire où régnera l’égalité entre hommes et femmes. “Victory City donne raison à cette foi aigre-douce qu’a Pampa dans la littérature.” Sous le coup d’une fatwa émise par l’ayatollah Khomeiny en 1989, Salman Rushdie a été victime d’une très violente agression l’été dernier.

Effet papillon

ÉTATS-UNIS — Alors que le déclin des papillons monarques semblait inexorable, les comptages effectués ces deux dernières années en Californie, où ces migrateurs effectuent leur escale hivernale, sont encourageants, indique l’édition américaine d’**El País**. Après les 2 000 spécimens recensés en 2020, 250 000 ont été comptabilisés l’année suivante et plus de 335 000 en 2022. Mais le salut de l’espèce menacée de disparition n’est toutefois pas assuré.

139

MILLIONS. C’est le nombre de tonnes de déchets plastiques en 2021 dans le monde. C’est 6 tonnes de plus qu’en 2019, année de publication du premier indice *Plastic Waste Makers* compilé par la fondation australienne Minderoo, rapporte **CNN**, soit près de 1 kilo de plus pour chaque personne sur la planète. C’est surtout un triste record, souligne le site de la chaîne d’informations américaine. En effet, jamais autant de déchets plastiques n’avaient été produits dans le monde, “malgré les efforts mondiaux pour réduire la pollution plastique et les émissions de gaz à effet de serre”.



Club Courier

Chaque mois, découvrez les événements et avantages réservés aux abonnés de **Courrier international**.

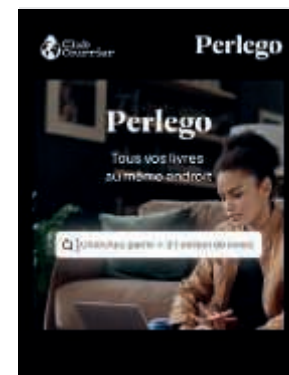


GUIDE

Jouez pour remporter un exemplaire du guide **Évasion Maroc**, proposé par Hachette.

CINÉMA

Recevez un code pour découvrir **I Am Not a Witch**, de Rungano Nyoni, via UniversCiné.



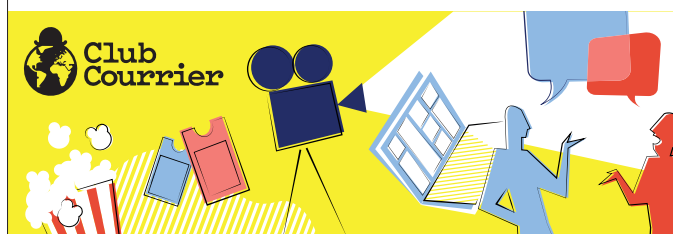
ABONNEMENT

Tentez de remporter un an d’abonnement à la bibliothèque en ligne Perlego.



JEU DE SOCIÉTÉ

Tentez de remporter un exemplaire du jeu de société **Dixit**.



Guerre et paix

RDC ET SOUDAN DU SUD — Le pape François a achevé le 5 février au Soudan du Sud son 40^e voyage à l'étranger, commencé six jours plus tôt en République démocratique du Congo, plus grand pays catholique d'Afrique. Lors de la première étape de son périple, le souverain pontife a notamment dénoncé le “colonialisme économique” et la corruption confisquant ses richesses, écrit **Actualités CD**, et appelé à la fin des violences meurtrières dans l'est du pays. Au Soudan du Sud voisin, pays à majorité chrétienne ravagé entre 2013 et 2018 par une guerre qui a fait des centaines de milliers de déplacés, le pape François, accompagné des chefs des Églises d'Angleterre et d'Écosse, a effectué un “pèlerinage œcuménique de paix” au cours duquel il a martelé un message “de réconciliation et de pardon mutuel”, écrit le site **Sudans Post**.

100 jours tranquilles



ITALIE — L'arrivée au pouvoir de Giorgia Meloni avait suscité des inquiétudes. Mais plus de trois mois après son accession à la tête du gouvernement transalpin, force est de constater que pour la chef de Fratelli d'Italia “l'examen des cent premiers jours a été somme toute réussi”, écrit le **Corriere della Sera**. La leader d'extrême droite semble s'être inscrite sur le chemin tracé par son prédécesseur, Mario Draghi, sur le plan économique, écrit le quotidien italien, et du côté de la diplomatie, le cabinet de Meloni a finalement adopté une “ligne atlantiste et proeuropéenne”, souligne **Il Foglio**.

IRAN

Une amnistie en trompe-l'œil

Le régime a annoncé le 5 février qu'il allait commuer les peines de prisonniers condamnés, dont des manifestants détenus, voire les gracier. Une décision que les opposants qualifient de leurre.

→ Dessin de De Angelis, Italie.

Pprès de cinq mois après le déclenchement du mouvement de contestation en Iran, le guide suprême, Ali Khamenei, a annoncé, dans un communiqué publié le 5 février à l'occasion du 44^e anniversaire de la “victoire” de la révolution islamique, qu'il avait “accepté de gracier et de réduire la peine d'un nombre important de prisonniers incarcérés”, notamment ceux “en lien avec des incidents récents”.

Même s'il n'a pas précisé le nombre de personnes concernées par l'amnistie ni le nombre de manifestants détenus (environ 20 000 depuis le début de la contestation) qui seraient libérés, “des dizaines de milliers” de détenus seraient susceptibles d'en bénéficier, selon des médias locaux.

Remise contre remords. L'amnistie exclut tous les détenus condamnés pour “espionnage, homicide, destruction (de biens privés ou publics) et incendie d'institutions gouvernementales ou de bâtiments publics”, précise le communiqué. Cependant, l'autorité judiciaire, citée par le quotidien **Kayhan**, a annoncé que les individus arrêtés en lien avec le mouvement de protestation ne seront relâchés que s'ils signent une “déclaration de remords et d'engagement à ne pas répéter d'actes ou de crimes similaires”.



Mais du côté des réformateurs et des opposants, on est beaucoup plus circonspect. Dans un article publié par le quotidien **Etemad**, le journaliste réformateur Abbas Abdi a déploré le fait que le gouvernement présente l'amnistie comme une “faveur”. “Est-il raisonnable de condamner quelqu'un pour avoir protesté et scandé des slogans [...] dans le but d'acquiescer la liberté?” s'interroge-t-il. Pour l'organisation Iran Human Rights, il s'agit d'une mesure “hypocrite” et “propagandiste”.

C'est dans ce contexte que deux des chefs de file du mouvement réformateur ont appelé à des réformes politiques tenant compte de la contestation déclenchée par la mort, le 16 septembre, de Mahsa Amini, arrêtée par la police des mœurs pour non-respect du port obligatoire du voile.

Déplorant qu'il n'y ait “aucun signe de la volonté du pouvoir de se réformer”, l'ancien président Mohammad Khatami a exprimé le souhait que “des méthodes civiles non violentes” puissent “forcer l'État à [...] engager des réformes”.

De son côté, l'ancien Premier ministre Mir Hossein Moussavi a appelé à un “changement fondamental” du système politique, qui est en proie à une “crise de légitimité”, proposant l'organisation d'un “référendum libre et juste sur la nécessité ou non de rédiger une nouvelle Constitution”.

— **Courrier international**

Après cette annonce, les politiques et les médias affiliés au pouvoir ont applaudi la décision du guide suprême Khamenei. Cité par le quotidien **Hamshahri**, le président du Parlement, Bagher Ghalibaf, a ainsi salué l’“approche paternelle” de Khamenei “envers ses enfants”.

Panahi libéré, “Baraye” récompensée

●●● Le réalisateur dissident Jafar Panahi, 62 ans, a été libéré sous caution le 3 février, deux jours après avoir entamé une grève de la faim pour dénoncer ses conditions de détention. Comme le rappelle le site **IranWire**, il était détenu depuis juillet 2022 dans la sinistre prison d'Evin, à Téhéran, après avoir protesté contre l'arrestation de deux autres cinéastes. Il reste néanmoins dans l'attente d'un procès pour son soutien aux manifestations contre le président Mahmoud Ahmadinejad en 2009. Autre symbole : *Baraye*, la chanson de Shervin Hajipour devenue l'hymne de la contestation, a remporté le prix spécial de “la meilleure chanson pour le changement social” lors de la 65^e cérémonie des Grammy Awards, qui s'est tenue à Los Angeles. Un prix présenté par la première dame des États-Unis, Jill Biden, rapporte le magazine **Variety**.

LES MOTS DES AUTRES

l'actualité racontée par les langues étrangères. Un podcast de Courrier international.

À ÉCOUTER SUR NOTRE SITE ET SUR VOTRE APPLICATION DE PODCAST PRÉFÉRÉE

CONTROVERSE



Regarder les vidéos des violences policières a-t-il encore un sens ?

La presse américaine est divisée après la diffusion des images, le 27 janvier, du lynchage de Tyre Nichols, tué à Memphis par des policiers noirs. Pour le *New York Times*, “détourner le regard, c’est risquer de perdre son cœur”. Ce que conteste le *Boston Globe*, qui estime que ces images “normalisent la violence policière”.

OUI

C’est ce que nous faisons des images qui compte

—The New York Times (extraits)
New York

A-t-on le devoir civique de regarder ou l’obligation morale de ne pas le faire ? Voilà la question qui se pose depuis la diffusion [le 27 janvier] par la police des vidéos du passage à tabac de Tyre Nichols par des policiers [noirs].

La question n’est pas nécessairement de savoir si la police de Memphis aurait dû mettre en ligne ces vidéos. La famille de M. Nichols en avait fait la demande et les raisons de lui donner satisfaction étaient évidentes. On laisse trop souvent les pires abus de pouvoir dans le secret. Une vidéo brute présente clarté, transparence et peut-être la possibilité de déterminer les responsabilités – une possibilité pour les citoyens de comprendre ce qui s’est vraiment passé la nuit du 7 janvier.

C’est ce qu’on espère en tout cas : que les Américains deviennent témoins après les faits, choqués et la conscience éveillée par la vue d’agents en uniforme bourrant de coups Tyre Nichols, qui est mort de ses blessures trois jours plus tard. “Je pense

La vidéo du meurtre de George Floyd prise par une passante a déclenché un mouvement de protestation mondial.

que vous ressentirez ce que ressent la famille de M. Nichols”, a déclaré Cerelyn Davis, la chef de la police de Memphis. Son appel à la simple humanité exprimait la certitude que ces images, bien qu’horribles, provoqueraient indignation et compassion.

C’est cette certitude qui fait qu’il est important de regarder. Détourner le regard dans de telles circonstances, ce ne serait pas seulement manquer de courage mais

risquer de perdre son cœur. En insistant pour que le monde voie ce qu’on a fait à son fils, la mère de Tyre Nichols rappelle ce qu’avait fait Mamie Till-Mobley, qui, en 1955, avait placé le corps massacré de son fils, Emmett Till, dans un cercueil ouvert pour qu’on ne puisse pas nier la cruauté des racistes qui l’avaient tué.

C’est une ligne éthique délicate qui sépare le témoin, qui se trouve dans un état d’attention active, moralement engagé, du spectateur, qui se trouve dans une situation plus passive. Le spectacle de la violence peut transformer en voyeur l’âme la plus sensible. La violence, y compris celle de la police, est un élément ordinaire de la culture populaire et c’était déjà le cas avant l’invention de la vidéo. L’histoire du lynchage aux États-Unis est en partie l’histoire d’un spectacle public : la mutilation et le meurtre d’hommes noirs attiraient des foules blanches qui venaient regarder, exulter et prendre des photos.

Outil. Je ne dis pas que regarder la vidéo du passage à tabac de Tyre Nichols c’est comme se joindre à l’une de ces foules, mais que la souffrance des Noirs est souvent soit reléguée à l’invisibilité, soit fait l’objet d’exploitation et de marchandisation aux États-Unis.

L’affaire Nichols rappelle le passage à tabac de Rodney King par la police de Los Angeles en 1991. Les faits avaient été filmés par un voisin, mais les policiers impliqués avaient été acquittés et des émeutes avaient balayé la ville.

Si on regarde, il faut penser à ce que l’on voit. La vidéo est un outil, pas un raccourci ni une solution. Trente ans après l’affaire Rodney King, le policier [blanc] Derek Chauvin a été condamné pour avoir tué George Floyd, et la vidéo de ce meurtre prise par une passante a déclenché un mouvement de protestation mondial. C’est ce que nous faisons des images qui compte.

Que faisons-nous de ces images qui viennent de sources officielles et qui ne doivent leur existence qu’à la volonté de surveiller de près la police ? Ce qui est peut-être le plus glaçant dans les vidéos de Memphis, c’est l’indifférence des policiers à la détresse de M. Nichols et aux caméras qui l’enregistrent.

La vidéo tournée par une caméra de surveillance fixe, qui est la plus longue

des séquences et n’a pas de son, le montre adossé à une voiture de patrouille, puis on le voit glisser au sol pendant que les policiers qui l’agressent et leurs collègues tournent autour de lui, en l’ignorant. Une catastrophe humaine se joue sous un œil impitoyablement impersonnel qui regarde d’en haut. Les images des caméras-piétons des policiers ajoutent son et mouvement. On sent la frénésie de la poursuite et l’impact des corps quand Tyre Nichols est jeté à terre. Puis on entend ses cris désespérés.

Au bout d’un moment, le drame s’arrête, la poursuite et le tabassage sont remplacés par la routine. Les voix à moitié intelligibles à la radio, le mélange de jargon et de grossièretés des policiers, tout ceci est familier. On a déjà vu ça, non seulement dans la vraie vie mais surtout dans les films. Et bien sûr dans les jeux vidéo en vue subjective, que les caméras-piétons reproduisent de façon perturbante. On voit la violence du point de vue de celui qui la commet. On ne témoigne pas, on est complice. C’est peut-être là-dessus que le travail sur le visionnage de ces vidéos devrait commencer.

—A. O. Scott
Publié le 28 janvier

NON

Trop c’est trop !

Oscar Grant. Tamir Rice. Eric Garner. Walter Scott. Philando Castile. Freddie Gray... George Floyd. J’ai perdu le fil du nombre de vidéos d’hommes noirs en train de se faire tuer par la police que j’ai regardées”, note la chroniqueuse africaine-américaine Renée Graham dans les colonnes du *Boston Globe*.

Le son et les images des violences policières, “les balles tirées dans la chair, les appels à l’aide désespérés, les râles des corps privés d’oxygène reviennent en boucle longtemps après que les médias ont détourné leur regard vers d’autres sujets”.

C’est pourquoi, explique-t-elle, “je ne regarderai jamais les vidéos du passage à tabac fatal de Tyre Nichols, même si, tient-elle à ajouter, je respecte l’idée qu’il

est important de voir la violence disproportionnée infligée par la police aux personnes noires”.

Après la mort d’Alton Sterling à Baton Rouge, en Louisiane en 2016, se remémorer-t-elle, elle défendait encore le fait que regarder en face la brutalité policière était essentiel. “Mais le lendemain,

Ces images servent de “carte de visite à la brutalité policière sans mettre un terme au fléau du racisme structurel”.

Renée Graham, CHRONIQUEUSE
AFRICAINNE-AMÉRICAINNE

Philando Castile a été abattu par des policiers de Minneapolis lors d’un simple contrôle routier et depuis, les Noirs ont toujours plus de trois fois plus de risques de se faire tuer par la police que les Blancs.” Après la mort de George Floyd, en 2020, sous le genou du policier blanc Derek Chauvin “tout cela était censé changer”, note-t-elle. Il y a eu un mouvement massif de protestations et tout le monde parlait de prise de conscience.

Mais avec le meurtre de Tyre Nichols, le même cirque recommence. C’est comme se retrouver “coincé dans une essoreuse”, explique-t-elle. Il y a eu des manifestations de moindre ampleur et moins diverses qu’en 2020 et un retour des discussions sur les mesures à prendre. Mais rien ne change et ce qui reste ce sont “ces vidéos d’exécution de personnes noires par la police”.

Ces images servent non seulement de “carte de visite à la brutalité policière mais servent également à intimider les personnes noires” sans mettre un terme au fléau du racisme structurel.

“Je n’ai pas besoin de regarder une énième vidéo qui normalise la violence policière. Cela fait presque soixante-dix ans que Mamie Till-Mobley a enterré son fils unique, Emmett Till, lynché à l’âge de 14 ans, et qu’elle a montré à l’Amérique les conséquences funestes de ses vices suprémacistes. Pas une décennie ne s’est écoulée depuis sans que ce pays ne continue à briser le cœur de mères noires en dévoilant les vidéos de ce qu’avaient subi leurs enfants et en transformant le trauma des Noirs en images à sensation virales.”—

d'un
continent
à l'autre.

france

Europe	14
Afrique	18
Amériques	20
Asie	23



Retraites. Reculer n'est pas envisageable

Malgré le rejet massif de sa réforme, Emmanuel Macron compte la mener à bien. Au risque d'embraser le pays et de renforcer ses adversaires, estime la presse étrangère.



✓ Emmanuel Macron. Dessin de Balaban, Luxembourg.

les personnes qui sont actuellement opposées à la réforme”.

Au Parlement, le rythme du débat s'annonce infernal avec les 20 000 amendements déposés par les oppositions et la date butoir du 26 mars. Ce jour-là, les discussions dans les deux chambres, les navettes et la commission mixte parlementaire seront forcément terminés. Mais d'ici là, le pays risque de s'embraser.

C'est en tout cas ce que prévoit en Espagne **Ctxt**. “Les syndicats sont parvenus à secouer la léthargie sociale qui avait gagné la France depuis la pandémie. Après un automne marqué par une forte inflation et des manifestations – peu suivies – pour exiger des hausses de salaires, les grèves massives de janvier ont pris le gouvernement Macron au dépourvu”, écrit le site progressiste, qui décerne au chef de l'État l'anti-oscar de la politique – s'il existait – pour avoir eu “l'idée de proposer une dure réforme des retraites sur fond d'inflation et de crise de l'énergie”.

On savait le timing mauvais et l'urgence de réformer relative, admet aussi un titre de la presse libérale allemande. “Il aurait tout simplement pu attendre. Laisser passer les froids mois d'hiver, le choc de la montée des prix de l'énergie et de l'inflation.” Mais si “Emmanuel Macron possède nombre de qualités”, pour **Der Spiegel**, “savoir attendre n'en fait pas partie.” Voulant rétablir sa réputation de premier réformateur de France, le président a déclenché un conflit qui porte désormais sur bien plus que deux années de travail supplémentaires, analyse le magazine. “Il s'agit de crédibilité en politique, de promesses



REVUE
DE PRESSE

La bataille de la réforme des retraites entre dans une nouvelle semaine décisive. Avant deux nouvelles mobilisations les 7 et 11 février et le début des débats à l'Assemblée, le gouvernement a fait une concession. Les personnes ayant commencé à travailler entre 20 et 21 ans pourront partir à la retraite à 63 ans et non 64, a annoncé la Première ministre, Élisabeth Borne, le dimanche 5 février.

Voilà un nouveau signe, selon **Bloomberg**, que “le gouvernement est sous pression pour repenser la réforme du président”. Ce changement affecte environ 30 000 personnes par an pour un coût estimé entre 600 millions et 1 milliard d'euros.

Mais pour le site libéral américain, “nul ne sait si ce changement suffira à faire vaciller

trahies et, comme toujours dans les conflits sociaux en France, de lutte des classes.” Sur le premier point, c'est Macron lui-même qui avait affirmé, jadis, qu'une réforme des retraites ne ferait sens que si elle restructurerait tout le système sans se limiter à un simple rallongement de la durée de cotisation.

↳ Dessin de Walenta paru dans Podroze, Varsovie.

Voilà pourquoi “la crédibilité de Macron est en jeu dans son pays”, poursuit dans le même ordre d’idées **The Guardian**, à Londres : “Il semble passer son temps à gérer des crises internationales [...] mais les centristes français préféreraient qu’il laisse un héritage constructif en interne face à la montée de l’extrême droite de Marine Le Pen.” Son élection face à l’ancienne patronne du Rassemblement national “continue de le hanter”, explique le journal. Car de nombreuses voix de gauche à qui il doit sa victoire sont aujourd’hui dans la rue, lui demandant de retirer son projet, pour lequel ils ne l’ont pas élu.

La question reste alors “qui gagnera la guerre?” écrit le britannique **The Local**. Techniquement, ayant la main sur la procédure législative grâce à l’article 49.3, qui permettrait l’adoption du texte sans vote en engageant la responsabilité du gouvernement, ce dernier peut choisir de se montrer intraitable. “En un sens, il n’a rien à craindre. Il ne peut pas se représenter”, écrit le site, avant de lancer en français : “Après moi le déluge.” “Ce sera à son éventuel successeur centriste de nettoyer les dégâts en 2027 contre une extrême droite renforcée. Mais quel gâchis. Quelles méthodes extrêmes – et quel risque de conséquences extrêmes – pour mettre en œuvre ce qui est, en toute conscience, une réforme modeste et raisonnable.”

— **Courrier international**



SUR NOTRE SITE

courrierinternational.com

Est-il insultant d’appeler les Français “les Français”?

Face au faux pas de l’agence de presse américaine AP qui envisageait de bannir l’appellation “les Français” de ses textes, le journal britannique **Spiked** réagit avec hilarité mais aussi exaspération envers le politiquement correct.

S’arrêter à 62 ans ? C’est le bonheur !

Un journaliste du très libéral **Financial Times** raconte comment sa vie en France l’a fait changer d’avis sur la question des retraites. Calculs à l’appui, il lance même l’idée d’une réforme alternative.



— **Financial Times** Londres

Le trajet des manifestations dans Paris passe par notre boulevard. Or ainsi va le cycle de la vie en France : tous les quatre, cinq ans, le gouvernement tente de faire travailler tout le monde plus longtemps, et un grand mouvement de contestation populaire vient tuer le projet dans l’œuf.

Aujourd’hui, Emmanuel Macron entend passer l’âge de départ en retraite de 62 à 64 ans, et voilà la contestation relancée. L’autre jour, je suis sorti comme j’ai pu de mon immeuble en contournant le stand du Parti communiste posté devant la porte et en jouant des coudes dans la foule dense des manifestants, et parmi les pancartes j’ai aperçu celle-ci : “Se tuer à la tâche, ni pour Macron ni pour les patrons”.

Les Français doivent revenir à la réalité : j’ai longtemps fait mienne cette idée très anglo-saxonne. Un Français de 62 ans peut aujourd’hui espérer vivre jusqu’à 85 et profiter de ce qui est sans doute la plus longue retraite de l’histoire de l’humanité. En travaillant jusqu’à 65 ans, ça vous laisse encore vingt ans pour jouer aux boules, me disais-je. Mais ma vie en France a été une longue série de prises de conscience : sur les plus grands enjeux (la guerre en Irak, le

nucléaire, le fromage), bien souvent, les Français ont raison. Et j’ai changé d’avis sur la retraite. Les Français ont montré la voie au monde entier en créant un nouvel âge de la vie, sublime : la première décennie de la retraite, son âge d’or. Leur système est à l’équilibre. Tout le monde devrait suivre leur exemple.

Le paradis de la retraite reste en France une invention récente. En 1970 encore, Simone de Beauvoir écrivait que la société mettait la personne âgée au “rebut” et lui imposait des conditions de vie “scandaleuses”.

“Vivre enfin!” En 1981, François Mitterrand accédait à la présidence avec une nouvelle vision de la retraite : “Vivre enfin!” C’est lui qui ramena l’âge de départ de 65 à 60 ans. Aujourd’hui encore, de nombreux Français quittent la vie active avant leur soixantième anniversaire. Il faut dire que les entreprises poussent leurs salariés les plus âgés vers la sortie, et la France n’est “pas loin de détenir le record mondial du taux d’inactivité chez les plus de 55 ans”, relève l’économiste Claudia Senik.

La retraite en France connaît ainsi deux phases bien distinctes. Et la seconde est brutale : c’est le déclin, le veuvage, la maison de retraite et à terme, la fin. Mais les Français ont un idéal, cet âge

d’or d’une dizaine d’années qui vient avant : vous êtes sexagénaire, vous avez terminé de travailler, les enfants sont grands, les parents bien souvent morts, et pour la seule fois de votre existence, vous pouvez faire très exactement ce qui vous chante.

En France, les retraités voient bien souvent leur état de santé s’améliorer dans un premier temps, fait remarquer Claudia Senik, vraisemblablement parce qu’ils font davantage d’exercice. Ils sont peu nombreux à sombrer : en 2003, seuls 9 % des personnes interrogées par l’Insee décrivaient leur départ en retraite comme un moment difficile. Et si l’on tient compte du fait qu’ils n’ont généralement plus à aider financièrement leurs enfants ni à rembourser de crédits, les retraités en France jouissent d’un niveau de vie médian plus élevé que les actifs.

Les Français ont créé un nouvel âge de la vie : la première décennie de la retraite, son âge d’or.

Une retraitée de mes connaissances m’abreuve de récits charmants sur ses hivers en Inde. Elle et ses copines y font la fête comme des routards adolescents. Danièle Laufer, dans son livre *L’Année du phénix*, cite d’autres retraites heureuses : certains commencent leur journée par un petit déjeuner de deux heures dans le jardin, d’autres visitent deux fois une exposition pour pouvoir s’en souvenir, d’autres encore se mettent en quête de leurs anciennes amours. Souvent, des hommes se lancent dans le bénévolat, tandis que certaines femmes s’adonnent à l’art d’être grand-mère.

Une bonne partie de la vie adulte des Français est tendue vers la première décennie de la retraite. Bon nombre d’entre eux commencent à rêver la retraite à 20 ans. Seuls 21 % des Français disent que le travail occupe une place “très importante” dans leur vie, contre 60 % dans les années 1990, selon la Fondation Jean-Jaurès.

Aujourd’hui, la vie professionnelle est rythmée par 172 trimestres de cotisation (pour ceux qui sont nés à partir de 1973),

donnant droit à une retraite à taux plein [financée par l’État]. La somme que vous payez ne correspond guère à ce que l’État va vous donner à l’arrivée. En France, les pensions privées sont rares, et la retraite est censée être égalitaire.

Générosité viable. Je comprends les arguments de Macron en faveur de la réforme. Mais l’actuelle générosité du système de retraites demeure relativement viable : le vieillissement de la population est plus lent en France que dans les pays voisins, le ratio dette publique sur PIB y est de 112,5 % (un taux inférieur à celui des États-Unis) et le montant total des retraites versées devrait rester stable en pourcentage du PIB, car les pensions ne vont pas continuer à suivre la hausse des salaires.

Certaines réformes sont justifiées – par exemple, encourager les seniors à travailler au moins à temps partiel, comme font déjà 400 000 persistants. Mais voir des ministres, des économistes et des chefs d’entreprise exhorter leurs concitoyens à continuer de travailler a de quoi laisser perplexe. Ces mêmes conseillers ont la plus grande espérance de vie et occupent les emplois les mieux rémunérés de l’Hexagone. Contrairement à la plupart des salariés, leur travail est synonyme de prestige et ils en tirent du plaisir.

Voici ma proposition pour une réforme des retraites en France : faire travailler les 10 % les mieux payés jusqu’à, mettons, 67 ans. Puisque ce sont eux qui paient le plus de cotisations, cela devrait contribuer à financer le système. Quant aux autres, laissons-les s’amuser tant qu’ils le peuvent encore.

— **Simon Kuper**
Publié le 2 février

SOURCE



FINANCIAL TIMES

Londres, Royaume-Uni
Quotidien, 900 000 ex.
ft.com

Fondé en 1888 sous le nom de *London Financial Guide*, le *Financial Times* est aujourd’hui le quotidien financier et économique de référence en Europe.



europe

Ukraine. L'enfer au plus près du front

De Kharkiv à Izioum en passant par la région de Kramatorsk, les environs de Donetsk et Bakhmout assiégé, ce journaliste hongrois raconte la férocité des combats et le calvaire des habitants, à l'aube du premier anniversaire de la guerre.



↳ Dans un village entre Pokrovsk et Donetsk, le 14 janvier.



—Válasz Online Budapest

Les arbres givrés sont merveilleux. Bordant les deux côtés de la route, ils lui donnent un air de cirque naturel. Au-dessus de l'axe, le message "Все буде Україна !" clignote en bleu et jaune sur des pancartes illuminées par des LED. Traduction : "Tout sera l'Ukraine !" Kharkiv se trouve tout droit. Devant nous, un camion tracte un char obusier polonais. Le Krab inspire le respect. Nous le doublons lentement. Ce Krab est-il arrivé avec les dix-sept autres en Ukraine ou repart-il au front après réparation ? C'est en tout cas l'une des plus importantes livraisons d'armes occidentales. Il en faudrait encore un certain nombre pour que "tout soit l'Ukraine".

En temps de paix, Kharkiv compte 1,5 million d'habitants. Les sites industriels érigés sous l'ère

soviétique s'enchaînent, comme l'usine de générateurs Turboatom. Avant la guerre, elle se trouvait sur l'avenue Moskovskiy. Depuis mai 2022, l'artère de six voies s'appelle "avenue des Héros de Kharkiv". Et pour cause : c'est ici que s'est écroulé le plus spectaculairement le mythe de la prétendue "libération" des Ukrainiens de langue russe. Nous arrivons près du siège de l'administration régionale, sur la place de la Liberté. Son bombardement au début de la guerre fit comprendre au monde entier ce qui se passait en Ukraine. Une pièce d'artillerie plantée dans le sol rappelle cet épisode et sert de lieu pour des selfies de gratitude. Nous voulons prendre une photo, et une blonde [style] minette prend la pose pour nous sans que nous ayons à lui demander.

Dans le quartier populaire de Saltivka, dans le nord-est de Kharkiv, peu d'immeubles sont restés debout. Des traces de brûlures, des fenêtres brisées, des entrées condamnées, une station-service et un marché désintégrés... La vie ne veut pas encore revenir ici, à l'exception du trolley 31 qui y vient pour faire demi-tour. Des quidams se photographient près des ruines les plus impressionnantes.

Nous partons vers le front depuis Droujkivka, près de Kramatorsk. Les soldats de la 59^e brigade terrestre ukrainienne nous attendent à Pokrovsk. Un saut de puce sur la carte, mais tout de même 60 kilomètres et une heure et demie de route. Le Donbass est immense. Même les parties préservées sous le contrôle des Ukrainiens.



REPORTAGE

Nous bifurquons vers le sud-ouest autour de Kostiantynivka. Avant le 24 février 2022, lorsque la guerre se cantonnait à cette région, le train express 712 de Kiev circulait encore jusqu'ici. Désormais, il ne dépasse plus Kramatorsk, à 30 kilomètres, malgré les soixante victimes du bombardement de la gare [le 8 avril 2022]. À Kostiantynivka, le secteur de la gare est fantôme. Seules quelques cheminées fumantes témoignent de la vie sur place. Dans les immeubles Khrouchtchevka de cinq étages, les lumières s'allument sporadiquement malgré le matin gris foncé. Nous croisons plus de véhicules militaires que de civils. Le câble du tramway gesticule au-dessus de la chaussée.

À 25 kilomètres de Donetsk, nous arrivons dans un village dont nous ne pouvons pas écrire le nom. Des tranchées ont été creusées dans la forêt en lisière de la mystérieuse localité. Les artilleurs de la 59^e brigade les occupent. Autrefois, ils combattaient à Mykolaïv. Quelques jours avant la guerre, ils ont été déployés dans le secteur de la région de Kherson frontalier de la Crimée, car "ça

courent à travers la tranchée et extraient en moins d'une minute les obusiers D-20 cachés sous des branchages. Ils chargent l'engin et exécutent l'ordre de tirer. Puis rebelote. L'obusier est soviétique et septuagénaire, mais fonctionne. Le tir ébranle le sol et soulève la neige tombée. Mission accomplie, canons à l'horizontale, camouflage réinstallé.

Lorsqu'ils ne sont pas sur le front, les soldats vivent dans les maisons délaissées par les habitants qui ont fui. Ils paient les charges mais bénéficient en échange d'un toit sur la tête. Les propriétaires, eux, n'ont pas à craindre les pillages. Gagnant-gagnant.

Riposte. Les militaires nous promettent, sans certitude, que nous pourrions observer le tir d'un Grad [un lance-roquettes multiple]. Nous décidons de rester. Tatiana, 26 ans, s'occupe des blessés. Elle nous propose du café et des biscuits dans la cuisine d'une maison campagnarde. Tatiana ne se plaint pas et s'est habituée au danger, mais elle ignore jusque quand la guerre continuera. La jeune femme affirme avoir reçu plus de remarques désobligeantes dans le civil qu'entourée de soldats. L'un d'entre eux n'est autre que son mari.

Dans la cour de la maison voisine, un Grad [lance-roquettes] se repose sous un filet de camouflage. Impossible de savoir quand il sera mobilisé. Frustrés, nous accompagnons plusieurs soldats vers un champ à proximité. Apparemment, la station de tir sera installée ici.

La nuit s'apprête à tomber sur l'est de l'Ukraine. À 16 heures, nous voyons à peine plus loin que notre nez. Le mercure chute. Le froid nous étirent. Vers 16 h 30, la silhouette d'un camion KrAZ-260 apparaît enfin. Un militaire tend sa main depuis la cabine du conducteur. Quelques secondes plus tard, nous fonçons avec deux manipulateurs de Grad vers les coordonnées fraîchement communiquées. Le conducteur roule à l'aveugle, phares éteints, puis gare le véhicule. L'artilleur qui voyageait sur le plateau mesure la direction du projectile et place le Grad en position de tir à la lueur de sa lampe de poche. L'homme l'éteint et

À 16 heures, nous voyons à peine plus loin que notre nez. Le mercure chute. Le froid nous étirent.

se voyait que quelque chose se préparait", témoigne un soldat. Un générateur fait trembler le fossé. Il fait 16 degrés dans la cavité alimentée en électricité. On nous offre du thé. Des détonations de canon résonnent autour de nous. Personne ne s'en occupe.

Le lieutenant et commandant de batterie ne révèle que son surnom : Vohnik, le "feu". Il s'est engagé en 2019. "Depuis le 24 février, j'ai plus de responsabilité envers mes subalternes. Par contre, je parle moins avec ma famille. Ils ne doivent pas avoir l'impression que je suis disponible n'importe quand, car je peux recevoir une mission à tout moment, la communication se brouillerait, et ils s'inquiéteraient à mort."

L'homme entame une nouvelle phrase puis sa radio l'interrompt. Les drones inspectant les environs ont identifié une unité de vingt soldats russes. Les artilleurs

✚ À Kharkiv, le 13 janvier.

Photos Vörös Szabolcs/Válasz Online

ruine notre espoir d'une belle image. Après quelques minutes, les soldats envoient les missiles, qui s'envolent avec fracas vers leur objectif. Nous devons repartir aussitôt afin d'empêcher une riposte précise des missiles balistiques russes.

L'hôpital de Droujkivka déborde. C'est l'un des premiers endroits où l'on stabilise les soldats blessés dans les combats de Bakhmout. Quarante à cinquante arrivent chaque jour. L'établissement assume les opérations bénignes, mais les plus sérieuses nécessitent au minimum un transfert à Kramatorsk. Ces temps-ci, les journalistes ne sont guère les bienvenus. Après un reportage qui lui était consacré, un centre de santé de Bakhmout a subi une attaque de missiles. Pour l'armée, le lien est évident. L'agent de sécurité comprend notre désarroi, d'autant plus que les blessés, fumant une cigarette sur la terrasse éclairée pendant que la neige tombe, réclament qu'on leur tire le portrait. Une ambulance arrive. Les camarades d'un soldat blessé par des éclats de projectile le transportent sur une civière. Le gardien détourne volontairement son regard quelques secondes. Deux photos à la volée, puis il s'interpose. Son supérieur lui hurle dessus.

Même après avoir essayé, se préparer à Bakhmout reste une mission impossible. Les Russes assiègent la ville depuis l'automne



dernier, en dépit de son absence d'importance stratégique. C'est ici que culmine l'absurdité du bain de sang qui dure depuis onze mois. Pour le chef du Groupe Wagner, Evgueni Prigojine, la prise de la ville est devenue une affaire personnelle potentiellement convertible en capital politique. Résultat, aujourd'hui il n'existe plus aucune maison intacte à Bakhmout. Il y aurait de quoi rebâtir le trottoir fracassé avec tous les débris jonchant la rue.

Des tirs résonnent toutes les deux, trois secondes dans la ville et ses environs. Si un sifflement se

fait entendre – et nous en entendons –, il faut se planquer dans les premiers abris à portée. Puis espérer ne pas être touché. C'est ce que doit penser cette unité de transport de blessés circulant avec un char M113 américain. Le véhicule s'arrête juste le temps de transférer du carburant dans le pick-up d'une unité de cama-

C'est à Bakhmout que culmine l'absurdité du bain de sang qui dure depuis onze mois.

rades, puis déguerpit, tout comme le pick-up.

Sur un côté de la place principale, un homme âgé démembré un meuble pour en faire du combustible. Vassili, 65 ans, est né à Vladimir, en Russie, puis s'est installé à Bakhmout en 1979. Il se considère comme ukrainien et juge que le conflit ne sert qu'au partage entre les puissants [l'UE, la Russie et les États-Unis]. "J'espère que cette merde s'arrêtera un jour. Le plus important, c'est que Bakhmout reste en Ukraine pour avoir une chance de la reconstruire. Par exemple, notre maison de la culture, où des artistes de Moscou et de Saint-Petersbourg se sont produits !"

Il a les yeux humides en prononçant ces paroles. Sa mission : surveiller les frigos d'un commerce où il s'est aménagé une pièce de garde propre et chauffée.

Il évoque l'âge d'or de Bakhmout tandis que les canons grondent au rythme d'une guerre mondiale : "C'était une très belle ville, avec beaucoup d'usines. Nous avions une usine de champagne et notre usine de machines fournissait les mines de la région."

Déchaînement de folie. À quelques rues de là, nous entrons dans un centre humanitaire. De l'eau en bouteille bouillie ramollit les nouilles d'une soupe instantanée. Au milieu, un poêle en fer. Derrière le comptoir, des vivres, de la nourriture pour animaux et des médicaments. Nous apprenons avec stupeur qu'au moins 5 000 civils vivraient toujours à Bakhmout. Un couple originaire de Marioupol, Oleksandr et Ioulia, gère l'institution. Anja, leur ancienne voisine rentrée d'Allemagne, les aide. Les civils restés à Bakhmout peuvent discuter entre eux ou garder le contact avec leur famille grâce à une connexion Internet. Un îlot de normalité au cœur d'un déchaînement de folie. "Je n'imaginai pas que cela pourrait se produire. Nous vivons une situation compliquée, mais nous croyons en Dieu. Nous ne fermerons que si les Russes pénètrent dans la ville", explique Oleksandr. Les hommes du Groupe Wagner ne sont qu'à deux petits kilomètres.

Les Russes n'occupent pas Bakhmout mais ont [déjà annoncé la prise de] Soledar, en périphérie [une défaite reconnue par → 16

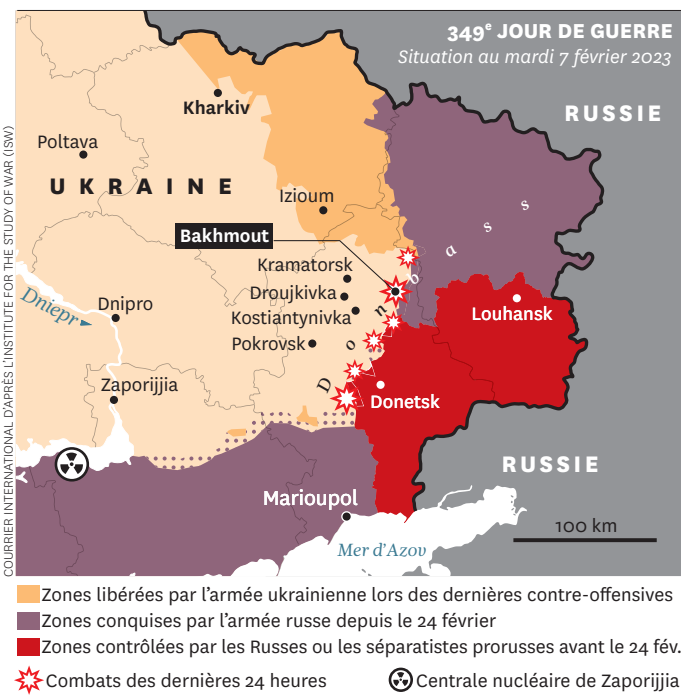
Dernière minute

De nouveaux soutiens financiers

●●● À l'approche du premier anniversaire de l'invasion russe de l'Ukraine, les alliés se mobilisent pour apporter toujours plus de soutien à Kiev. Tandis que l'UE tenait un sommet à Kiev pour afficher sa solidarité, les États-Unis annonçaient une nouvelle "aide militaire supplémentaire à l'Ukraine, d'un montant de 2,2 milliards de dollars", rapporte la **BBC**.

Le ministre de la Justice américain, Merrick Garland, a également précisé le 3 février que Washington allait confisquer 5,4 millions de dollars à l'oligarque russe Konstantin Malofeev et "pour la première fois, les transférer à l'Ukraine", explique **Der Spiegel**.

Au sommet de Kiev, les responsables européens ont multiplié les annonces, relaie **Le Temps** : nouvelles aides militaires et financières, nouvelles sanctions contre Moscou, promesse de participation à des programmes européens, entre autres. Sans vouloir accélérer le processus d'adhésion pour autant. Le quotidien suisse constate que "le président ukrainien devra prendre son mal en patience". Le 5 février, Kiev a annoncé la démission du ministre de la Défense, Oleksiy Reznikov. Ce proche de Zelensky était fragilisé depuis la publication d'informations selon lesquelles il "avait payé deux ou trois fois le prix du marché pour le ravitaillement des troupes sur la ligne de front", relaie **The Guardian**.



15 ← Kiev quelques jours plus tard] Sur le bas-côté de la nationale, une rangée d'ambulances attend des blessés. Nous sommes à peine partis que quelque chose bouscule le flanc droit de notre voiture. Pas une pierre inaperçue, mais le souffle d'une bombe écrasée dans un champ à 200 mètres derrière. Plus loin, à la sortie de Tchassiv Yar, des douaniers militaires se livrent à des exercices d'attaque. Fierté de l'unité : un blindé de transport de troupes offert par le Canada. Venus de Bakhmout, ils retournent dans une demi-heure sur le front et sont motivés. Certains ont même le sourire.

Charnier. La route d'Izioum transite par des secteurs reconquis lors de la contre-offensive de Kharkiv. Partout, des véhicules militaires réduits à néant et des villages complètement dévastés. Le monastère Saint-Georges se trouve avant la limite entre les oblasts de Kharkiv et de Donetsk. Dans la cour, des caisses de munitions et des bouts d'uniformes. Sur les murs, des impacts de balles. L'église est en pièces. La partie jaune de son bulbe se distingue çà et là parmi les décombres. La vie reprend doucement à Izioum, mais des quartiers entiers sont devenus inhabitables sous les cinq mois d'occupation russe. L'école est en ruine. Les fenêtres de l'église explosées. Des blocs d'habitations ont été découpés en deux par des missiles. *“Le charnier ? Dans la rue Shakespeare, comme le cimetière”*, éclaire un policier sans sourcilier.

Une ambiance macabre règne dans la forêt de conifères. En septembre, 400 cadavres avaient été exhumés. Les traces se voient encore. Un frisson nous parcourt. Les personnes exécutées pendant l'occupation ont été enterrées dans le cimetière voisin, mais des croix dominent toujours les fosses.

Au milieu de la nécropole, un corbillard atomisé. Les arbres ont disparu de l'une des parcelles. Nous n'avons jamais vu un tel memento de destruction. Mais Izioum est libre. Le prix de sa liberté se situe juste sous nos yeux. De retour vers Kiev, nous quittons Kharkiv en direction de Poltava. Les arbres givrés longeant la route sont toujours merveilleux.

— Szabolcs Vörös
Publié le 20 janvier

MOLDAVIE

La prochaine cible de Moscou?

Dans une interview télévisée, le ministre des Affaires étrangères russe a mis en garde l'Occident contre sa politique, qui pourrait faire de la Moldavie une “deuxième Ukraine”. À Kiev et à Chisinau, on y voit une menace à peine voilée.



CARTOON MOVEMENT

Pendant presque une heure et vingt minutes, le chef de la diplomatie russe, Sergueï Lavrov, a exposé la vision du Kremlin sur le monde et la guerre, lors d'une interview sur la chaîne de télévision d'État Rossia 24, le 2 février. Mené par l'un des journalistes les plus antioccidentaux du pays, Dmitri Kisseliou, cet entretien complaisant (Dmitri Kisseliou se faisant un plaisir de développer et d'approuver tous les propos de son interlocuteur) a été traduit simultanément en anglais, français et espagnol et retransmis en direct sur l'agence de presse officielle **Ria Novosti**.

Le ton a été donné dès la première question du journaliste. *“Quand est-ce que tout cela se terminera ?”* Sergueï Lavrov a répondu en substance que la partie russe avait repris à son compte l'objectif formulé par l'Occident, à savoir une *“victoire sur le champ de bataille”* : ce n'est qu'à ce moment seulement qu'on pourrait envisager la fin de la guerre, a-t-il dit. Pour lui, un accord de paix avec l'Ukraine aurait pu être obtenu dès la fin de mars, mais les Occidentaux, et en particulier les Américains, l'ont empêché.

Il a ainsi décrit l'Ukraine – ou plutôt *“le régime de Kiev”* et la *“junte”* qui gouvernent le pays –, comme une marionnette des États-Unis, de laquelle rien ne dépend. Lorsque, beaucoup plus loin dans l'entretien, Dmitri Kisseliou lui a demandé quel autre pays de la région pourrait prendre le chemin de l'Ukraine, à savoir devenir une nouvelle *“anti-Russie”*, Sergueï Lavrov a répondu que *“les Occidentaux aimeraient bien attribuer ce rôle en premier à la Moldavie”* : *“Tout d'abord, parce qu'ils ont pu mettre une présidente qui ne demande qu'à adhérer à l'Otan à la tête du pays. Pour cela, Maïa Sandu, qui a la nationalité roumaine, est prête à s'unir avec la Roumanie – elle est prête pratiquement à tout, en fait”*.

Cette seule phrase a fait, depuis, couler beaucoup d'encre dans les pays de la région, à commencer par la Moldavie, où le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Daniel Voda, a immédiatement rejeté ces propos les qualifiant de menaçants : *“Nous rejetons catégoriquement les déclarations du chef de la diplomatie russe, qui sont fausses et font partie de la rhétorique menaçante déjà bien connue de la diplomatie russe, a-t-il déclaré sur Twitter. Nous voudrions rappeler*

à la partie russe que la voie que suit la Moldavie est celle de l'adhésion à l'Union européenne, un projet entièrement soutenu par ses citoyens.”

Dans l'Ukraine voisine, le quotidien en ligne **Delo** met les pieds dans le plat en affirmant qu'avec ces déclarations Sergueï Lavrov semble désigner *“la prochaine cible d'une invasion russe”*. Le journal rappelle que selon le patron du renseignement moldave, Alexandru Musteata, Moscou a bien prévu d'étendre son *“opération militaire spéciale”* à la Moldavie en 2023, mais que la mise en œuvre de ce scénario *“dépend de l'évolution de la situation sur le front en Ukraine”*. En décembre, le vice-ministre des Affaires étrangères russe,

↳ *“En route pour la Moldavie.”*
Dessin de **Del Rosso**, Italie.

Mikhaïl Galouzine, avait déclaré que Chisinau serait confronté à des *“conséquences catastrophiques”* si le pays approfondissait sa coopération avec l'Otan, donnant là aussi le *“précédent ukrainien en exemple”*, poursuit **Delo**.

La crainte de l'extension du conflit à la Moldavie était présente dès les premiers jours de la guerre, notamment à cause des bases et dépôts de munitions russes présents sur le territoire de la Transnistrie, une *“république”* séparatiste soutenue uniquement par Moscou. Aussi, selon de nombreuses sources, l'un des objectifs de la *“guerre éclair”* imaginée par l'état-major russe était d'arriver aux portes de la Transnistrie par le sud, via Odessa, pour pouvoir prendre en tenaille l'ensemble de l'Ukraine. Mais c'était sans compter avec la résistance ukrainienne qui a mis en déroute l'offensive sur Kiev et stoppée celle au sud à Kherson.

— **Courrier international**



SUR NOTRE SITE

courrierinternational.com

“Matthias Warnig, l'Allemand qui murmurait à l'oreille de Poutine” En Occident, personne n'est plus proche du maître du Kremlin que le directeur général de Nord Stream 2 AG. **Die Zeit** dresse le portrait d'un homme *“pris entre deux feux”*.



REVUE DE PRESSE



Superficie : 33 700 km²
(Superficie de la Belgique : 30 528 km²)
Population : 3,5 millions d'habitants
(mais 2,6 millions de résidents)
Classement selon l'IDH* : 90^e sur 189
PIB par habitant (en PPA**, 2019) :
15 391 dollars (France : 50 541)

* Indice de développement humain.
** En parité de pouvoir d'achat.



Union européenne

NOTRE NOUVEAU HORS-SÉRIE

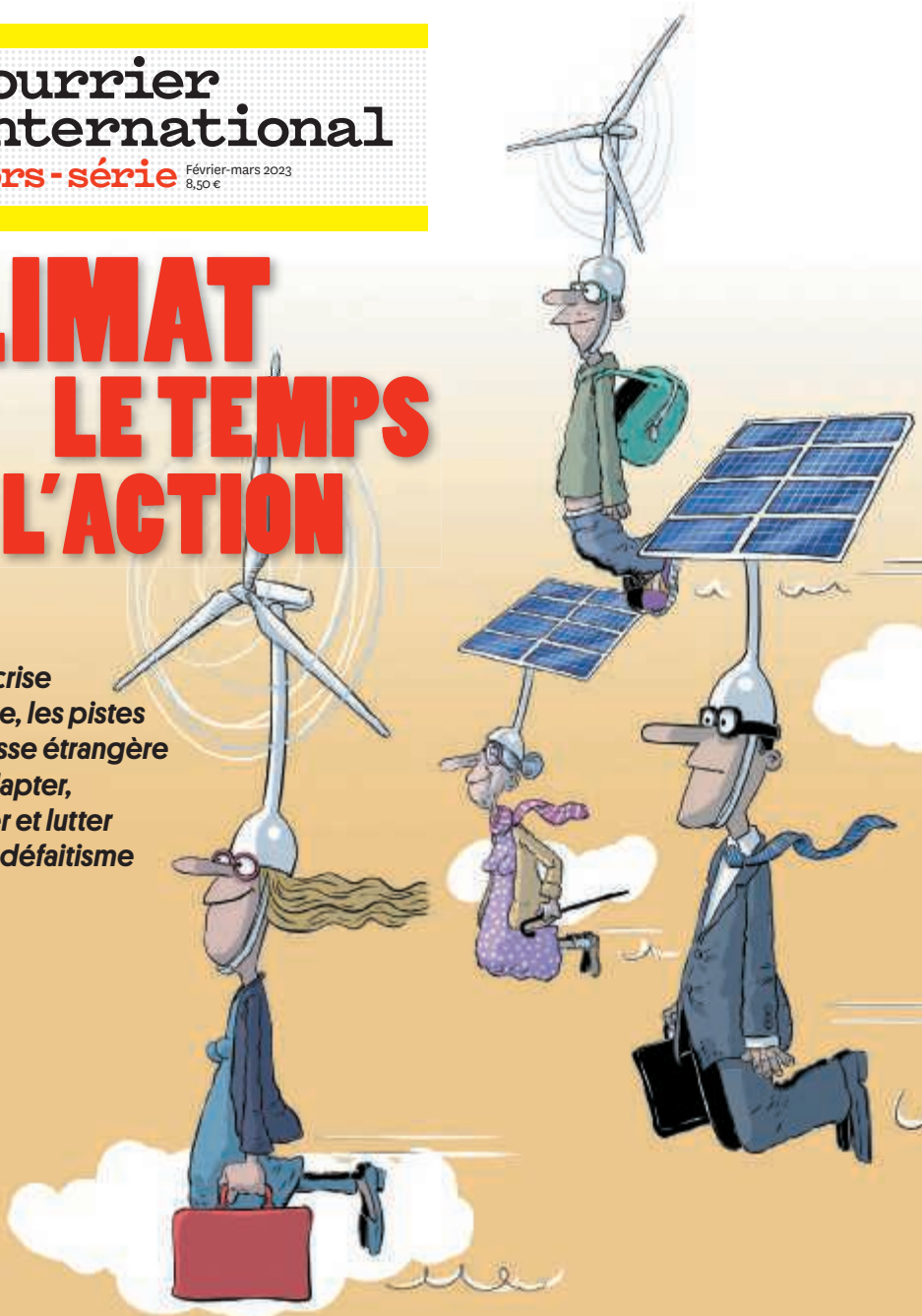


**Courrier
international**

Hors-série Février-mars 2023
8,50 €

CLIMAT LE TEMPS DE L'ACTION

*Face à la crise
climatique, les pistes
de la presse étrangère
pour s'adapter,
s'engager et lutter
contre le défaitisme
ambiant.*



EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX



**Courrier
international**



afrique

Cameroun.

L'arme politique des disparitions forcées

Dans le conflit qui oppose les autorités à des groupes rebelles sécessionnistes, les enlèvements sont monnaie courante. Pour le pouvoir, ils sont devenus le moyen de faire taire toute critique, dénonce cet hebdomadaire sud-africain.



—The Continent

Johannesburg

Le célèbre journaliste radio Mbani Zogo Arsène Salomon, plus connu sous le nom de Martinez Zogo, a été retrouvé mort [le 22 janvier] dans la banlieue de Yaoundé, la capitale du Cameroun, après avoir été enlevé par des inconnus cinq jours auparavant. Son corps en décomposition présentait des signes indiquant qu'il avait été torturé avant sa mort. Ce meurtre n'est que le dernier en date d'une longue série, attestant d'une hausse au Cameroun des disparitions forcées se concluant parfois par des meurtres.

Lors d'un incident survenu l'an dernier, 40 chauffeurs de moto-taxi et livreurs à moto ont été arrêtés puis placés en garde à vue. À la suite de quoi 24 ont été incarcérés dans une installation

militaire à Bamenda, la capitale de la région du nord-ouest du Cameroun, avant d'être finalement accusés de collaboration avec les séparatistes anglophones.

La sœur de l'une des 16 personnes dont on a perdu la trace dans cette affaire nous a raconté ce qui s'était passé le jour où elles ont été emmenées, en avril dernier : "Mon frère m'a appelée et m'a demandé d'étendre au soleil sa tenue traditionnelle. Après cette conversation, je ne l'ai plus jamais revu, ni entendu parler de lui." Et ce malgré ses nombreuses visites dans différents commissariats de police et brigades de gendarmerie pour tenter d'obtenir des informations à ce sujet.

Mort en prison. En 2020, le gouvernement camerounais a reconnu la mort en prison du journaliste Samuel Wazizi, peu après son arrestation l'année précédente à

cause des reportages critiques qu'il avait faits sur la gestion du conflit séparatiste par le gouvernement.

Ce conflit, qui apparaît en toile de fond de la plupart de ces disparitions, a débuté en octobre 2016, lorsque des syndicats d'avocats et d'enseignants ont organisé des manifestations dans la rue pour protester contre l'emploi obligatoire du français dans les écoles et les tribunaux des deux régions anglophones du pays.

Ces deux régions, situées dans le nord-ouest et le sud-ouest du Cameroun, abritent environ 5 millions de personnes sur les 24 millions d'habitants que compte le pays. Lorsque ces mouvements de protestation ont été réprimés par l'État, la situation a dégénéré en une lutte armée pour l'indépendance de ce que les sécessionnistes appellent l'Ambazonie.

Les disparitions jouent un rôle crucial dans ce conflit. Toutes les

parties procèdent à des enlèvements qui empêchent les familles affectées de tourner la page. "Cela fait plus de quatre ans aujourd'hui qu'il a disparu, mais je ne peux toujours pas dire où se trouve mon père, ni s'il est vivant ou mort, explique Abedine Akweton Abilitu, 27 ans, dont le père, soupçonné de collaborer avec les rebelles, a été arrêté en 2018. J'ai dû abandonner l'école pour aider ma mère à rechercher mon papa." Sa mère est morte en mai dernier sans avoir pu savoir ce qui était arrivé à son mari.

Les groupes sécessionnistes sont également accusés de faire disparaître des gens. Leurs principales cibles sont les fonctionnaires présents dans les zones de conflit. Ainsi, en juin 2021, ces groupes ont été accusés d'avoir enlevé six hauts dignitaires dans le sud-ouest du pays, dont l'un est mort par la suite. En décembre de la même année, le chef local Fon Yakum Kevin Teuvih, qui était à la tête de l'Assemblée des chefs traditionnels du Nord-Ouest, a été enlevé par des séparatistes.

Détenu au secret. Lorsque les ravisseurs sont des rebelles, il est d'autant plus compliqué de porter l'affaire devant les tribunaux et de clore les dossiers. "Comme ils n'ont pas de structure juridique ni de chaîne de commandement visible et organisée, il est extrêmement difficile de réclamer justice", souligne Blaise Chamango, directeur de Human is Right, une organisation de défense des droits humains.

Les défenseurs des droits ont parfois recours à des stratégies inhabituelles pour obtenir des réponses. "Je me souviens qu'une fois nous avons suggéré à une dame d'aller pleurer devant le poste de sécurité de Buea, où son fils était détenu au secret depuis des mois. Trois jours après il a été libéré sans conditions", raconte Blaise Chamango.

Selon les rapports du Crisis Group et du Bureau des Nations unies pour la coordination des affaires humanitaires au Cameroun (Unocha), plus de 2,2 millions de personnes seraient touchées par ce conflit dans le nord-ouest et le sud-ouest du Cameroun. Selon ces mêmes rapports, plus de 6000 personnes auraient été tuées et 956 000 déplacées, dont plus de 70 000 seraient allées se réfugier au Nigeria.

—Louvier Kindo Tombe

Publié le 28 janvier

↳ Dessin d'Ajubel paru dans El Mundo, Madrid.

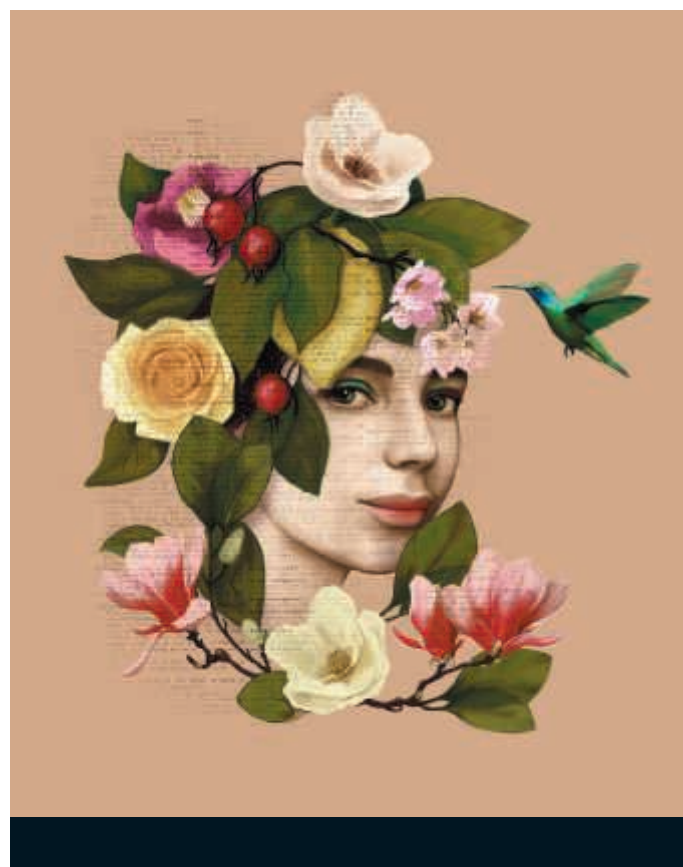
Martinez Zogo, l'assassinat de trop?

●●● Sa mort a tellement bouleversé l'opinion dans le pays et au-delà qu'elle a obligé le président Paul Biya à sortir de sa torpeur helvétique. "Le chef de l'État veut savoir qui a tué le journaliste lanceur d'alerte et [connaitre] les circonstances de son assassinat brutal", indique **Cameroun Info**. Jusqu'alors "très discret sur le sujet", le président camerounais a demandé à ses services de diligenter une enquête, deux semaines après la découverte du corps en décomposition de Martinez Zogo, portant des traces de tortures. La victime était une figure centrale du journalisme d'investigation. "Journaliste à forte audience" sur la radio Amplitude FM, dont il était aussi le directeur, "il aimait l'émission Embouteillage, qui dénonçait à foison les détournements d'argent public et autres comportements inciviques", précise **Wakat Séra**. L'affaire a pris une ampleur inédite dans ce pays tenu d'une main de fer par Paul Biya, puisque Maxime Eko Eko, patron de la Direction générale de la recherche extérieure (DGRE, le service de contre-espionnage camerounais), a été entendu le 1^{er} février au secrétariat d'État à la Défense, rapporte **Actu Cameroun**. Il a également été remplacé à la tête de la DGRE. Outre Maxime Eko Eko, ce sont "près de 20 agents du renseignement suspectés" qui ont été mis "aux arrêts", note **Cameroun Web**.

TUNISIE

Les eaux florales, un capiteux “or blanc”

L'art du parfum est soigneusement préservé, malgré les bouleversements écologiques qui menacent les plantes et fleurs odorantes du pays.



—Middle East Eye (extraits) Londres

Je ne me souviens plus de l'âge que j'avais lorsque, en ouvrant les armoires de cuisine de ma maison, j'ai découvert d'étranges bouteilles en plastique usées alignées contre le mur, remplies d'un des trésors de la Tunisie : des eaux florales traditionnelles.

Les fleurs utilisées pour produire ces liquides, généralement préparés par des femmes, sont récoltées au printemps, lorsqu'elles sont prêtes à être cueillies à la main.

La saison des fleurs d'oranger (*Citrus sinensis*) commence chaque année en avril et mai. Elle est suivie par la saison des roses. Une fois les fleurs récoltées, on passe immédiatement à l'étape suivante, car la chaleur maghrébine peut vider rapidement les

fleurs de leur précieuse essence. Beaucoup d'entre elles, comme la fleur d'églantier (*Rosa canina*), doivent être cueillies à la main à l'aube et immédiatement triées selon leur qualité, pesées et distillées.

Le processus de distillation à la vapeur permettant de produire de l'eau florale consiste à extraire les huiles essentielles en suspension et les composants volatils solubles dans l'eau par une double technique de chauffage et de refroidissement.

Souvenirs. Ce processus est souvent réalisé chez soi, par des femmes qui utilisent un alambic, un dispositif constitué d'une double cuve en circuit fermé. Dans le premier récipient, les fleurs sont lentement chauffées, puis la vapeur qui en résulte se condense en traversant un tuyau entouré d'eau froide et le liquide s'égoutte

dans un second récipient appelé *fehka* – un grand réceptacle en verre, souvent transmis de mère en fille. Le liquide recueilli constitue l'eau florale.

Je me souviens de ces nombreuses *fehka* que j'ai vues dans ma maison familiale en Tunisie. Petite, je n'avais pas le droit de les toucher, car elles étaient très précieuses. Je regardais mes tantes verser une infime quantité de cette substance liquide pour l'utiliser dans leurs cheveux et sur leur peau, embaumant ainsi l'air d'un parfum inoubliable.

Il est difficile de décrire l'intensité aromatique obtenue grâce à un tel procédé. “Il faut sentir pour comprendre cette sensation”, confirme Rania Mansour-Snoussi, distillatrice artisanale de fleurs et fondatrice d'Ezemia, dans une capsule vidéo pour le média Brut. “Le processus peut prendre des heures.”

Le procédé employant l'alambic en lui-même évoque un mélange d'expériences chimiques d'un temps révolu, de pharmacologie arabe, de science et d'alchimie.

Ce mode d'extraction a été utilisé dès l'époque mésopotamienne pour séparer des substances. Les archéologues ont découvert des ancêtres de l'alambic dans le nord de l'Irak, datés des alentours de 3500 av. J.-C.

Dans un garde-manger tunisien, on retrouve une ou plusieurs de ces eaux florales pour soigner les maux les plus courants, outre leur usage en pâtisserie et en cosmétique.

Ce produit pharmaceutique de base était préparé par les familles elles-mêmes avant qu'il ne devienne moins cher d'acheter des produits prêts à l'emploi.

Certaines eaux florales font désormais l'objet d'une production destinée à l'exportation, notamment pour l'industrie de la parfumerie de luxe – le néroli, utilisé dans la production de parfums, est directement dérivé de la fleur d'oranger.

L'eau de fleurs d'oranger traite généralement les maux d'estomac, l'insomnie, l'anxiété, l'asthme et l'épuisement dû à la chaleur. En raison de son effet rafraîchissant, elle est très appréciée en été.

En 2022, plus de 2 500 tonnes de fleurs d'oranger ont été cueillies à Nabeul, sur la côte nord-est

de la Tunisie, et 60 % de cette récolte est distillée localement. Environ 3 000 familles de la région vivent de cette fleur.

L'eau issue des fleurs d'oranger, qualifiée d'“or blanc” de la Tunisie, est aussi l'ingrédient de base de certains desserts en Tunisie et dans le monde entier. Elle a un saveur délicate mais amère.

À Nabeul et dans la région du cap Bon, d'où provient l'essentiel de la tradition florale tunisienne, qui continue de se développer par le biais de petits commerces et de foires annuelles, la fleur d'oranger est également utilisée dans la préparation de plats salés. Tharwa, une étudiante tunisienne installée à Rabat (Maroc), explique que l'eau de fleurs d'oranger éveille en elle des souvenirs heureux. “Mon grand-père passait les soirées d'été dans son jardin,



avec une délicieuse brise qui venait de la mer, raconte-t-elle. Il buvait son café turc avec deux gouttes de zahr [eau de fleurs d'oranger].” Pour Tharwa, qui a parfois le mal du pays, c'est le parfum de sa patrie, celui de la Tunisie.

Le zahr [en arabe, le mot signifie aussi “chance”] est également ajouté au café pour faire du “café blanc”, une variante des traditions levantines. Outre l'eau de fleurs d'oranger, d'autres eaux florales courantes utilisent diverses variétés de roses, mais aussi des plantes telles que le jasmin, la menthe, le romarin, le thym et le géranium.

L'églantier, appelé *nesri* en dialecte tunisien et riche en antioxydants, a été introduit sur les pentes vertes de Zaghouan, dans le nord de la Tunisie, par les Andalous musulmans après la Reconquista. Une foire annuelle célèbre encore aujourd'hui sa fleur, considérée comme bonne pour le cœur. Le thym est souvent utilisé pour combattre les maladies respiratoires. L'eau de géranium est bonne pour la peau et peut être bue dans du café. Son prix au litre commence autour de 10 dinars, soit un peu plus de 3 euros.

Les habitants de Tunis et de ses environs connaissent bien les marchands du souk El-Blat, notamment ses herboristes traditionnels. Mais de nombreuses boutiques de ce type ont fermé et ont été remplacées par des

boutiques vendant des produits importés et autres “contrefaçons” probablement plus lucratives.

La popularité des remèdes traditionnels reflète un intérêt croissant pour les médecines alternatives telles que la phytothérapie, en particulier dans la population citadine, instruite et aisée.

Mais elle met également en lumière une réalité plus sombre et des difficultés économiques. Dans un contexte marqué l'exode du personnel médical, la tension provoquée par la pandémie au sein d'un système de santé fragile et les inégalités territoriales, les ménages tunisiens consacrent plus de 35 % de leurs revenus aux soins de santé, selon l'Organisation mondiale de la santé.

Moins onéreuses. Compte tenu de l'augmentation du prix des soins dans le secteur de la santé conventionnel, les familles vulnérables ont souvent recours à des options moins onéreuses, comme la médecine par les plantes.

Les eaux florales ou aromatiques sont moins concentrées que les huiles essentielles et donc plus douces pour la peau, y compris chez les enfants. Elles sont toutefois plus fragiles et se dégradent plus vite. Elles sont par ailleurs saisonnières, avec une seule récolte annuelle. Une tonne de fleurs d'oranger peut donner 600 litres d'eau de fleurs d'oranger, une proportion pouvant varier en fonction des fleurs utilisées.

Alors que l'accélération du changement climatique continue de perturber les conditions climatiques et l'accès à l'eau, les modes de production artisanaux devront être davantage protégés pour qu'ils puissent préserver les traditions locales et demeurer un trésor unificateur de la culture tunisienne.

—Farah Abdessamad
Publié le 29 décembre 2022

SOURCE

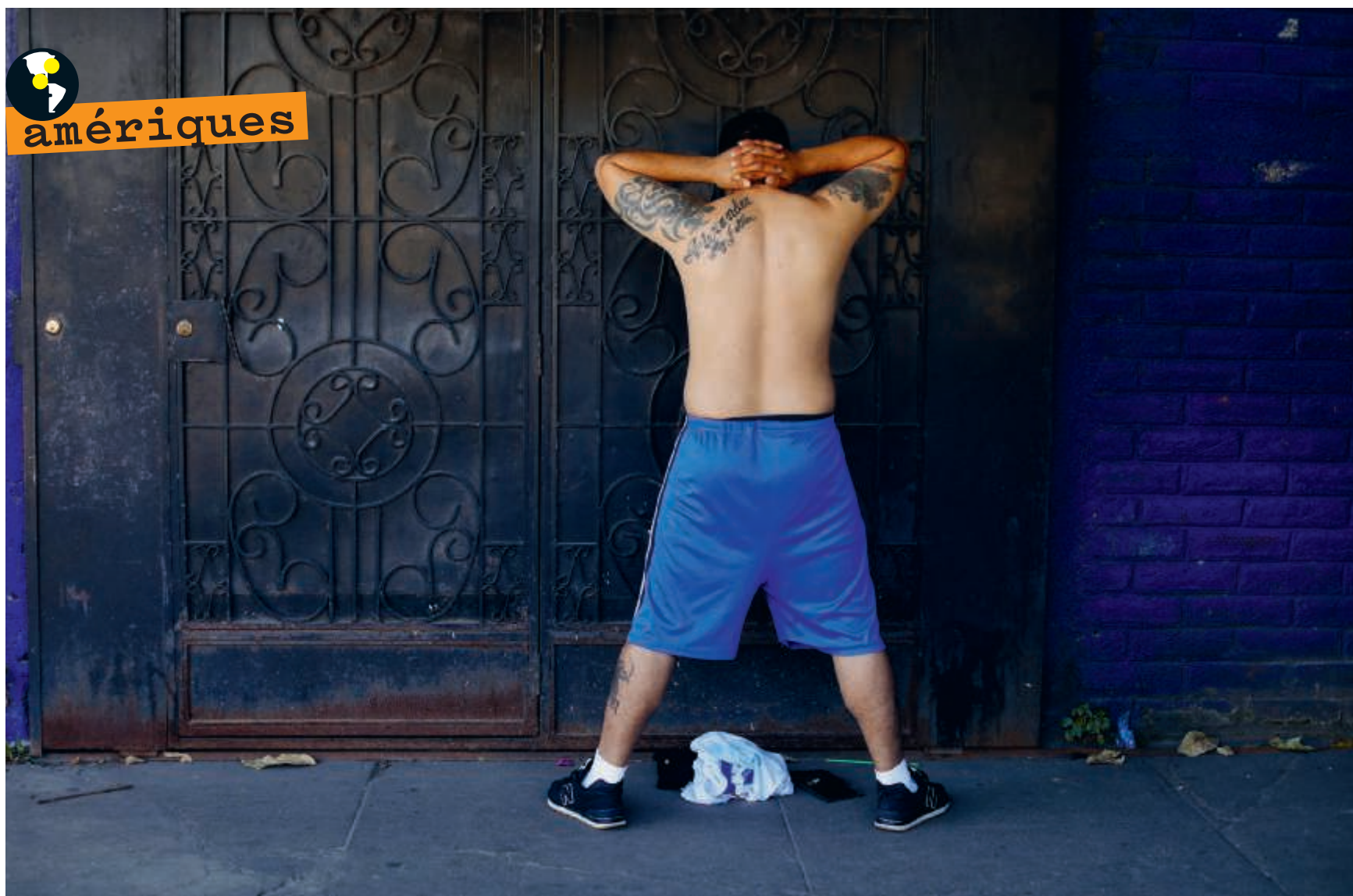


MIDDLE EAST EYE
Londres, Royaume-Uni
middleeasteye.net

Fondé en 2014, Middle East Eye est un site d'information panarabe basé à Londres. Il couvre 24 pays et aborde des sujets politiques, économiques et sociaux.



amériques



—The New York Times
New York

Les militaires ont débarqué au lever du jour et ont bouclé [Soyapango, 260 000 habitants], une banlieue entière de San Salvador, la capitale. Ils arrêtaient les voitures, forçaient les passagers à descendre des bus et ordonnaient aux hommes de soulever leur chemise pour montrer qu'ils n'avaient pas de tatouages liés aux gangs. Pour beaucoup d'habitants de ce quartier autrefois contrôlé par les gangs, cette démonstration de force était la bienvenue. María, qui tient un petit commerce, affirme : «*Avant, c'étaient les gangsters qui faisaient la loi, maintenant ils ont pratiquement disparu.*»

Lorsqu'en mars [2022] une éruption de violence entre gangs a fait plus de 60 morts – du jamais vu en une seule journée depuis la guerre civile au Salvador, il y a trente ans –, le gouvernement du président Nayib Bukele a rapidement déclaré l'état d'urgence, et suspendu certaines libertés individuelles.

Salvador. Contre les gangs, les méthodes musclées du pouvoir

Le populaire chef d'État Nayib Bukele a décrété en mars 2022 l'état d'urgence contre les *maras*, ces bandes qui vivaient du racket. Une politique sécuritaire couronnée de succès, mais menée en bafouant les droits humains.

Cette mesure devait être temporaire, le temps de rétablir l'ordre public et de donner au gouvernement les moyens d'organiser à l'échelle nationale sa riposte contre les bandes criminelles, comme le gang MS-13, dit aussi Mara Salvatrucha, aux méthodes brutales, qui terrorisent depuis longtemps ce pays d'Amérique centrale.

Mais, plus de huit mois plus tard, l'état d'urgence est toujours

en place, l'armée patrouille dans les rues, les arrestations massives sont quotidiennes et les prisons sont pleines à craquer, ce qui rapproche de plus en plus le Salvador d'un État policier.

Abus et tortures. Un rapport de Human Rights Watch s'est intéressé à l'approche musclée de Nayib Bukele, et révèle une multitude d'arrestations arbitraires ainsi que des cas de torture et

de mort en détention sous l'état d'urgence. «*C'est le cadre idéal pour la multiplication des abus et des violations des droits humains*», explique Juan Pappier, chercheur à Human Rights Watch.

Le porte-parole du président s'est refusé à tout commentaire, mais Bukele, dans un discours devant la police nationale, a balayé les critiques de la communauté internationale et a fait l'éloge des forces de l'ordre :

«*Vous apportez la paix au peuple salvadorien.*»

Malgré les condamnations venues de l'extérieur et des groupes de défense des droits humains salvadoriens, la politique de Bukele a atteint certains de ses objectifs. Les homicides ont fortement diminué, tandis que les quartiers autrefois gangrenés par les gangs, où il était dangereux de pénétrer, connaissent un calme relatif.

Entre janvier et fin octobre, 463 personnes ont été tuées au Salvador, ce qui correspond à une baisse de 50 % par rapport à la même période l'année dernière, selon un document de la police nationale obtenu par Human Rights Watch et un groupe de défense des droits salvadorien, Cristosal, qui a également travaillé sur le rapport.

«Cette répression a été sans précédent. Et il ne fait aucun doute qu'elle a affaibli les gangs.»

Tiziano Breda, SPÉCIALISTE DE L'AMÉRIQUE CENTRALE

← Contrôle d'identité à Soyapango, dans la banlieue de San Salvador.

Photo Jose Cabezas/Reuters

Le panorama général révèle une tension fondamentale : dans un pays traumatisé par une guerre des gangs chronique, la répression a accordé à la population un répit dans la violence et relégué au second plan les craintes d'un recul démocratique, tout en donnant à un dirigeant de plus en plus autoritaire les moyens de mener à bien ses politiques.

«À long terme, ces politiques répressives conduisent à de nouvelles flambées de violence.»

Juan Pappier, CHERCHEUR À HUMAN RIGHTS WATCH

«Je ne pouvais pas venir dans ce quartier à cause des gangsters», raconte Ricardo, un marchand ambulant de 37 ans du quartier de Las Margaritas, à San Salvador.

L'extorsion de fonds, une source de revenus essentielle pour les gangs, est une pratique également en recul. Selon le ministre de la Sécurité, les cas de racket ont chuté de 80 % depuis le début de l'état d'urgence. Ce chiffre est difficile à vérifier de manière indépendante, mais plusieurs chefs d'entreprise interrogés par le *New York Times* ont confirmé cette tendance.

Bien qu'un manque de transparence de la part du gouvernement Bukele rende difficile l'évaluation de la crédibilité des données officielles sur la criminalité, il n'y a pas de doutes, selon les spécialistes, qu'il y ait eu une baisse notable de la violence depuis le début de l'état d'urgence. «Cette répression a été sans précédent», souligne Tiziano Breda, analyste de l'Amérique centrale à l'International Crisis Group, un organisme de recherche indépendant. Et il ne fait aucun doute qu'elle a affaibli les gangs.»

Mais, si les groupes criminels en ont payé le prix, il en va de même pour de nombreuses libertés individuelles au Salvador. Depuis mars, l'Assemblée législative, contrôlée par le parti de Bukele, a voté des lois qui permettent l'incarcération des enfants dès l'âge de 12 ans, la restriction de la liberté d'expression et le recours élargi à la détention provisoire, et qui autorisent le jugement des personnes par contumace.

Pourtant, selon les sondages, la cote de popularité de Nayib Bukele est restée supérieure à 80 %, ce qui suggère que de nombreux Salvadoriens aspirent à une plus grande sécurité, même si cela implique un système plus répressif. «Les gens n'en pouvaient plus des niveaux atteints par la violence et de l'omniprésence des gangs», explique Jose Miguel Cruz, un spécialiste de la violence des gangs au Salvador à l'Université internationale de Floride, et ils sont prêts à faire ce genre de pacte avec le diable.»

La progression de la violence des gangs dans les pays de la région a incité certains gouvernements à adopter des mesures tout aussi répressives. Il y a eu, le gouvernement du Honduras a déclaré l'état d'urgence dans deux des plus grandes villes du pays pour lutter contre les gangs, et a également suspendu certaines libertés individuelles. La Jamaïque a imposé l'état d'urgence le mois dernier à Kingston, la capitale, et dans d'autres régions du pays.

Extrême pauvreté. Cependant, même si la violence recule au Salvador, cette baisse sera probablement temporaire si l'on ne s'attaque pas aux causes profondes, notamment l'extrême pauvreté et la corruption, préviennent certains commentateurs.

Et le fait d'emprisonner indistinctement de jeunes hommes qui

n'ont peut-être rien fait de mal et des membres de gangs pourraient augmenter le sentiment d'injustice et faciliter le recrutement pour les gangs. Juan Pappier assène : «À long terme, ces politiques répressives ne donnent pas de résultats durables et conduisent à de nouvelles flambées de violence.»

L'état d'urgence a été utilisé à des fins brutales. Selon le rapport établi par Human Rights Watch, un système de quotas exigeant des policiers un certain nombre d'arrestations par jour a ainsi été imposé.

Les prisons sont au bord de l'effondrement, avec près de 100 000 personnes derrière les barreaux en novembre 2022, soit plus de trois fois la capacité du système pénitentiaire du pays [lire ci-contre]. Au moins 90 personnes sont mortes en détention depuis le début de l'état d'urgence. Human Rights Watch a obtenu des informations sur au moins deux cas dans lesquels les autorités n'auraient pas fourni aux détenus les médicaments dont ils avaient besoin.

La répression ne s'est pas abattue que sur les membres de gangs. Certains habitants des quartiers pauvres redoutent désormais davantage la police salvadorienne.

«Le gouvernement peut vous faire des choses horribles», témoigne Hilda Solórzano, 34 ans, qui vit

dans la ville de Jucuapa, dans l'est du pays. Son frère cadet, Adrián, 30 ans, a été arrêté en avril pour terrorisme : «Nous avons tous été choqués lorsque la police est arrivée pour l'emmener.»

Selon elle, son frère n'avait rien fait de mal. Adrián a finalement été transféré à Mariona, une prison tristement célèbre, près de la capitale, avant d'être placé en détention préventive pendant six mois.

Puis, le 5 juillet, des représentants d'une entreprise de pompes funèbres se sont présentés au domicile de la famille et lui ont annoncé la nouvelle : Adrián était mort, étranglé pendant sa détention. Ils n'étaient pas en mesure de donner plus de

précisions à la famille sur les circonstances de son décès. Hilda Solórzano, qui a dû identifier le corps de son frère, a déclaré

que le gouvernement n'avait fourni aucune explication et avait refusé la demande d'autopsie de la famille : «Le soir, quand je ferme les yeux, je revois les images de la morgue.»

Elle a peur des représailles depuis qu'elle s'est exprimée sur l'affaire. «Quand je quitte la maison pour aller travailler, je ne suis pas rassurée, dit-elle. J'ai peur que ce soit bientôt mon tour.»

—Bryan Avelar et Oscar López

Publié le 7 décembre 2022



REPORTAGE

Une prison de 40000 places

●●● Fin janvier, le président Nayib Bukele a inauguré une véritable ville-prison. Isolée en pleine zone rurale, d'une capacité de 40 000 places, elle est destinée aux gangs armés. Selon les autorités salvadoriennes, il s'agit de «la plus grande prison des Amériques». Mais peut-on encore parler de prison ? Édifié sur un terrain de 166 hectares, dont 23 pour les bâtiments, le mégapénitencier porte le nom officiel de Centre de confinement du terrorisme (Cecot). Il est entouré de quatre murs de sécurité, d'une clôture électrifiée de 15 000 volts et de 19 tours de surveillance. Les membres des gangs ne seront pas surveillés uniquement par des gardiens de prison, mais aussi par 600 militaires et 250 policiers. «Les prisonniers n'auront aucune communication avec l'extérieur», précise le quotidien proche du gouvernement *Diario El Salvador*. S'ils n'ont pas encore été condamnés, leur procès aura lieu par visioconférence. «À la fin du mois de janvier 2023, le pays affichait un taux annuel de deux homicides pour 100 000 habitants, le chiffre le plus bas de tout le continent américain», s'est enorgueilli Nayib Bukele.

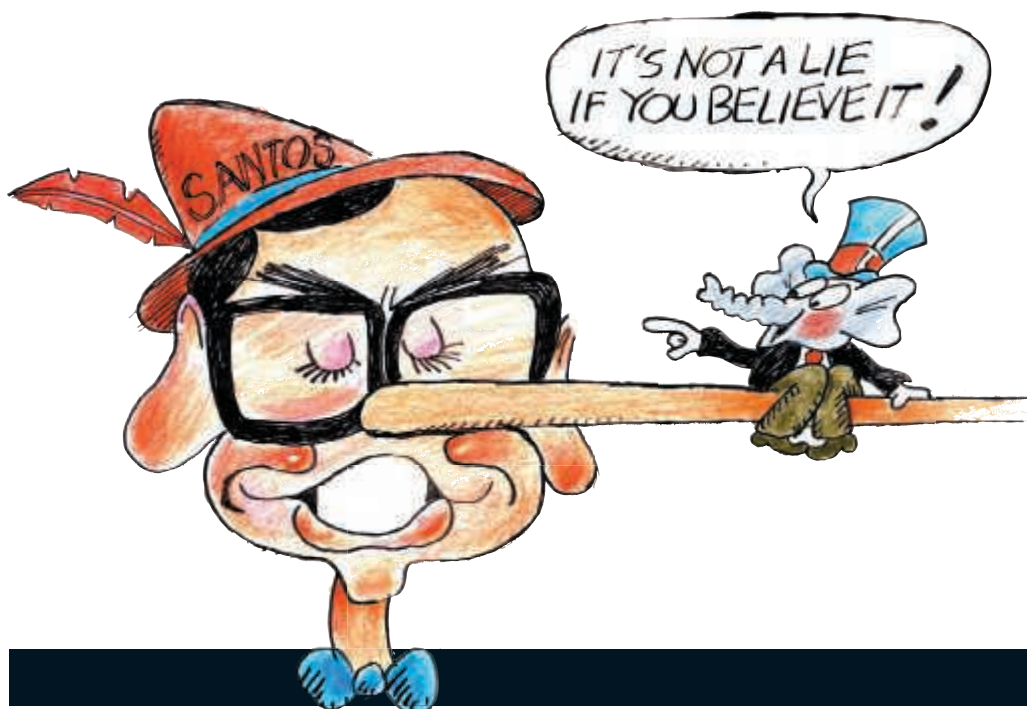


← Une patrouille dans les rues de Soyapango, considérée comme le fief de plusieurs gangs violents. Photo Jose Cabezas/Reuters

ÉTATS-UNIS

George Santos, un éléphant ça ment énormément

On n'est même pas sûr de son nom. L'histoire de ce député républicain, auteur d'une liste interminable de bobards, en dit long sur l'état de son parti.



—The Guardian (extraits)
Londres

Il ne s'est pas contenté de voler un chien d'assistance. Il ne s'est pas contenté de voler un chien d'assistance mourant. Non, il a volé le chien d'assistance mourant d'un ancien militaire handicapé et sans domicile. J'y crois pas. Ce gars est odieux et stupide!" C'est ainsi que Leslie Jones, présentant l'émission *The Daily Show*, a résumé l'une des dernières révélations sur George Santos.

Les affabulations décomplexées de ce parlementaire américain ont ahuri Washington, capitale fédérale qui croyait avoir déjà tout vu au rayon des mensonges politiques. "On attend quoi pour le bouter hors du Congrès? a interrogé Leslie Jones, exprimant ainsi ce que beaucoup pensent tout bas. C'est un putain de menteur."

Pourtant, force est de constater que personne n'a expulsé George Santos, 34 ans, de la Chambre des représentants. Au contraire, il a été récompensé par une place dans deux commissions parlementaires [selon le *Washington Post*, Santos a toutefois annoncé

aux députés républicains le 31 janvier qu'il comptait "se retirer temporairement" de ces commissions].

Cette marque de confiance [semblait] être un froid calcul du président de la chambre, Kevin McCarthy : conscient de la très courte majorité des républicains, il sait que perdre un seul siège pourrait entraver l'adoption de lois.

C'est aussi une décision qui, selon ses détracteurs, montre que le parti d'Abraham Lincoln et de Dwight Eisenhower a perdu sa boussole morale. "Santos incarne l'effondrement du Parti républicain", résume le consultant politique Stuart Stevens. "On voit que ce parti n'a plus aucune valeur. Personne ne sait qui est ce type. On ne sait même pas comment il s'appelle vraiment."

Fable familiale. Il y a quatre ans, Santos se présentait sous le nom d'"Anthony Devolder", l'association de son deuxième prénom et du nom de jeune fille de sa mère. Ce n'est qu'un des fils d'un tissu de mensonges qui ferait passer pour d'honnêtes gens les protagonistes d'*Arrête-moi si tu peux*, du *Talentueux M. Ripley* et de *Pinocchio*.

Ces mensonges sont globalement passés inaperçus pendant la campagne électorale de Santos à New York en 2022, mais ils ont été mis au jour à un rythme étourdissant ces dernières semaines, ce qui le force à affronter quotidiennement les journalistes au Congrès et à admettre qu'il a menti sur son histoire familiale, ses études supérieures et son parcours professionnel.

Santos a ainsi prétendu que ses grands-parents maternels avaient échappé de l'Holocauste. Une pure invention, insultante qui plus est. En réalité, ses grands-parents sont nés au Brésil, et il a dû reconnaître depuis qu'il avait grandi dans une famille catholique. Il a toutefois assuré sur la chaîne conservatrice Fox News qu'il n'avait pas menti, car il s'était tout simplement dit "Jew-ish" [autrement dit "un peu juif" et non *Jewish*, "juif"]. Il ignorait sans doute qu'il empruntait une blague remontant aux années 1930 du génie britannique Jonathan Miller.

Au sujet de sa mère, Santos a écrit sur Twitter qu'elle avait été tuée lors des attentats terroristes du 11 septembre 2001 à New York.

Mais il a ensuite déclaré qu'elle était morte le 23 décembre 2016.

En octobre 2022, Santos affirmait au journal *USA Today* : "Je suis ouvertement gay, je n'ai jamais eu de problème avec mon identité sexuelle ces dix dernières années, et je peux vous dire et vous garantir que je défendrai toujours les personnes LGBTQI." On a su par la suite qu'il avait été marié à une femme, dont il a divorcé en 2019.

Santos se disait diplômé de la New York University et du Baruch College, où il aurait même brillé dans l'équipe de volley. Une fois encore, rien n'atteste son passage dans ces institutions ni sa pratique du volley-ball. Il affirmait avoir travaillé à Citigroup et Goldman Sachs, des firmes phares de Wall Street; aucune n'a pu trouver la trace de son passage.

Il s'est aussi présenté comme un riche investisseur immobilier dont la famille était propriétaire de plusieurs immeubles. Mais des documents judiciaires montrent que Santos a fait l'objet de trois procédures d'expulsion dans le Queens entre 2014 et 2017 en raison de loyers impayés.

Et ça continue. Le 18 janvier, Santos a été accusé d'avoir subtilisé 3000 dollars de la cagnotte en ligne qui devait sauver la vie d'un chien malade appartenant à

"George Santos symbolise la déconnexion du Parti républicain de la vérité et de la réalité."

Kurt Bardella,
STRATÈGE DÉMOCRATE

Richard Osthoff, un ancien militaire en situation de handicap.

Pour couronner le tout, les autorités policières du Brésil ont fait savoir qu'elles allaient relancer des accusations de fraude portées contre Santos et liées à une affaire de chèque volé en 2008.

Les démocrates ont demandé à la commission déontologique de la Chambre des représentants d'enquêter sur Santos. Des responsables locaux de l'État de New York l'ont appelé à démissionner. Mais le parlementaire est bien décidé à rester. Et si certains républicains ont snobé Santos, il semble s'être fait des amis dans le groupe parlementaire [de la droite radicale] Freedom Caucus et des extrémistes fidèles

✓ *L'éléphant républicain* : "Si tu y crois, ce n'est pas un mensonge."
Dessin de **Randall Enos**, États-Unis.

au slogan "Rendre à l'Amérique sa grandeur" [désigné par son acronyme anglais MAGA].

"Les gens ont raison de prêter attention aux mensonges qui figurent sur son CV, mais c'est aussi quelqu'un qui a participé au rassemblement du 6 janvier 2021 [qui a précédé l'invasion du Capitole]", fait observer Zac Petkanas, conseiller de la House Accountability War Room, un organe de vigilance [créé par une association de militants progressistes]. "Ce n'est pas un parlementaire lambda. C'est un soldat du mouvement MAGA, il fait partie du club de Marjorie Taylor Greene, Matt Gaetz, Lauren Boebert. Les mensonges, les théories du complot, les incitations à la violence politique font partie du fonds de commerce de ces figures politiques, si influentes au sein du nouveau Congrès."

Décadence républicaine.

Pour certains, Santos n'est pas une anomalie, mais l'aboutissement naturel de la décadence du Parti républicain durant la dernière décennie. Donald Trump, qui a fait irruption sur la scène politique en répétant le mensonge raciste selon lequel Barack Obama n'était pas né aux États-Unis, a proféré plus de 30000 déclarations fausses ou trompeuses pendant sa présidence, selon le *Washington Post*. L'une de ses conseillères, Kellyanne Conway, a inventé l'expression douteuse de "faits alternatifs". Et quelque 147 républicains ont voté en faveur d'une annulation des résultats de la présidentielle de 2020, dont Kevin McCarthy.

En ce sens, Santos va plus loin que les autres, mais il joue dans la même cour. "Nul ne symbolise mieux que George Santos la transformation du Parti républicain, affirme Kurt Bardella, stratège démocrate. Un parti complètement déconnecté de la vérité et de la réalité, embrassant ouvertement les théories du complot et rejetant constamment les faits et la science."

Kurt Bardella, qui a été conseiller de républicains qui siègent à la commission d'enquête de la Chambre des représentants, ajoute : "Il n'est guère surprenant qu'un Santos se soit fait connaître et élire par l'escroquerie. Par leur refus d'agir ou même de le condamner, les dirigeants républicains ne feront qu'encourager d'autres escrocs."

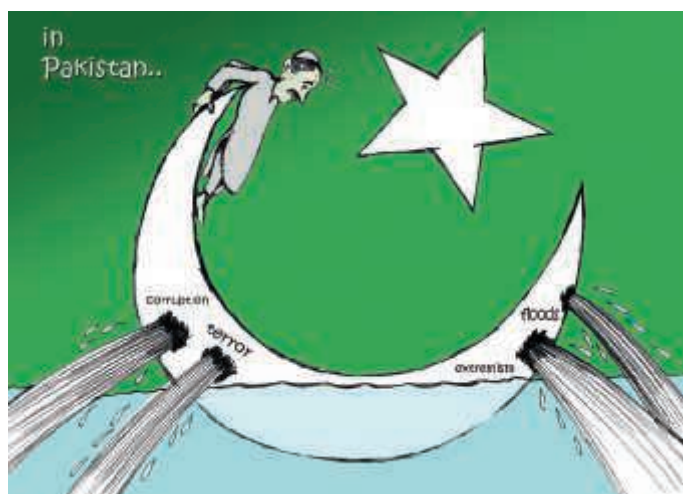
—David Smith
Publié le 22 janvier



asie

Pakistan. Un pays qui a joué avec le feu

Le retour des talibans au pouvoir en Afghanistan a déstabilisé son voisin, en proie à une série d'attentats meurtriers dont le dernier a fait 100 morts. Les dirigeants doivent modifier leur stratégie, explique ce magazine pakistanais.



—The Friday Times
(extraits) Lahore

La résurgence de la mouvance talibane, le Tehreek-e-Taliban Pakistan (TTP), qui ne cesse de se livrer à des attaques contre l'État pakistanais, survient à un moment où le pays est confronté à la pire crise économique et politique de son histoire récente. Au cours des trois derniers mois, le TTP et ses alliés ont perpétré plus de 150 attentats, qui ont causé des centaines de morts, et mis en lumière l'impréparation des organismes publics chargés de lutter contre le terrorisme. Par ailleurs, une délégation du Fonds monétaire international (FMI) se trouve en ce moment au Pakistan pour définir les modalités du prochain plan de renflouement pour sauver temporairement l'économie du naufrage, alors qu'il y a peu ou pas d'espoir de voir se mettre en place les changements structurels nécessaires pour éviter un effondrement.

L'attentat suicide de Peshawar, qui a fait plus de 100 morts le 30 janvier, visait une mosquée fréquentée par des policiers. Par son ampleur, cette attaque vient rappeler la guerre contre le terrorisme que le Pakistan mène vaillamment depuis une décennie, avec l'aide de son armée, de forces paramilitaires et, surtout, de la police du Khyber Pakhtunkhwa [province du nord-ouest du pays, frontalière de l'Afghanistan]. Malheureusement, à l'exception de quelques offensives et opérations militaires, aucun progrès n'a été réalisé pour mettre un terme au bruit des armes et à l'extrémisme.

Dans les faits, des mesures comme le plan d'action national (NAP), la politique nationale de sécurité intérieure (NISIP) ou,

Aucun progrès n'a été réalisé pour mettre un terme au bruit des armes.

plus récemment, la politique de sécurité élaborée sous le régime hybride civilo-militaire réunissant le Premier ministre Imran Khan [en poste entre 2018 et 2022] et le général Bajwa [chef de l'armée jusqu'en novembre 2022] se réduisent à des documents qui prennent la poussière dans les labyrinthes de la bureaucratie pakistanaise. Ils ont une incidence nulle, car les principaux intéressés ne se sont jamais engagés à les appliquer.

Quoi de plus cruel pour les pauvres Pakistanais que ces fêtes qui ont célébré tant bien que mal, le 15 août 2021, la prise de Kaboul par les talibans ! Imran Khan avait alors félicité publiquement la population afghane et déclaré que les talibans – un mouvement pourtant violent et rétrograde – avaient “brisé les chaînes de l'esclavage”. Pour couronner le tout, l'ancien chef des services de renseignements de l'armée (ISI), le général (retraité) Faiz Hameed, avait été aperçu à l'hôtel Serena de Kaboul en train de prendre une tasse de thé pour fêter l'événement ; il avait alors eu ces mots qui ont très mal vieilli : “Ne vous inquiétez pas, tout va bien se passer !”

C'est loin d'être le cas ! La doctrine boiteuse et bidon de la “profondeur stratégique” [l'instrumentalisation de la situation en Afghanistan à des fins de pouvoir régional] s'est complètement retournée contre nous. Les “biens stratégiques” se sont révélés être des passifs, pour ne pas dire plus. En 2023, aucune “opération” contre les groupes armés ne pourra être couronnée de succès, à moins de franchir la ligne Durand [elle sépare l'Afghanistan du Raj britannique depuis 1893 et est la frontière actuelle avec le Pakistan] et d'entrer dans un conflit interétatique.

Jamais les choix du Pakistan n'ont été aussi désastreux. Toute une génération de responsables et de citoyens, en particulier les jeunes Pakistanais, a subi un lavage de cerveau afin qu'elle considère les talibans [afghans] comme la “seule solution” pour aider le Pakistan à maintenir son influence sur Kaboul et parvenir ainsi à s'opposer aux desseins “maléfiques” de l'Inde. Tout porte pourtant à croire le contraire. Toute suggestion novatrice a été tournée en ridicule ou traitée

avec méfiance, et cela a conduit à l'impasse dans laquelle se trouve aujourd'hui le Pakistan.

Un changement de politique devrait arriver tôt ou tard, étant donné qu'un statu quo est intenable. Mais le pays est profondément divisé et la politique clivante menée par Imran Khan a réduit les chances de parvenir à un consensus différent vis-à-vis des talibans. Il a des comptes à régler à la fois avec la coalition au pouvoir et avec l'appareil militaire, qu'il tient pour responsables de son éviction, en avril 2022.

Il faudra qu'Imran Khan change son attitude inflexible.

Il éprouve par ailleurs un sentiment de force du fait qu'il a l'opinion publique de son côté et une énorme machine de réseaux sociaux à son entière disposition. Celle-ci a même réussi à déstabiliser ceux qui détiennent le vrai pouvoir au Pakistan. L'amener à être sur la “même longueur d'onde” sera pratiquement impossible tant qu'on ne satisfera pas sa demande d'élections anticipées.

Or c'est là que le bât blesse : l'organisation d'élections anticipées ne convient ni à la coalition au pouvoir ni à l'appareil militaire, sans parler qu'il faut rebrancher le respirateur artificiel qui maintient l'économie en vie. De plus, on dit que les principaux alliés du Pakistan n'auraient pas très envie de travailler avec Imran Khan, un élément que le pouvoir

risque de prendre sérieusement en compte. Par conséquent, les mois à venir vont être marqués par encore plus de divisions et d'incertitudes.

Pourtant, jamais le Pakistan n'a eu autant besoin d'une adhésion générale au niveau national sur les questions de sécurité, de politique économique et sur des dirigeants capables de sortir le pays des crises actuelles. Avec un gouvernement mal en point et fragilisé, qui doit faire face au mécontentement de la population, touchée par la hausse de l'inflation à cause des conditions posées par le FMI, et avec un Imran Khan perturbateur, cette absence de consensus se fait encore plus sentir. La classe politique doit donc absolument relever ce défi, mais elle ne peut le faire sans que les militaires ne s'effacent et laissent des civils prendre les rênes du pays pour le faire avancer. Il est urgent de renouveler la charte de la démocratie et, tôt ou tard, il faudra qu'Imran Khan change son attitude inflexible et consente à faire ce que tous les hommes politiques doivent faire : négocier, marchander et aller de l'avant.

Parmi les solutions envisagées, il y a le report des élections et la mise en place à la tête du pays d'une équipe intérimaire de technocrates au mandat étendu. Mais cela ne ferait qu'aggraver les crises actuelles en risquant de provoquer des chocs systémiques que le pays et sa population auraient du mal à supporter.

—Raza Rumi

Publié le 1^{er} février

Mort de l'“énigme” Pervéz Musharraf

●●● Pervéz Musharraf, au pouvoir de 1999 à 2008, est mort le 5 février à Dubaï, aux Émirats arabes unis. “On se souviendra du “général sauveur” qui a dirigé le Pakistan comme de celui qui a mis un terme abrupt au processus démocratique”, juge Dawn dans un éditorial. Musharraf était arrivé au pouvoir en 1999, à la faveur d'un coup d'État, et s'était autoproclamé président en 2001. Il avait démissionné en 2008, alors qu'il était menacé par une procédure de destitution. “Il reste quelque peu une énigme, car son régime autoritaire a été entrecoupé de réformes libérales”, rappelle le quotidien anglophone pakistanais. Au pouvoir lors des attentats du 11 septembre 2001, ce général quatre étoiles avait fait du Pakistan le principal allié des États-Unis dans la région dans leur lutte contre Al-Qaïda. “L'Occident était ravi de travailler avec le général afin de parvenir à ses fins en Afghanistan”, estime Dawn.

✓ Au Pakistan... Corruption, terrorisme, extrémisme, inondations.
Dessin de Hassan Bleibel paru dans Daily Star, Beyrouth.

JAPON

“Nous étions des enfants transparents”

Après l'assassinat de Shinzo Abe, le Japon a été bouleversé par les révélations sur les liens de la secte Moon avec les milieux de pouvoir. Le quotidien “Mainichi Shimbun” a consacré une série d'articles aux enfants des adeptes de secte dans l'archipel, comme Saki, élevée par des disciples d'Aum Shinrikyo.



—Mainichi Shimbun Tokyo

Il fait extrêmement froid au pied du mont Fuji. Elle marche en pleine nuit, seule au milieu de disciples adultes. Intérieurement, elle pousse des cris de détresse : “Je veux rentrer, je veux rentrer...” Elle souffre de la varicelle, fiévreuse et chancelante. Elle éprouve de la rancœur face aux lieux des maisons au loin. “Pourquoi suis-je en train de faire ça ?” Mais personne ne se soucie d'elle.

Saki, nous l'appellerons ainsi, a maintenant la quarantaine et est une ancienne adepte de seconde génération de la secte Aum Shinrikyo (“Vérité suprême”). Quand elle était petite, sa mère l'emmenait dans un dojo [lieu consacré à la méditation], dans la région du Kanto [centre du pays].

“Regarde, moi aussi j'y arrive.” Elle se réjouissait d'être félicitée pour son yoga. Quand elle avait commencé, elle pensait que c'était un apprentissage comme un autre, mais elle était loin d'imaginer qu'une tragédie l'attendait.

“**Purification**”. Sa mère s'était convertie à la suite de problèmes de couple. Elle avait été dévastée par l'infidélité de son mari.

“Ce n'est pas ta faute. C'est à cause du karma d'une de tes vies antérieures.” Cette explication donnée par des disciples l'avait apaisée. Elle avait également eu l'impression que leurs techniques de respiration apportaient une amélioration dans ses allergies chroniques, et c'est ainsi qu'elle avait plongé dans ce dogme.

Saki aussi s'était efforcée de pratiquer l'ascèse quasiment toute

la journée pendant les week-ends et le soir en semaine. Les mantras (incantations) du gourou fondateur, enregistrés sur une cassette, passaient en boucle, et elle les répétait, assise en position du lotus.

Une fois devenue collégienne, les exercices se sont durcis. Elle fréquentait l'antenne locale de la ville de Fujinomiya [préfecture de Shizuoka, dans le centre du pays]. Durant une pratique collective de dix jours, par exemple, on l'avait fait marcher par des nuits noires et froides, et elle avait failli tomber dans un fossé. D'autres fois, elle

Saki a été sujette à de violentes hallucinations après avoir été droguée par le gourou.

devait réciter des sutras tout au long de la nuit, en restant dans la même position. Si elle s'endormait, le responsable la réveillait en frappant le sol. Même quand elle avait eu des boutons de varicelle percés, les adultes lui avaient simplement dit que “le processus de purification était en cours”.

Des pratiques étaient également mises en œuvre pour expérimenter le “monde des morts”. Il lui est arrivé de boire un liquide présenté dans un gobelet par le gourou et de se retrouver en proie à de violentes hallucinations. Elle sait désormais qu'elle avait été droguée.

Elle ne trouvait plus le temps de faire ses devoirs, ses notes étaient en chute libre. Le simple fait d'aller en cours lui provoquait de l'urticaire, elle redoutait de se faire interroger par les professeurs.

La maison, l'école, Aum. Dans ce quotidien, Saki s'imprégnait de l'idée d'un anéantissement du monde par l'avènement d'Armageddon (bataille finale entre le bien et le mal). Peu après son entrée au lycée, sa mère et elle sont parties en laissant tout derrière elles pour intégrer la communauté en tant que moniales.

“**Honte**”. Mars 1995. À Tokyo, des disciples d'Aum Shinrikyo diffusent du gaz sarin, un poison neurotoxique mortel, dans des wagons de trois lignes de métro qui se croisent à la station Kasumigaseki. Cet attentat fait 14 morts parmi les usagers et les employés de gare [la quatorzième victime est morte récemment], et plus de 6000 personnes sont victimes d'intoxication.

Saki vivait dans l'établissement religieux coupée de toute information, si bien qu'elle n'avait pas eu connaissance de l'attentat. Lors de la perquisition du bâtiment, ses effets personnels ont été fouillés. “Ils viennent nous soumettre à l'inquisition parce que nous faisons le bien.” Elle s'était fiée à cette affirmation des adultes et s'était présentée aux policiers sous une fausse identité, disant avoir 20 ans alors qu'elle n'était encore qu'une lycéenne.

En mai de la même année, le commanditaire présumé de l'attentat, Chizuo Matsumoto (alias Shoko Asahara) a été arrêté – condamné à mort et

exécuté depuis –, et la secte s'est retrouvée annihilée. Saki est alors partie et s'est fait héberger par des proches. Mais c'est ensuite devenu “l'enfer”. “On m'a dit que tout ce dans quoi je m'étais investie, au péril de ma vie, était le mal.”

Désespoir et sentiment de perte indescriptibles. Même son entourage a été cruel avec elle : “Tu es une honte pour la famille. Avoir adhéré à Aum suffit à faire de toi une criminelle.”

Elle a changé de lycée, mais impossible de suivre correcte-

En mars 1995, des disciples d'Aum Shinrikyo diffusent du gaz sarin dans le métro de Tokyo.

ment les cours. Elle essayait de ne pas écouter les moqueries des jeunes de son âge sur la secte. Malgré tout, elle réussit à se faire une amie, elles deviennent proches au point d'assortir leurs manteaux. Elle se confie à elle, pensant qu'elle au moins la comprendrait. “En fait, avant, je faisais partie de la secte Aum...” La mère de cette amie est alors intervenue en lui intimant : “Ne la fréquente plus.” Saki a envoyé par la suite maintes lettres, toutes restées sans réponse.

Plus un son ne sort de sa bouche. Quand elle essaie de parler, elle n'arrive plus à retenir ses larmes.

Elle a abandonné le lycée et s'est cloîtrée chez elle. Elle n'arrivait pas à affronter les images de la télévision, où il était sans cesse question de l'attentat. Elle n'avait personne à qui parler, car sa mère travaillait et était très peu présente. Quand celle-ci rentrait du travail, Saki lui tombait dessus en hurlant : “Pourquoi on est là ?”

Elle n'en pouvait plus de ne pas avoir d'endroit où se sentir bien. Elle a fini par demander à un membre de l'emmenner à la secte, et elle s'est remise à la fréquenter. Là au moins, il y avait toujours quelqu'un qui venait lui parler. “On me parlait. Je n'en demandais pas plus”, se souvient Saki. Elle y est retournée pendant environ deux ans, jusqu'à ce qu'elle se décide à tourner la page, et s'est de nouveau retirée de cette organisation religieuse. Depuis lors, elle n'a plus

↳ Dessin d'Ale+Ale, Italie.

La liberté de religion garantie par la Constitution

●●● Au nom de la liberté de religion, les sectes bénéficient d'une grande liberté au Japon. C'est le constat qui se dégage de l'assassinat de Shinzo Abe en juillet dernier. Tetsuya Yamagami a raconté aux enquêteurs avoir visé l'ancien Premier ministre en raison des liens d'Abe avec la secte Moon. La famille du tueur présumé se serait ruinée en raison des dons que sa mère faisait à la secte. De fait, bien que condamnés à vingt-deux reprises pour la vente frauduleuse d'objets religieux, les moonistes n'ont jamais vu leurs activités être restreintes. Dès lors que la liberté de religion était garantie par la Constitution japonaise, les pouvoirs publics et les médias "ont été incapables

d'intervenir", relève Yoshihide Sakurai, spécialiste des religions à l'université de Hokkaido, cité par le quotidien **Mainichi**. L'une des seules exceptions est la secte Aum. D'inspiration bouddhiste, ce groupe ultraviolent, créé en 1984 par Chizuo Matsumoto, a notamment perpétré un attentat au gaz sarin dans le métro de Tokyo en 1995, qui a fait 14 morts. La justice a ordonné la dissolution de la secte en 1996, et ses responsables, condamnés à mort, ont été exécutés en 2018. Néanmoins, des émanations de la secte fondées par des disciples de Matsumoto continuent leurs activités, comme le groupe Aleph, qui compte 1650 fidèles, selon la police japonaise.

jamais été en lien avec eux. Treize peines de mort, dont celle de Chizuo Matsumoto, ont été prononcées pour la série de crimes commis par Aum Shinrikyo. Elles ont été exécutées en juillet 2018.

Il arrive encore à Saki d'avoir des remords. Il y avait un jeune homme, du même âge qu'elle, avec qui elle s'entendait bien, lui aussi un adepte de seconde génération. Alors qu'elle avait repris des études par correspondance pour "prendre [sa] vie en main", tout en travaillant à côté, lui n'arrivait pas à se réadapter à la société et se lamentait sur son sort. "Qu'est-ce que tu racontes, allez, courage!" lui avait-elle dit. Mais il s'était suicidé quelques jours plus tard. "J'ai rêvé que j'étais kidnappé par la secte." Bien qu'il se sentît acculé, il s'était confié à Saki par téléphone jusqu'à la fin. "Je n'ai pas su saisir la profondeur de sa souffrance." Ce reproche qu'elle s'adresse à elle-même ne lui permettra pas pour autant d'entendre à nouveau le son de sa voix.

Quand ces souvenirs lui reviennent – la mort de cet ami, ou le fait qu'elle soit retournée

pendant un temps dans la secte –, elle ne peut s'empêcher de penser aux disciples de la secte Moon [aussi appelée Église de l'unification]. Une enquête ouverte par le gouvernement en vue d'une demande d'ordonnance de leur dissolution est en cours.

Saki songe : "Une fois entrés dans une organisation religieuse, du fait de quelque tourment que ce soit ou sous l'influence de leurs parents, certains n'arrivent pas à en ressortir, même s'ils le souhaitent. J'aimerais que les gens comprennent que nous sommes juste des êtres humains, comme n'importe qui d'autre."

Par la suite, elle a pris soin de cacher qu'elle avait appartenu à la secte Aum. Ayant peu de vie sociale, et des discussions superficielles au travail, elle pensait pouvoir vivre tant bien que mal.

Seulement, après l'arrestation de Tetsuya Yamagami, l'assassin présumé de l'ancien Premier ministre Shinzo Abe, quand elle a entendu son histoire et sa souffrance, causée par l'endoctrinement de sa mère [par la secte Moon], elle n'a plus réussi à garder ses sentiments pour elle. "N'est-il pas ce que j'étais?" Elle

s'est alors mise à écrire sur les réseaux sociaux ce que peuvent ressentir les adeptes de seconde génération. Elle dit : "Nous étions des enfants transparents." Quand l'un d'eux se retirait de l'organisation religieuse, même s'il se plaignait auprès d'anciens disciples adultes de la situation douloureuse dans laquelle il se retrouvait, ces derniers se contentaient d'un "Et alors?" et l'ignoraient.

"Ravages". Si les adultes ont choisi eux-mêmes leur adhésion à un dogme, les enfants, eux, se sont vu instiller une idéologie sans être en mesure d'émettre un jugement dessus. Le temps perdu ne pèse pas de la même façon dans la balance.

"Même si on réclamait de l'aide, ces adultes ne tenaient pas compte de nous. Nous étions vivants, mais notre existence était rendue transparente."

Saki pense qu'il doit y avoir encore beaucoup d'adeptes de seconde génération qui n'arrivent pas à parler, comme elle autrefois. "Ceux qui sont morts, ceux qui souffrent psychologiquement et n'arrivent pas à réintégrer la société, les enfants qui ne connaissent pas encore le monde. J'aimerais que les adultes se rendent compte des ravages causés, et qu'ils viennent nous parler, et reviennent, encore et encore."

—Yuki Noguchi
Publié le 4 janvier

SOURCE



MAINICHI SHIMBUN

Tokyo, Japon
Quotidien
mainichi.jp

Fondé en 1872 sous le nom de Tokyo Nichi Nichi Shimbun, le Mainichi Shimbun est le plus ancien quotidien japonais. Il a pris la dénomination actuelle en 1943 lors d'une fusion avec l'Osaka Mainichi Shimbun. Centriste, le "Journal de tous les jours" est le troisième quotidien national du pays en matière de diffusion. Il a bénéficié, au début du siècle dernier, de la collaboration de prestigieux écrivains tels qu'Ōgai Mori ou Ryunosuke Akutagawa.

NOTRE SÉLECTION

Pour commander,
scannez le code QR



Ou rendez-vous sur notre site :
<https://boutiquevpc.courrierinternational.com/>



25€*
dont 1€
reversé à
Handicap
international

Livre de cuisine "La Cuisine en partage"

40 recettes issues de 27 pays,
en partenariat avec Handicap
International.



45€*

Coffret 10 DVD Télérama volume 12

Regroupe les dix films
marquants de 2021
à voir ou à revoir chez vous.
Offre réservée aux abonnés
de Courrier international.

Offre valable dans la limite des stocks disponibles en France métropolitaine
jusqu'au 30/06/2023 * Frais de port en sus en fonction du produit.
Réception chez vous environ trois semaines après la prise
en compte de votre commande. Nos conditions générales de vente sont disponibles
sur notre site Internet : <https://boutique.courrierinternational.com/cgv-co>

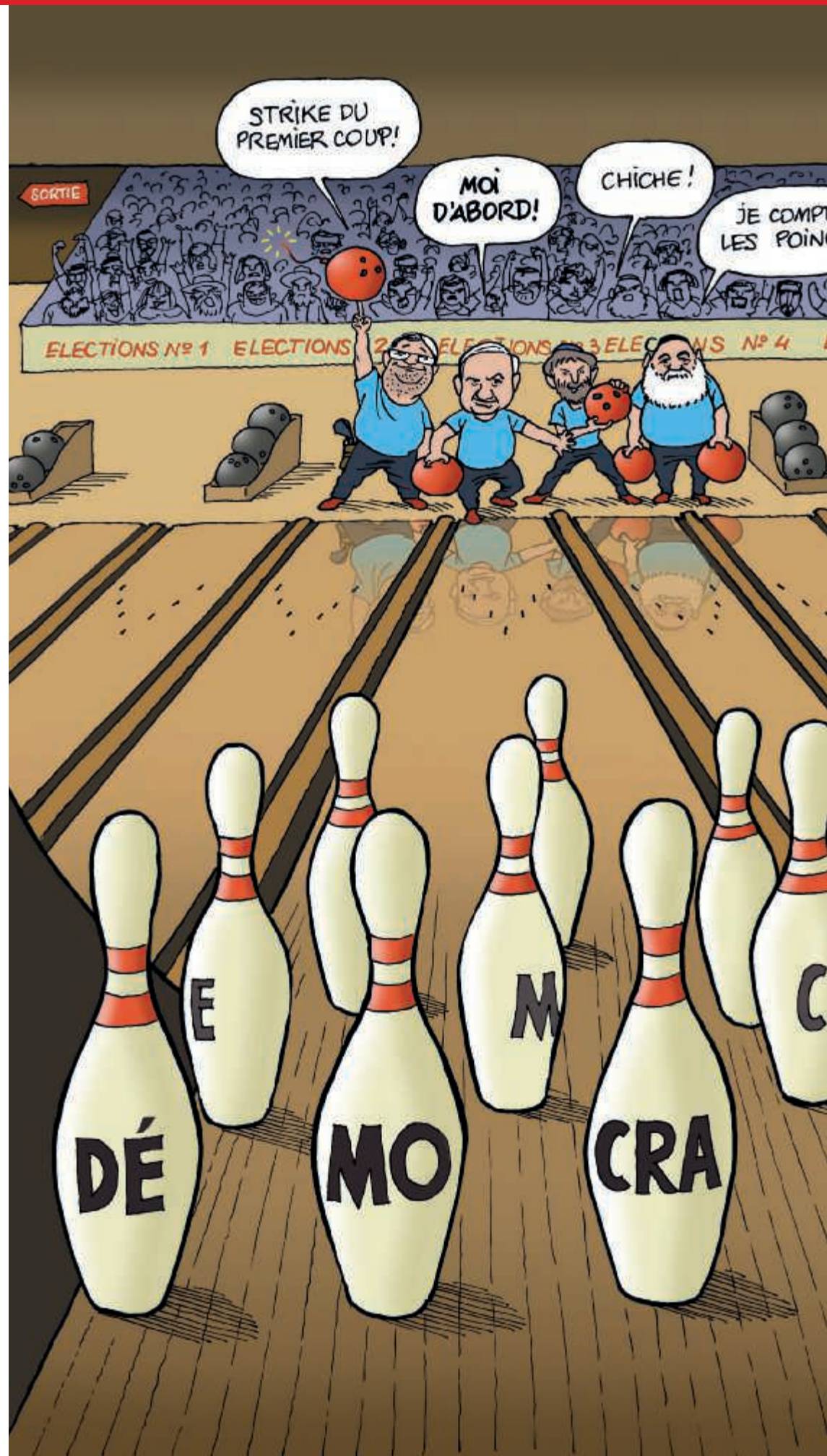
à la une

ISRAËL

LA LOI DE L'EXTRÊME DROITE

En soixante-quinze ans d'existence, le modèle démocratique de l'État d'Israël n'a jamais été aussi menacé. Au fil des décennies, le recul de la gauche et la montée de l'extrême droite avaient favorisé une érosion démocratique. Mais depuis la fin de l'année 2022, la situation est bien plus grave. L'arrivée de partis suprémacistes, religieux et ultraorthodoxes au pouvoir, à la faveur des élections législatives de novembre, met non seulement en péril les fondements d'un État de droit, mais elle risque aussi de provoquer une troisième intifada dans les Territoires palestiniens occupés, préviennent les presses israélienne et palestinienne.

➤ De gauche à droite : Itamar Ben-Gvir, ministre de la Sécurité nationale; Benyamin Nétanyahou, Premier ministre; Bezalel Smotrich, ministre des Finances; Yitzhak Goldknopf, ministre du Logement et de la Construction. Dessin de Kichka paru sur i24News, Tel-Aviv.



L'otage, le clown, le renard et les cadors

Une opposition interne déterminée pourrait faire dysfonctionner le gouvernement de Benjamin Nétanyahou. Face à la coalition la plus à droite de l'histoire de l'État hébreu, le mouvement de contestation ne doit pas faiblir, estime l'éditorialiste de ce quotidien de centre droit.

—**Yediot Aharonot** (extraits)
Rishon Lezion

Le 28 janvier, la manifestation organisée à Tel-Aviv [contre le projet de réforme du système judiciaire] s'est ouverte par une minute de silence à la mémoire des sept Juifs assassinés lors de l'attentat de la veille à Jérusalem. Les milliers de manifestants ont baissé leurs drapeaux israéliens. Le silence était total.

Le discours d'ouverture a été prononcé par Moshe Yaalon [ancien chef d'état-major et ancien ministre de la Défense sous la bannière du Likoud, dirigé par le Premier ministre Benjamin Nétanyahou, dont il a claqué la porte en 2016]. Après avoir exprimé sa tristesse, il a souhaité un prompt rétablissement aux blessés et apporté son soutien aux forces de sécurité dans leur guerre contre le terrorisme. Mais, dans la foulée, il a aussi choisi de comparer deux attaques terroristes : celle perpétrée au tombeau des Patriarches à Hébron, le 25 février 1994, qui avait coûté la vie à 29 fidèles musulmans, et celle commise à Neve Yaakov ce 27 janvier 2023. Les manifestants ont parfaitement compris que Yaalon visait Itamar Ben-Gvir [ministre de la Sécurité nationale, du parti Otzma Yehudit, Pouvoir juif], qui, depuis 1994, n'a cessé de louer et de sanctifier Baruch Goldstein, le tueur juif d'Hébron.

Même si je suis sincèrement convaincu que la nomination de Ben-Gvir au poste de ministre de la Sécurité nationale est honteuse et impardonnable, une nomination qui, à elle seule, devrait faire honte à Benjamin Nétanyahou, je me suis senti mal à l'aise. Je crois que ce fut aussi le sentiment d'une grande partie des manifestants : la transition entre le deuil et la défiance était trop brutale. La foule a répondu par quelques secondes de silence tendu, les applaudissements ne venant, enfin, qu'un peu plus tard.

Terrorisme et contestation, c'est un binôme que nous connaissons depuis longtemps, depuis les manifestations de la gauche contre l'enlèvement meurtrier de Tsahal [acronyme désignant l'armée israélienne] au Liban dans les années 1980 jusqu'aux manifestations de la droite dénonçant les accords d'Oslo et celles de la gauche les soutenant, durant les années 1990. La décision des organisateurs des manifestations de poursuivre le mouvement de contestation selon leur propre calendrier est légitime

et conforme à l'héritage démocratique israélien, de droite comme de gauche.

Fighting Terrorism: How Democracies Can Defeat Domestic and International Terrorists [Combattre le terrorisme. Comment les démocraties peuvent venir à bout des réseaux terroristes, éd. de L'Archipel, 2001] était le titre prometteur du livre publié en anglais en 1995 par Nétanyahou et qui allait lancer sa carrière politique. Je l'ai relu et je n'y ai trouvé aucun remède qui corresponde à la vague de terrorisme à laquelle le gouvernement israélien est aujourd'hui confronté. Nétanyahou veut exhiber des coupables et s'en remettre à la seule force de notre armée. Mais rien de tout cela ne dissuadera un électricien d'At-Tur ou un garçon de 13 ans de Silwan [en référence aux auteurs palestiniens de l'attaque du 27 janvier et d'une autre le lendemain]. Même la des-

ITAMAR BEN-GVIR N'EST PAS UN POLITICIEN SÉRIeux, IL EST L'ESCLAVE DE SA SOIF DE COUVERTURE MÉDIATIQUE, C'EST UN CLOWN SINISTRE.

truction hâtive de la maison de la famille d'un tueur palestinien n'aboutira à rien. Ce genre de mesures n'est là que pour impressionner l'électorat juif, pas l'opinion arabe.

L'une des leçons que j'ai tirées de quatre décennies de terrorisme, c'est qu'il faut faire preuve de modestie. Les vagues de terreur vont et viennent. Mais aucun gouvernement israélien n'a jamais disposé de la moindre motivation politique pour s'attaquer aux racines de ce terrorisme, et surtout pas la coalition actuelle.

Ce qui distingue le gouvernement Nétanyahou VI de ses cinq précédentes coalitions, c'est que, pour tout ce qui concerne Jérusalem et les Territoires [palestiniens occupés], il doit désormais faire face à un front interne bruyant et déterminé. Quelques semaines seulement se sont écoulées depuis la mise sur pied du gouvernement et déjà les ministres les plus expérimentés du Likoud comprennent certaines choses. Tout d'abord, Itamar Ben-Gvir n'est pas un politicien sérieux, il est l'esclave de sa soif de couverture médiatique. Ils s'attendaient à devoir ferrailer avec un extrémiste de → 28

Chronologie

Une coalition source de tensions

1^{er} novembre 2022 — La coalition formée par Nétanyahou autour de son parti, le Likoud, avec des partis ultraorthodoxes et d'extrême droite, remporte les élections législatives et la majorité des sièges de la Knesset.

29 décembre — Formé après plusieurs semaines de négociations entre ses partenaires et le vote de plusieurs amendements de la Loi fondamentale, le gouvernement Nétanyahou obtient la confiance du Parlement.

3 janvier 2023 — Le ministre de la Sécurité nationale, Itamar Ben-Gvir, se rend sur l'esplanade des Mosquées, à Jérusalem. Une visite perçue comme une provocation par les Palestiniens.

4 janvier — Le ministre de la Justice, Yariv Levin, présente le projet controversé de réforme judiciaire qui vise à accorder plus de pouvoir à l'exécutif aux dépens de la Cour suprême.

18 janvier — La Cour suprême invalide la nomination du leader du Shas, Aryeh Deri, au poste de ministre de l'Intérieur et de la Santé en raison de sa condamnation pour fraude fiscale en 2022.

26 janvier — Un raid de l'armée israélienne à Jénine, en Cisjordanie, fait dix morts du côté palestinien. Il est suivi quelques heures plus tard par des tirs de roquettes depuis la bande de Gaza.

27 janvier — Un Palestinien tue sept personnes près d'une synagogue dans le quartier de Neve Yaakov, au nord-est de Jérusalem.

28 janvier — Un Palestinien de 13 ans blesse deux Israéliens par balle dans le quartier de Silwan, à Jérusalem-Est.

31 janvier — Le secrétaire d'État américain, Antony Blinken, achève une tournée diplomatique de trois jours qui l'a conduit en Égypte, en Israël et dans les Territoires palestiniens.

2 février — Tsahal mène de nouvelles frappes contre le Hamas au lendemain de tirs de roquettes.

4 février — Pour la cinquième semaine consécutive, des dizaines de milliers de manifestants défilent à Tel-Aviv et dans une vingtaine de villes contre la réforme judiciaire.



Portraits

Des ministres radicaux

**ITAMAR BEN-GVIR, SÉCURITÉ NATIONALE**

Né dans une famille juive d'origine irakienne, il est le chef du parti Otzma Yehoudit ("Pouvoir juif", en hébreu) et réside dans une colonie près d'Hébron. Avocat d'extrême droite, il est partisan d'une annexion de la Cisjordanie palestinienne. Il fut l'un des chefs de file de la campagne de haine contre les "criminels d'Oslo" à l'issue des accords du même nom, en 1993.

**BEZALEL SMOTRICH, FINANCES**

Né dans une famille juive ukrainienne et élevé dans une colonie cisjordanienne, il dirige le parti HaTzionut Hadatit ("Sionisme religieux"). Habitant une colonie non reconnue par les autorités, il défend une ségrégation raciale totale entre Juifs et Arabes, y compris dans les maternités. En 2005, il a été arrêté pour terrorisme juif présumé pendant le désengagement israélien de Gaza.

**YARIV LEVIN, JUSTICE**

Membre du Likoud, le parti du Premier ministre Benjamin Nétanyahou, et ancien président de la Knesset (2020-2021), il est perçu comme la bête noire du système judiciaire et d'une partie de l'opinion publique à cause de sa loi dite d'"outrépassement", qui permettrait à la Knesset d'invalider une décision de la Cour suprême à la majorité simple.

27 ← droite pur et dur, et c'est avec un clown sinistre qu'ils doivent composer. Le problème, c'est le poste qui lui a été confié, la Sécurité nationale, une combinaison toxique.

Les cadors du Likoud ont en revanche découvert que le plus sobre et discret Bezalel Smotrich [vice-ministre de la Défense pour la Cisjordanie, du parti Sionisme religieux] était rusé comme un renard et bien plus sérieux et dangereux. À chaque incident sécuritaire, il veille à présenter le Likoud comme un parti de faibles, effrayé par le Hamas [palestinien] et l'administration américaine, et à asseoir le contrôle qui lui a été confié en Cisjordanie sur l'administration civile et le gouvernement militaire israéliens, au bénéfice des colons extrémistes.

Équilibre fragile. Face à ces deux incendiaires, il faut un groupe d'adultes responsables, des cadors du Likoud connectés à la fois à l'establishment sécuritaire israélien et au gouvernement américain : Yoav Galant [Défense], Eli Cohen [Affaires étrangères], Ron Dermer [Affaires stratégiques], Avi Dichter [Développement rural] et Gila Gamliel [Renseignements]. Leur rôle est de tenter de rééquilibrer la ligne de la coalition sur les questions diplomatiques et sécuritaires et de permettre à l'otage Nétanyahou de rendre son gouvernement plus ou moins présentable devant l'administration Biden.

Mais Nétanyahou aura aussi besoin du désormais "observateur" Aryeh Deri [chef du Shas ultraorthodoxe, contraint à la démission par la Cour suprême en raison de ses démêlés judiciaires], lequel fait pression pour réintégrer le gouvernement, sous peine de le faire tomber.

Le troisième front est la gestion du mouvement de contestation qui s'étend dans les grandes villes. Tout est lié : Nétanyahou est dépendant du bon vouloir de Yariv Levin [ministre de la Justice, issu de son parti] et de Simcha Rothman, le président de la commission parlementaire de la Constitution et membre de Sionisme religieux, pour que réussissent le coup d'État judiciaire et la neutralisation de la Cour suprême. C'est Rothman qui contrôle le rythme législatif, pas Nétanyahou. Ce dernier est parfaitement conscient des conséquences économiques et politiques potentiellement désastreuses de cette "réforme" judiciaire, qui est parvenue à mettre vent debout le patronat, les décideurs économiques, les ONG et tous les professionnels de la justice, mais il est pieds et poings liés au trio Rothman-Smotrich-Levin. C'est entre leurs mains que se trouve le véritable pouvoir.

Dominé par ses composantes les plus extrémistes et théâtre d'un bras de fer interne permanent, ce gouvernement ne peut qu'être dysfonctionnel à moyen terme. Voilà qui devrait encourager le mouvement de contestation à poursuivre ses manifestations, quelle que soit la situation sécuritaire. Après tout, la Bible nous enseigne que Josué a dû faire sept fois le tour de Jéricho avant que ses murs ne tombent. Le mouvement de contestation n'en est jamais qu'à ses débuts. Ce n'est pas le moment de céder.

—Nahum Barnea
Publié le 30 janvier

→ Benjamin Nétanyahou. Dessin d'Osama Hajjaj, Jordanie.

SOURCE

**YEDIOT AHARONOT**

Rishon Lezion, Israël
Quotidien

174 000 ex,
le week-end 350 000 ex.
yediot.co.il

Créées en 1939, "Les Dernières Informations" marient un certain sensationnalisme à un journalisme d'investigation et à des débats passionnés. Situé à droite, Yediot Aharonot défend toutefois une ligne éditoriale indépendante de la droite nationaliste, ligne souvent caustique ou courageuse sous les plumes d'éditorialistes et d'écrivains ayant pignon sur rue.



POURQUOI LA RÉFORME JUDICIAIRE INQUIÈTE

En autorisant le Parlement israélien à invalider les arrêts de la Cour suprême à la majorité simple, cette réforme risque de bouleverser "l'ordre démocratique", redoute la presse.



CAGLE CARTOONS

La réforme judiciaire proposée par le nouveau gouvernement israélien suscite depuis plus d'un mois de vives réactions en Israël, et de grandes manifestations sont organisées chaque semaine à Tel-Aviv et dans tout le pays. Pourquoi cette réforme fait-elle autant de bruit ?

D'abord, parce qu'elle comporte une loi dite d'"outrépassement" (*hitgabrouit*), qui, comme son nom l'indique, permettrait au Parlement israélien d'outrépasser, à la majorité simple de 61 voix sur 120, les arrêts de la Cour suprême, gardienne des lois fondamentales, dans un pays qui n'a pas de Constitution à proprement parler.

Ce serait une première dans l'histoire de l'État hébreu et "pourrait ouvrir la porte à des possibilités auparavant inimaginables dans l'ordre démocratique israélien", indique le quotidien de centre gauche **Ha'Aretz**. Théoriquement, le gouvernement pourrait ainsi fermer le journal **Ha'Aretz**, interdire les partis d'opposition ou modifier les règles électorales."

Certains estiment que cette réforme est un arrangement entre le Premier ministre et les partis radicaux de la coalition qui servirait à sauver Netanyahu de l'inculpation dans trois affaires de corruption et permettrait l'expansion de colonies juives en Cisjordanie, l'un des objectifs phares des partis radicaux.

En effet, depuis 2013, la Cour suprême invalide systématiquement une proposition de loi

portant sur la légalisation rétroactive de plusieurs dizaines de colonies "sauvages" – appelées "avant-postes" – implantées par des activistes sionistes religieux de Cisjordanie sur des terres privées palestiniennes.

Le bras de fer actuel revêt par ailleurs un caractère politique et idéologique. "Les politiciens du Likoud [parti de Netanyahu] accusent depuis longtemps la Cour suprême d'être dominée par des juges de gauche, qui, selon eux, empiètent sur certains domaines [...] pour des raisons politiques", explique le site de la chaîne panarabe **Al-Jazeera**.

Le projet de réforme prévoit, en outre, un changement dans le mécanisme de sélection des juges israéliens. "Aujourd'hui, le Comité des nominations judiciaires comprend des politiciens du gouvernement et de l'opposition, des juges et des représentants du barreau", explique **Ha'Aretz**. "Levin [le ministre de la Justice] veut augmenter le pouvoir des politiciens et diminuer celui des juges et des avocats, donnant ainsi au gouvernement le pouvoir de nommer les juges et, surtout, les juges de la Cour suprême", ajoute le quotidien israélien.

Un dernier changement prévu dans ce projet de loi controversé est de "rendre plus difficile pour la Cour suprême d'annuler une loi en exigeant une plus grande majorité de juges, et pas seulement une simple majorité, pour qu'une telle décision prenne effet".

—**Courrier international**

Opinion

LA DÉMOCRATIE, C'EST NOUS !

"Les élections israéliennes de novembre étaient, en grande partie, un référendum sur le procès de Netanyahu. Le jury est revenu avec un verdict clair : non coupable", écrit l'éditorialiste ultraconservateur israélien Gadi Taub dans le webzine juif américain **Tablet**. Pour beaucoup d'Israéliens, poursuit-il, le procès pour corruption du Premier ministre est un moyen pour "les élites [...] de gauche" qui ont "renoncé à le battre dans les urnes" de le "chasser de la vie politique". Ces Israéliens ont voté "contre l'évidage de la démocratie israélienne par l'État administratif" (les juges), sommé de "cesser de substituer ses préférences et diktats à ceux de l'électorat israélien". De ce fait, estime-t-il, le ministre Yariv Levin (qui porte une réforme judiciaire largement contestée) "n'est pas là pour détruire la démocratie" mais pour la "restaurer".

Une "guerre civile entre occupants"

Pour les Arabes israéliens, la crise suscitée par la réforme judiciaire est un différend "interne" au sein d'une entité ségrégationniste.

—**Al-Quds Al-Arabi** (extraits) Londres

Lors de la grande manifestation contre le nouveau gouvernement du Premier ministre israélien, Benyamin Netanyahu [elle a rassemblé près de 130 000 personnes le 21 janvier], la participation des Palestiniens [Arabes israéliens] était réduite à la présence symbolique de quelques partis politiques palestiniens [Arabes en Israël]. Il aurait pourtant été logique que les Palestiniens [Arabes d'Israël] – en tant que minorité dont les droits sont systématiquement bafoués – trouvent des points de convergence avec leurs concitoyens juifs mobilisés pour la défense d'une des pierres angulaires de la démocratie, à savoir la séparation des pouvoirs.

Si Netanyahu devait réussir son coup, cela affaiblirait la démocratie israélienne, en assujettissant la justice à l'exécutif. Or pour quelles raisons les Palestiniens devraient-ils tenir la Cour suprême en haute estime ? Qu'a-t-elle fait pour préserver la démocratie quand il s'agissait de leurs droits à eux ? Qu'a-t-elle dit à propos de l'occupation des Territoires palestiniens ou pour empêcher l'instauration d'un régime d'apartheid ?

Comme l'a dit un éditorialiste israélien, "Israël serait différent" si la Cour suprême n'avait pas avalisé l'occupation des Territoires palestiniens, si elle n'avait pas légitimé les crimes qui y sont commis, si elle n'avait pas approuvé toutes les mesures de l'appareil de sécurité, si elle n'avait pas autorisé les arrestations administratives, si elle n'avait pas cautionné les expulsions, les destructions de maisons et les punitions collectives, si elle ne s'était pas affranchie du droit international.

Cette Cour suprême a agi en tribunal militaire. C'est d'elle-même qu'elle s'est soumise au pouvoir exécutif. Par conséquent, c'est elle qui a mis en selle Itamar Ben-Gvir [ministre de la Sécurité nationale], a donné du poids aux colons et a permis aux militaires d'agir à leur guise dans les Territoires occupés.

Du point de vue palestinien [arabe israélien], la fameuse démocratie israélienne est une démocratie des occupants. Selon les Arabes israéliens, le différend actuel oppose des complices de crimes commis à leur rencontre. —

Publié le 15 janvier

NON AU "COUP D'ÉTAT" CONTRE LA DÉMOCRATIE

Depuis plus d'un mois, des dizaines de milliers de manifestants protestent contre un "gouvernement fou et dangereux". Parmi eux, outre les leaders de l'opposition, d'anciens généraux, des juges et des représentants de l'élite économique.

Depuis la présentation, le 4 janvier, de la réforme judiciaire portée par le ministre Yariv Levin, des dizaines de milliers de protestataires se rassemblent tous les samedis, après la fin du shabbat, à Tel-Aviv, capitale économique du pays, et dans les autres grandes villes du pays pour protester contre le gouvernement et ce projet de réforme, perçu par ses détracteurs comme une menace pour la séparation des pouvoirs et les fondamentaux de l'État de droit.

Au fil de cinq semaines de suite, le nombre de manifestants n'a cessé de croître, rassemblant 20 000 personnes le 7 janvier, 80 000 le 14 janvier, 130 000 le 21 janvier, avant que la mobilisation ne retombe la semaine suivante après les deux attaques à Jérusalem-Est, les 27 et 28 janvier. Le 4 février, ils étaient à nouveau plus de 100 000 à battre le pavé à Tel-Aviv et dans vingt villes du pays, dont Jérusalem, pour dire non au risque de dérive antidémocratique.

Dans la foule compacte rassemblée chaque semaine se trouvent plusieurs ténors de l'ancienne majorité, opposée à Nétanyahou, dont l'ex-chef du gouvernement Yaïr Lapid, désormais chef de file de l'opposition. Le 4 février, il a lancé depuis Haïfa un appel à ne pas capituler face à l'extrême droite. "Nous nous battons dans les rues, nous nous battons à la Knesset, nous nous battons devant les tribunaux. Nous sauverons notre pays parce que nous ne voulons pas vivre dans un État non démocratique", a-t-il déclaré, cité par **The Jerusalem Post**.

L'ancien ministre de la Défense Benny Gantz avait mis en garde trois semaines plus tôt le nouveau gouvernement contre une "guerre civile". Quant à Moshe Yaalon, également ancien ministre de la Défense et l'un des porte-voix de l'opposition actuelle, il évoquait le 28 janvier un "coup d'État [qui] met non seulement en péril l'économie et nos droits civiques, mais constitue également un danger existentiel pour la sécurité d'Israël. [...] Arrêtez d'essayer de saboter la démocratie israélienne et de la transformer en une dictature criminelle et défailante", a-t-il accusé, cité par le quotidien israélien de gauche **Ha'Aretz**.

Colette Avital, ancienne membre de la Knesset et survivante de l'Holocauste, a été jusqu'à rapeler le lien entre la Shoah et la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948. "Un

État juif, oui; un État halakique [la halaka est la loi juive], non. Une démocratie, oui; une autocratie, non", a-t-elle clamé, avant de souligner que "les principes sacrés des droits de l'homme sont l'héritage même de l'Holocauste".

De son côté, la chef du Parti travailliste (HaAvoda), Merav Michaeli, a appelé le 21 janvier à créer un front d'opposition uni. "Avec ce gouvernement fou et dangereux, il n'y a pas moyen de négocier. Il n'y a pas de compromis sur les choses qui détruisent Israël et sa démocratie. Dans cette lutte, nous devons unir nos rangs."

Mais l'opposition politique reste assez divisée, estime la presse israélienne, certains lui reprochant de ne pas suffisamment resserrer ses rangs face à la nouvelle coalition au pouvoir. "Le clivage est à la fois idéologique et tac-

EHUD BARAK, ANCIEN PREMIER MINISTRE, A OUVERTEMENT ACCUSÉ LE GOUVERNEMENT DE "FASCISME" ET APPELÉ À LA DÉSŒBÉISSANCE CIVILE.

tique", explique le journaliste Anshel Pfeffer dans **Ha'Aretz**. "Il y a ceux qui sont convaincus que l'occupation [de la Cisjordanie] est à la fois la plus grande injustice commise par Israël et la source des politiques antidémocratiques, [...] et ceux qui croient que la menace contre le système judiciaire israélien est plus immédiate."

Ainsi Avigdor Lieberman, chef du parti Israël Beitenou (droite dure laïque), boycotte les rassemblements. Il est contre toutes les manifestations qui arborent les drapeaux de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP).

En attendant la formation d'un front politique solide, la société civile se mobilise sur le terrain, avec, au premier chef, les acteurs de la justice, des avocats et juges participant depuis début janvier aux manifestations.

Le secteur économique est également représenté. Ainsi, le 24 janvier, plusieurs centaines de salariés de la haute technologie, secteur phare de l'économie, ont manifesté à Tel-Aviv. "Sans démocratie, pas de high-tech" et "même sans ChatGPT [l'assistant virtuel utilisant l'intelligence artificielle], nous savons que vous vous

→ "J'ai comme l'impression que la société israélienne se droitise..."

Dessin de Langer paru dans **Mongolia**, Barcelone.

Repères

LES DERNIERS PROPALESTINIENS D'ISRAËL

Lors de la manifestation contre le gouvernement Nétanyahou, qui a rassemblé plus d'une centaine de milliers de personnes à Tel-Aviv, le 21 janvier, la présence d'une poignée de protestataires "semble presque déplacée", écrit le webzine israélien **+972 Magazine**. "Au milieu d'une mer de drapeaux israéliens", ces "militants" de gauche, membres de "groupes antioccupation" et du parti arabe israélien Hadash, agitent, eux, des drapeaux palestiniens et portent des pancartes sur lesquelles est inscrit : "Pas de démocratie avec l'apartheid" et "Une nation qui en occupe une autre ne sera jamais libre". "Les Juifs israéliens ne ressentiront jamais les effets de ce gouvernement comme les Palestiniens. Pourtant, [les manifestants] ne parlent pas des Palestiniens", déplore l'un de ces militants, cité par +972.



trompez", pouvait-on lire sur des pancartes, rapporte le **Times of Israel**.

D'anciens gouverneurs de la Banque centrale, d'ex-ministres de l'Économie et des économistes ont signé une lettre ouverte mettant en garde contre les conséquences économiques de la réforme judiciaire, rapporte le journal économique israélien **Globes**, notamment la fuite des investisseurs étrangers, voire un éventuel abaissement de la note souveraine du pays par les agences de notation internationales.

Un haut responsable à la Banque d'Israël, Moshe Hazan, a même démissionné avec fracas, affirmant ne pouvoir rester à son poste "alors que la démocratie israélienne est en danger".

D'anciens généraux, dont Moshe Yaalon, sont aussi montés au créneau. Ehoud Barak, "l'un des soldats les plus décorés de l'histoire de l'armée israélienne" et ancien Premier ministre, a ouvertement accusé le gouvernement de "fascisme" et appelé à la désobéissance civile, rapporte **Middle East Eye**.

Quant au monde des arts et de la culture, il n'est pas en reste. Le 21 janvier, le célèbre auteur David Grossman affirmait avec virulence que "si tant d'Israéliens se sentent comme des exilés de l'intérieur chez eux, alors il est clair que quelque chose ne va pas".

"Nous nous battons contre des politiciens cyniques, certains d'entre eux étant sous le coup de la justice, a-t-il martelé, cité par **Ha'Aretz**. C'est un combat pour le destin du pays."

— **Courrier international**



“On discutait de religion et d’État, se rappelle-t-il, et soudain, cette journaliste pourtant chevronnée me lâche : ‘Bientôt, je n’aurai plus le privilège de vous interviewer parce que vous ne parlez pas aux femmes.’”

MAARIV : Vous êtes-vous senti insulté ?

YAAKOV ASHER : Quand j’ai compris que cette journaliste ne plaisantait pas, oui, je me suis senti insulté. Je lis la presse, je vois ce qu’on dit de nous et je ne comprends pas pourquoi ces gens ont si peur. Cela fait des décennies que les partis ultraorthodoxes participent aux coalitions israéliennes de droite comme de gauche, et le ciel n’est tombé sur la tête d’aucun Israélien. La plupart des projets de loi que nous sommes parvenus à faire voter ne sont pas liés à notre opinion religieuse, mais ont bénéficié à tous les Israéliens.

M. : Pourtant, la majorité des Israéliens a peur.

Y. A. : Parce que la presse les gave de stéréotypes en montant en épingle certains *haredim* [nom hébreu des ultraorthodoxes], marginaux mais très bruyants.

M. : Comment se manifestent ces préjugés ?

Y. A. : J’entends beaucoup de gens exprimer leur crainte qu’avec nous Israël ne devienne un nouvel Iran et que, par exemple, j’exigerais de toute journaliste qu’elle se couvre la tête. Ces gens sont-ils devenus fous ? On nous présente quasiment comme des singes, incapables de voir plus loin que la Torah.

M. : Il n’y a donc aucune raison de craindre pour l’avenir ?

Y. A. : Je demande aux Israéliens qui envisagent de quitter le pays de nous accorder ne serait-ce que cent jours d’état de grâce, comme aux non-religieux, ces derniers ne devant surtout pas se sentir obligés de porter une kippa de circonstance ou de baragouiner quelques mots de yiddish en espérant nous “*apprivoiser*”. C’est insultant.

M. : Que pensez-vous d’Amir Ohana [député Likoud ouvertement homosexuel et président de la Knesset] ?

Y. A. : Nous avons défendu son élection, malgré notre malaise. Si ce n’est pas là la preuve que nous ne sommes pas enfermés dans un cadre idéologique étiqué, mais que, au contraire, nous comprenons le sens d’un accord politique conclu avec des partis aux antipodes de nos valeurs premières, quelle preuve faut-il encore fournir ?

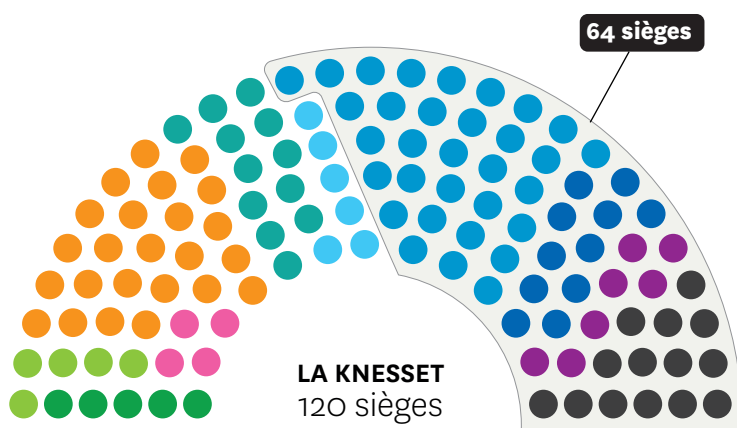
M. : Pourquoi n’y a-t-il pas de femmes à la tête de votre parti ?

Y. A. : Le secteur ultraorthodoxe agit selon sa foi et ses lois. Lorsque j’étais maire de Bnei Brak, le contrôleur aux comptes était une femme, et de nombreuses femmes ont brillé dans des fonctions de premier plan. Mais la plupart des femmes ultraorthodoxes vous diront que la violence et la vulgarité de l’arène – il n’y a pas d’autres mots – qu’est la Knesset ne sont pas faites pour elles.

—Propos recueillis
par Saray Makover-Belikov
Publié le 13 janvier

À droite toute !

Composition du nouveau Parlement israélien



De gauche à droite :

- Liste unifiée (islamo-conservateur, défense des intérêts des Arabes israéliens) 5
- Hadash-Ta'al (laïc, défense des intérêts des Arabes israéliens) 5
- Parti travailliste (centre gauche) 4
- Yesh Atid (Lapid, centre laïc) 24
- Camp étatique (Gantz, centre droit) 12
- Israël Beitenou (Lieberman, droite dure laïque et antireligieuse) 6

Coalition “Nétanyahou”

- Likoud (droite nationaliste) 32
- Shas (ultraorthodoxes séfarades) 7
- Judaïsme unifié de la Torah (droite ultraorthodoxe) 7
- Sionisme religieux (extrême droite religieuse) 14

“Non, Israël n’est pas en train de devenir un nouvel Iran”

Député ultraorthodoxe, Yaakov Asher déplore, dans un entretien avec Maariv, le ton alarmiste de l’opposition.

—Maariv Tel-Aviv

Peu de temps après l’entrée en fonctions du nouveau gouvernement de droite, le député Yaakov Asher, du cartel Yahadout Hatorah [Judaïsme de la Torah, ultraorthodoxe ashkénaze], était invité à la radio.



← Dessin
de **Martirena**,
Cuba.

Contexte

ASPHYXIE FINANCIÈRE

En riposte à l'adoption par l'ONU d'une résolution demandant à la Cour internationale de justice de se pencher sur la question de l'occupation israélienne des Territoires palestiniens, le gouvernement Nétanyahou a décidé, en janvier, de geler le transfert de l'équivalent de 37 millions d'euros de taxes douanières à l'Autorité palestinienne (AP). Et, début février, le ministre des Finances a annoncé le doublement du montant des taxes qui ne seront pas versées à l'AP durant les six prochains mois. Conformément à un accord signé à Paris en 1994, Israël perçoit et reverse les taxes destinées à l'AP, rappelle le quotidien israélien **Ha'Aretz**, qui parle d'une "action punitive". Ces recettes douanières représentent 65 % du budget annuel de l'Autorité – qui s'élève à environ 5 milliards d'euros.

CE GOUVERNEMENT VEUT EFFACER LES ACCORDS D'OSLO

L'extrême droite cherche à se débarrasser des derniers vestiges des accords historiques signés il y a trente ans entre Israéliens et Palestiniens, estime ce quotidien de centre gauche.

—**Ha'Aretz** (extraits) *Tel-Aviv*

Le ministre de la Sécurité nationale, Itamar Ben-Gvir, et son homologue des Finances, Bezalel Smotrich, veulent revenir aux premiers temps de l'occupation : effacer ce qu'il reste des accords d'Oslo [signés en 1993 entre Israéliens et Palestiniens, dans lesquels Israël et l'OLP se reconnaissent mutuellement et instaurent les modalités de l'autonomie et de l'administration des Territoires occupés], en finir avec l'Autorité palestinienne (AP) et la division [de la Cisjordanie] en trois zones, remettre la main sur l'éducation et la gestion des eaux des Palestiniens par le biais de conseils municipaux nommés [par Israël], repasser Hébron tout entier sous l'autorité d'Israël – et à terme, sans doute, désigner des gouverneurs militaires qui seront chargés de délivrer permis de déplacement, de travail, d'étude et

d'immatriculation des véhicules. Les contours de ce grand projet prennent déjà corps.

Les sanctions que l'État hébreu a imposées à l'Autorité palestinienne ne sont qu'une première étape. De cette façon, Ben Gvir et Smotrich comptent pousser l'AP à la démission. Les deux ministres, qui ont reçu le pouvoir de gestion des Territoires occupés, ont pour objectif à très court terme de créer un deuxième Gaza en Cisjordanie.

Déjà au bord du gouffre, ces territoires sont un vaste vivier de kamikazes. L'Autorité palestinienne emploie 136 000 fonctionnaires et agents de police, la moitié dans la bande de Gaza, l'autre en Cisjordanie, et cela fait des mois qu'elle les paie en retard ou leur verse des salaires incomplets. Environ 22 % des Palestiniens vivent sous le seuil de pauvreté, fixé à 500 shekels par mois [soit 135 euros, contre 2811 shekels en Israël, soit 760 euros].

Le gouvernement [précédent] Lapid-Bennett mesurait très précisément les dangers d'un effondrement économique de l'AP, si bien qu'en septembre Lapid avait convoqué une réunion ad hoc pour réfléchir aux moyens de l'aider. Benny Gantz, le ministre de la Défense précédent, avait ainsi donné son accord à la délivrance d'un plus grand nombre de permis de travail – 100 000 Palestiniens de Cisjordanie travaillent en Israël – et à un "prêt" de 500 millions de shekels [135 millions d'euros] pour les dépenses courantes, ce qui avait suscité une volée de bois vert de la part de la droite.

Ben-Gvir, désormais à la tête d'une milice privée chargée de la sécurité en Cisjordanie, et Smotrich, responsable de l'administration civile, ont un plan pour reconquérir la Cisjordanie, mais ils ne proposent aucune solution contre la nouvelle intifada à venir, et qui débute déjà, attisée par ces mesures d'asphyxie contre l'Autorité palestinienne.

Cela aura pour première conséquence de mettre fin à la coopération avec les Palestiniens en matière de sécurité. Mahmoud Abbas [président de l'AP depuis 2005] rendra son tablier, et l'armée israélienne se trouvera dans l'obligation de consacrer l'essentiel de ses troupes au maintien de l'ordre en Cisjordanie et à Jérusalem-Est.

—**Zvi Barel**
Publié le 11 janvier



SUR NOTRE SITE

courrierinternational.com

Joe Biden ne peut pas laisser faire ça

●●● Le gouvernement de Nétanyahou est en train de changer le visage de l'État hébreu de manière contraire aux valeurs démocratiques des États-Unis. Un danger qui doit faire réagir Joe Biden, estime le chroniqueur du **New York Times** Thomas Friedman, qui lui lance un appel : "Cher Président, je ne sais pas si vous vous intéressez à l'histoire juive, mais, aujourd'hui, [...] l'histoire juive s'intéresse à vous. Israël est à la veille d'une transformation historique : cette démocratie à part entière est sur le point de ne plus l'être; cette force stabilisatrice de la région est en passe de devenir une force déstabilisatrice. Or vous êtes peut-être le seul capable d'empêcher le Premier ministre Benyamin Nétanyahou et sa coalition extrémiste de transformer Israël en un bastion illibéral et fanatique."

Cela n'augure rien de bon pour les Palestiniens

Dans une charge virulente contre Nétanyahou et ses alliés, ce chroniqueur palestinien leur impute le regain de violences récent. Et met en garde contre la formation de milices en Israël.

—Al-Ayyam (extraits) Ramallah

On dirait que le gouvernement israélien a reçu un coup sur la tête. [Il n'a fallu qu'un attentat palestinien] pour qu'il se mette à vociférer, à brandir des menaces tous azimuts et à se lancer dans une surenchère de discours plus extrémistes les uns que les autres.

[Après les attaques qui ont eu lieu à Jérusalem-Est, les 27 et 28 janvier], Benyamin Nétanyahou, investi Premier ministre pour la sixième fois à la tête d'une coalition on ne peut plus droitière, a fait des annonces qui apportent la preuve irréfutable que ce gouvernement est totalement déraisonnable. Ce qui n'annonce rien de bon ni pour les Palestiniens, ni pour les Arabes israéliens, ni pour les Israéliens eux-mêmes.

Parmi les décisions [arrêtées lors du Conseil des ministres tenu au lendemain des attentats], il y avait la panoplie de mesures habituelles prises lors des attentats : des mesures de sécurité, des restrictions de mouvement, des contrôles de sécurité, etc. Mais, cette fois-ci, il y a également quelques innovations, particulièrement racistes et terroristes.

D'une part, l'extension des punitions collectives, avec retrait de nationalité ou de cartes de séjour aux familles et aux proches des auteurs de l'opération. D'autre part, la création de milices. Benyamin Nétanyahou a en effet annoncé vouloir armer les quelque 3 000 volontaires que compterait l'organisation [ultraorthodoxe d'identification des victimes d'attentat] Zaka.

Ces attentats ont donc révélé le véritable programme de ce gouvernement, porté par [le suprémaciste juif] Itamar Ben Gvir, à la tête non plus du ministère de la Sécurité intérieure mais du ministère de la Sécurité "nationale" [pour les seuls Israéliens juifs]. Son projet semble consister à former une milice de colons, pour ne pas dire un groupe terroriste, dont la mission consistera à tuer les Palestiniens. Ce qui aura l'avantage de décharger de cette tâche les soldats israéliens pour leur éviter le risque d'être inquiétés par la justice internationale.

Les réactions israéliennes, et même certaines réactions internationales, ne sont pas seulement injustes, mais pour certaines franchement racistes. Il faut rappeler que l'opération de Jérusalem, qui a fait sept victimes parmi les colons israéliens, est intervenue deux jours après la tuerie perpétrée par des soldats israéliens dans le camp de réfugiés palestiniens de Jénine, qui a fait dix morts et près de vingt blessés parmi les Palestiniens.

Si Benyamin Nétanyahou a cédé à la demande d'Itamar Ben-Gvir de former des milices, en faisant des Israéliens disposant d'un permis de port d'armes le noyau des "gardes nationaux" dans une Cisjordanie [qui reste à] être annexée, c'est qu'il veut rassurer les colons. En réalité, ceux-ci savent que l'occupation de ce territoire est intenable. Selon la télévision israélienne, Tsahal a envoyé près de 60 % de ses forces en Cisjordanie pour renforcer ses patrouilles. Autrement dit, les troupes israéliennes sont

prises dans le borbier de la Cisjordanie. Selon les analystes israéliens eux-mêmes, l'armée ne serait donc pas prête pour une guerre qui éclaterait par exemple sur le front libanais. Or un tel scénario est plausible. D'autant que Nétanyahou [pourrait revenir] sur

l'accord [sur le partage des ressources gazières à cheval sur la frontière maritime] avec le Liban, qui avait été négocié sous le gouvernement de Yaïr Lapid sous le parrainage de Washington.

Washington justement s'est contenté de dépêcher sur place son chef de la diplomatie, Antony Blinken. Le but de sa mission était d'éviter que la situation se dégrade davantage et que le niveau de violence soit maintenu à un niveau "acceptable".

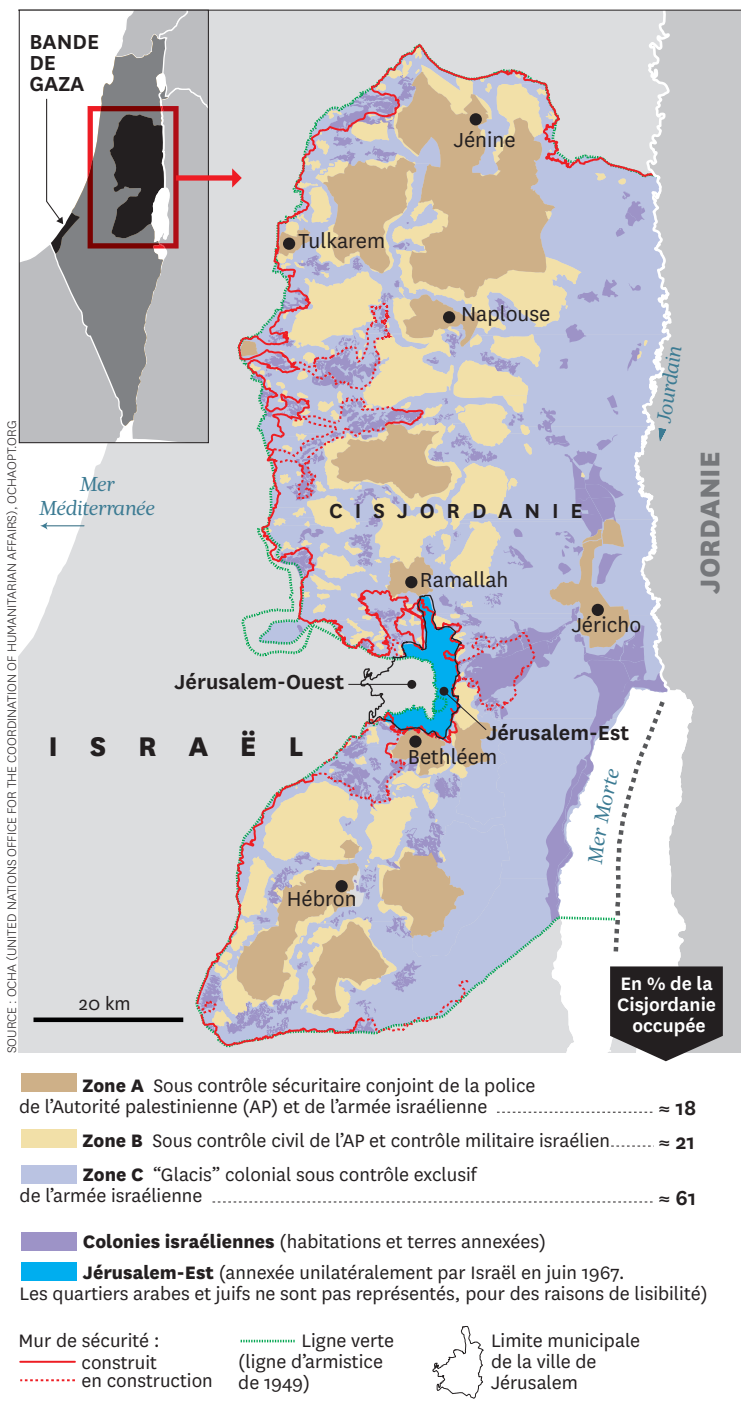
Les Américains ne cherchent rien de plus. Ils ne comptent rien faire pour empêcher les Israéliens d'appliquer leur éventail de mesures répressives, jusque et y compris l'assassinat des Palestiniens. Au fond, ils misent sur une poursuite de l'occupation et espèrent qu'il n'y ait pas de résistance palestinienne.

Aussi longtemps en tout cas qu'il n'y a aucune perspective de solution politique susceptible de mettre un terme à cette occupation qui dure depuis plus de cinquante-cinq ans.

—Rajab Abu Sareyeh
Publié le 31 janvier



OPINION



144

PALESTINIENS TUÉS

par les forces de sécurité israéliennes en Cisjordanie en 2022 (sans compter Jérusalem-Est), selon l'organisation israélienne de défense des droits de l'homme B'Tselem, rapporte le journal israélien Ha'Aretz. C'est le bilan le plus élevé enregistré depuis la fin de la seconde Intifada (2000-2005). L'ONU, elle, a recensé 152 Palestiniens tués en 2022 en Cisjordanie. "En janvier 2023, au moins 29 Palestiniens, dont cinq enfants, ont été tués", indique Al-Jazeera, soit près d'un mort par jour depuis l'investiture du nouveau gouvernement de Nétanyahou.

SOURCE

AL-AYYAM

Ramallah, Palestine
Quotidien, 6 000 ex.
al-ayyam.com

Fondé en 1995, "Les Jours" est le premier quotidien palestinien de Ramallah et est perçu comme le journal des intellectuels palestiniens modérés. Plusieurs de ses articles sont repris sur le site d'information Amin.



trans- versales. sciences



Économie 36
Signaux 39

La mode, une passion haute en couleur

Chimie. Pour nous offrir des couleurs toujours plus chatoyantes, l'industrie textile a fait évoluer ses techniques au fil des siècles. Mais elles ne sont pas toujours bonnes pour la planète.



— **Chemistry World**
(extraits) Cambridge

Les couleurs ont toujours joué un rôle fondamental dans les interactions sociales. Que ce soit pour affirmer une identité, soutenir une cause ou témoigner d'un rang, les teintes des vêtements véhiculent des messages. « Depuis la nuit des temps, les cultures du monde entier associent certains coloris à des positions sociales, rappelle Anita Quye, chercheuse en sciences du patrimoine à l'université de Glasgow [en Écosse]. C'est lié à la symbolique des couleurs, mais d'autres facteurs, comme la qualité et la disponibilité des teintures, ou encore leurs techniques d'application, ont aussi déterminé qui avait accès ou non à telle ou telle couleur, et dans quelles conditions – souvent avec des causes chimiques sous-jacentes. »

L'être humain pratique la teinture depuis qu'il porte des vêtements, ou presque, et les évolutions successives de cette

coutume ancestrale ont fortement influencé la mode. Le premier exemple connu, qui daterait d'environ six mille deux cents ans, est un morceau de tissu en coton bleu teinté à l'indigo naturel. « On croit souvent, à tort, que les pigments naturels ne donnent que des couleurs ocre et délavées, explique Anita Quye. Mais de nombreux peuples, dans le monde entier, ont appris à utiliser les plantes et les insectes pour préparer des teintures vives et résistantes. » Outre l'indigotier qui donne du bleu, les cochenilles permettent de produire du rouge vif, le curcuma du jaune profond, et le murex – un mollusque gastéropode – la célèbre pourpre de Tyr [ou pourpre impériale]. Étrangement, une couleur a longtemps résisté : le vert.

Il faudra attendre 1856, lorsque [le chimiste britannique] William Perkin découvre par hasard le premier colorant de synthèse à base d'aniline – la mauvéine –, pour voir évoluer les pratiques. Commercialisées dès 1859, les teintures synthétiques s'intègrent aisément à la chaîne de production et permettent d'accroître le rendement des usines textiles, tout en garantissant des couleurs identiques d'une série de vêtements à l'autre.

La popularité de la mauvéine incite alors à l'élaboration d'autres colorants, parmi lesquels le vert malachite. Cette teinte inédite rencontre un succès immédiat, et devient la couleur incontournable de la fin du XIX^e siècle [en particulier dans l'Empire britannique].

Populaire à la fin du XIX^e siècle, le vert malachite contient une quantité non négligeable d'arsenic.

textile d'Intertek, [entreprise spécialisée dans le contrôle qualité]. Les colorants azoïques, par exemple, sont faciles à synthétiser, permettent d'obtenir une large gamme de teintes, peuvent être utilisés sur tous types de tissus et donnent des couleurs très résistantes dans le temps. » Elle ajoute : « Mais nous devons contrôler la concentration de certaines amines aromatiques potentiellement cancérogènes. »

Les colorants azoïques ont été

↳ Dessin de Januszewski, Pologne.

Mais le vert malachite cache un lourd secret : il contient une quantité non négligeable d'arsenic, un sous-produit du procédé de fabrication. Ce métal toxique s'échappe progressivement des tissus et, sous l'effet de la sueur, pénètre par la peau dans l'organisme des personnes qui le portent sans se douter de rien.

Bientôt, les témoignages se multiplient : les victimes perdent des cheveux, se couvrent de cloques, vomissent du sang. On évoque même plusieurs morts, mais les dangers du vert malachite n'entament en rien la ferveur suscitée par cette couleur ultrapopulaire. C'est seulement l'avènement de solutions de remplacement moins coûteuses qui aura raison de cet engouement.

Aujourd'hui, plus personne n'accepterait de se ruiner la santé pour des questions de style, et les tissus sont soumis à des batteries de tests obligatoires afin de garantir leur innocuité.

Malgré tout, de nombreuses teintures synthétiques et des additifs contiennent encore des substances toxiques. « Ces produits restent utilisés, car ils permettent d'améliorer les propriétés du textile, souligne Kathy Leung, directrice technique du département

découverts en 1863, peu après la mauvéine de William Perkin. Leurs molécules se caractérisent par un groupe azo [composé de deux atomes d'azote] situé entre deux cycles aromatiques. Cette structure fortement insaturée et conjuguée est un puissant chromophore, c'est-à-dire qu'elle peut donner lieu à une grande variété de couleurs, selon la nature des groupes aromatiques présents.

Ces teintures disposent surtout d'une grande photostabilité, qui leur permet de résister à la lumière. C'est ce qui les distingue principalement des premiers colorants à base d'aniline, qui avaient tendance à perdre rapidement leur éclat, au grand dam des consommateurs de l'époque victorienne.

Produits cancérigènes. Mais si ces molécules sont faciles à synthétiser, cela nécessite souvent l'utilisation d'amines aromatiques, qui sont cancérigènes. L'usage de ces dernières est donc strictement encadré en Europe, et Bruxelles impose aux fabricants des contrôles pour détecter d'éventuels résidus de ces dangereuses molécules dans les textiles teints.

Les teintures ne sont pas la seule source de problèmes. Les méthodes de fixation des couleurs varient selon le type de fibre et nécessitent souvent l'ajout d'autres produits chimiques. Les fibres hydrophobes comme le polyester sont particulièrement difficiles à teindre, car elles n'absorbent pas naturellement l'eau colorée.

Pour réaliser leurs teintures, les fabricants dissolvent dans l'eau de grandes quantités de colorants – peu solubles –, auxquelles ils ajoutent des agents dispersants, comme le naphthalène, pour empêcher toute coagulation des molécules colorantes. Sous l'effet de la chaleur, les fibres se dilatent et la couleur se dépose à la surface du tissu, en formant une pellicule homogène. *“Ces produits sont indispensables au processus de teinture, assure Kathy Leung. Mais compte tenu des risques pour la santé, il est important d'effectuer des tests pour s'assurer qu'il n'en reste aucune trace dans le produit fini.”*

Le naphthalène appartient en effet à la famille des hydrocarbures aromatiques polycycliques,

“Une grande partie de la teinture ne participe pas à la réaction chimique et devient un déchet.”

Mark Moloney, CHERCHEUR EN CHIMIE ORGANIQUE À OXFORD

qui peuvent entraîner une irritation de la peau et des voies respiratoires. L'Union européenne impose donc aux fabricants d'éliminer tout résidu de ces substances dans leurs produits.

Si les législateurs accordent une importance croissante à la sécurité du consommateur et des fabricants depuis une centaine d'années, l'impact environnemental du secteur textile en général, et de la teinture en particulier, reste bien souvent négligé. Le processus de teinture est pourtant très gourmand en eau, puisqu'il en faut environ 150 litres pour produire 1 kilo de tissu teint. Une fois l'opération terminée, l'eau, souvent chargée de produits chimiques, est rejetée dans les rivières voisines – 200 000 tonnes de résidus seraient ainsi déversées chaque année, majoritairement en Asie, où se trouvent la plupart des ateliers textiles.

“Le problème, c'est que le processus de teinture est peu efficace par nature”, souligne Mark Moloney, chercheur en chimie organique à l'université d'Oxford [en Angleterre], qui détaille : *“Comme il s'agit de créer une monocouche de molécules colorantes à la surface du tissu uniquement, une grande quantité de la teinture utilisée ne participe pas à la réaction chimique et devient un déchet.”* Près de 20 % de la pollution de l'eau à l'échelle mondiale serait due à l'industrie textile. Avec une telle empreinte environnementale, notre amour de la couleur pose aujourd'hui de véritables problèmes sociaux, économiques et écologiques dans de nombreuses régions du monde.

Depuis dix ans, les mouvements en faveur d'une mode plus durable chamboulent le secteur, et les fabricants investissent désormais massivement pour améliorer l'image de leurs articles. Les produits chimiques moins nocifs se banalisent et de nombreuses entreprises cherchent à améliorer le processus de teinture en lui-même.

Le prétraitement est une étape fondamentale de ce processus. Les textiles sont notamment blanchis et décreusés pour nettoyer les fibres : les polymères naturels comme le coton et la laine sont débarrassés de leur cire et de leurs impuretés, afin de préparer le tissu à recevoir la teinture. Mais il existe d'autres moyens pour améliorer encore la fixation de la couleur.

Les molécules des colorants directs et de la plupart des fibres naturelles se repoussent mutuellement, car elles sont porteuses de charges électriques négatives. Le groupe Dow [géant états-unien des produits chimiques] a cependant mis au point une méthode de prétraitement du coton baptisée “Ecofast” qui altère ses propriétés chimiques pour lui donner de façon permanente une charge positive. Ce “coton cationique” se lie alors beaucoup plus facilement aux molécules de colorant, ce qui permet de réduire la quantité de teinture, et donc d'eau, utilisée.

Grâce à ce type de prétraitement, le secteur du coton est aujourd'hui bien plus durable qu'autrefois. Mais toutes les matières ne peuvent pas en dire autant.

Antimicrobien. S'attaquant aux racines du problème, Mark Moloney et son équipe ont développé une méthode plus générale qui permet de modifier les propriétés en surface de nombreux textiles grâce à des molécules très réactives, les carbènes.

Ces molécules carencées en électrons viennent s'insérer dans les liaisons entre les atomes de carbone et d'autres éléments le long de la chaîne des polymères. Cette étape rend les polymères plus réactifs, ce qui permet ensuite aux chimistes de leur donner diverses propriétés par le biais d'autres réactions. *“On peut en faire ce que l'on veut, s'enthousiasme Mark Moloney. Ajouter des chromophores [groupements d'atomes responsables de la couleur d'une molécule], des chélates [structures moléculaires généralement de couleur vive], et même des composés aux propriétés antimicrobiennes.”*

Et puisque les carbènes sont extrêmement réactifs, la méthode mise au point par Mark Moloney est applicable à presque tous les matériaux, et pas seulement aux

textiles courants. Outre le coton, la laine et le nylon, son équipe a réussi à modifier les caractéristiques de plusieurs polymères inertes comme le polypropylène, le polystyrène et même le diamant. Le chercheur explique : *“Grâce à cette technique, on peut donner toutes sortes de propriétés à n'importe quelle matière. C'est une méthode de base qui peut être déclinée, et nous espérons qu'elle permettra d'apporter des solutions aux problèmes de durabilité dans de nombreux secteurs.”*

“Les pigments d'origine naturelle retrouvent leurs lettres de noblesse.”

Anita Quye, CHERCHEUSE EN SCIENCES DU PATRIMOINE

“Durable” étant souvent considéré comme un synonyme de “naturel”, certains clients préfèrent néanmoins renoncer totalement aux produits synthétiques. *“Les créateurs s'interrogent sur la durabilité de leurs teintures, et les pigments d'origine naturelle retrouvent leurs lettres de noblesse, analyse Anita Quye. Mais il ne s'agit pas de revenir à ce qui se faisait avant le XIX^e siècle. Les teinturiers utiliseront toujours des additifs, et la gestion durable des cultures reste un enjeu de taille.”*

Car la culture intensive des plantes à l'origine de ces pigments peut faire autant de dégâts que la fabrication des colorants de synthèse. La surexploitation risque d'entraîner l'épuisement et l'érosion des sols ; l'utilisation de pesticides et d'engrais chimiques fait des ravages dans la chaîne alimentaire. *“L'ensemble du cycle [agricole] doit être durable, des semis à la récolte, relève la chercheuse. C'est un problème qui n'a pas de solution évidente.”*

L'entreprise Huue, spécialisée dans les biotechnologies, propose néanmoins une piste : ses chercheurs ont développé un indigo naturel grâce à des microbes génétiquement modifiés. *“Les progrès de la bioingénierie nous permettent enfin de nous tourner à nouveau vers la nature et d'étudier la façon dont les végétaux produisent les couleurs”,* souligne Michelle Zhu, directrice générale de Huue. *“Nous pouvons alors reproduire et moduler ce processus sans renoncer à la*

pureté ni à l'homogénéité des teintures synthétiques.”

Huue – entreprise fondée en Californie en 2018 par Michelle Zhu et Tammy Hsu, spécialiste de la biologie de synthèse – recourt à un processus de fermentation analogue à celui utilisé pour la bière pour transformer le sucre en colorant indigo. *“La production de 1 kilo d'indigo de synthèse nécessite plus de 75 kilos de pétrole et d'autres substances chimiques, rappelle Michelle Zhu. Notre teinture d'origine naturelle, elle, ne fait appel qu'à des substances renouvelables et requiert moins d'énergie et de produits chimiques.”* Pour l'heure, l'entreprise se consacre exclusivement à la production d'indigo pour les fabricants de jeans, mais les deux fondatrices sont convaincues que cette méthode pourrait servir à obtenir d'autres couleurs à l'avenir.

Notre passion pour la couleur ne s'étiolera sans doute pas de sitôt, mais de nouveaux travaux de recherches devraient permettre à l'industrie du textile de continuer à satisfaire notre soif insatiable de vêtements bigarrés sans compromettre pour autant l'avenir de la planète. *“Les avancées technologiques nous encouragent à porter un regard critique sur notre mode de vie et à réfléchir aux moyens de le rendre meilleur”,* conclut Anita Quye. *“Nous cherchons en permanence des solutions innovantes et avant-gardistes, mais paradoxalement la clé pourrait bien se trouver chez nos ancêtres.”*

—Victoria Atkinson

Publié le 12 décembre 2022

SOURCE



CHEMISTRY WORLD

Cambridge, Royaume-Uni
Mensuel

48 000 ex.

chemistryworld.com

Chemistry World est une publication phare de la Royal Society of Chemistry, société savante britannique riche de plus de 45 000 membres. Le journal propose des contenus d'actualité et d'opinion concernant les avancées dans le domaine de la chimie. Il aborde également des thèmes de culture et de société en lien avec des questions scientifiques plus généralistes.

ÉCONOMIE



LockBit, l'attaque des titans du rançongiciel

Cybersécurité. Les hackers qui ont provoqué le chaos dans la distribution du courrier par Royal Mail sont les plus efficaces du monde. Un quart des attaques au rançongiciel de 2022 leur sont attribuées.

— **Financial Times**
(extraits) Londres

Royal Mail, la poste britannique, n'était toujours pas sorti du marasme causé par l'attaque au rançongiciel [du mercredi 11 janvier] qu'un membre présumé du groupe de hackers LockBit se manifestait pour s'attribuer le mérite du chaos, le week-end [des 14-15 janvier].

LockBit est très occupé : au cours du seul mois [de décembre], il aurait porté atteinte à pas moins de 40 organisations, depuis une école privée en Malaisie jusqu'à une entreprise du secteur dentaire à Sydney, ce qui en fait le gang de cybercriminels le plus prolifique du monde.

Le groupe avait déjà frappé la City de Londres en octobre, lorsqu'il avait piégé [la compagnie] Kingfisher Insurance. Mais Royal Mail est jusqu'à présent sa plus grande cible : c'est un pan entier des infrastructures essentielles au Royaume-Uni qui s'est soudainement trouvé dans l'incapacité d'envoyer du courrier en dehors des îles Britanniques.

L'attention, que ce soit celle des autres cybercriminels ou des autorités britanniques, se porte enfin sur LockBit.

"C'est bon, vous pouvez vous calmer !" dit le message anonyme posté sur un forum privé qu'un chercheur en sécurité informatique a fait parvenir au *Financial Times*, et dont l'auteur affirme qu'un membre de LockBit est à l'origine de l'attaque. Le piratage, selon le message, est l'œuvre de l'un des dix meilleurs opérateurs de ce groupe tentaculaire, un agent d'élite spécialiste

du décryptage et de la suppression des données volées après le versement de la rançon – des missions d'importance.

La société Royal Mail, qui fait partie d'International Distribution Services, un groupe de services de livraison dont la valeur atteint 2,2 milliards de livres [environ 2,5 milliards d'euros] à la Bourse de Londres, a refusé de préciser si elle négociait avec les pirates, ni combien de temps les perturbations allaient durer. [Le 26 janvier, Royal Mail a annoncé la reprise de la distribution à l'international, en demandant à ses clients de ne pas envoyer de nouveaux colis.]

Menace évoluée. Comme cette longue séquence d'interruption des envois internationaux est survenue après dix-huit jours de grèves au cours des cinq derniers mois, Royal Mail se trouve soumis à une pression accrue pour résoudre le problème. De plus, la poste doit faire face à une version évoluée de la menace rançongicielle. Les chercheurs en sécurité estiment que LockBit est le

groupe de hackers le plus professionnel et le plus remarquablement efficace du monde.

L'an dernier, ses "pères fondateurs" ont profité de l'éclatement d'un groupe rival pour s'approprier des parts du marché et ont publié de nouvelles versions de leur logiciel malveillant (LockBit 3.0), qui automatisent les tâches les plus élémentaires. Ils ont aussi organisé des opérations de marketing (1 000 dollars offerts à qui se ferait tatouer le nom du groupe) et donné à leurs cibles des conseils sincères sur la manière de se défendre

"Ils soignent leurs relations publiques et se concentrent sur leur produit."

Shmuel Gihon,
CHERCHEUR EN SÉCURITÉ

(consacrer 10 % de son budget à la cybersécurité, appliquer des correctifs à son parc d'ordinateurs et louer les services d'une personne extérieure pour en tester les faiblesses).

Avec son efficacité bien rodée, le groupe a fait des ravages dans le monde entier : LockBit est responsable d'un peu plus d'un quart des attaques au rançongiciel recensées en 2022, selon la société de sécurité israélienne CyberInt.

Mais le pire est à venir. Le groupe devrait encore accroître sa présence dans le domaine. Il a en grande partie pris la place

de Conti, le groupe de pirates russes aujourd'hui dissous qui avait engrangé jusqu'à 3 milliards de dollars [2,8 milliards d'euros] durant ses plus belles années, en 2020-2021, selon les estimations de CyberInt, avant d'être trahi par l'un des siens, un Ukrainien en désaccord avec la politique prorusse du groupe.

"LockBit se gère bien mieux que beaucoup d'entreprises à l'existence légale. Ce sont des professionnels, qui soignent leurs relations publiques, se concentrent sur leur produit et leurs activités, en se tenant à l'écart de la politique, estime Shmuel Gihon, chercheur en sécurité à CyberInt. Ils se veulent incontournables en tant qu'organisation. On peut donc compter sur eux pour qu'ils soient présents partout, et il n'y a pas grand-chose à faire."

Le groupe fonctionne sur le modèle du "rançongiciel à la demande". Il loue ses logiciels malveillants et fournit une assistance technique à des hackers "affiliés" partout dans le monde, qui se chargent de pénétrer dans les réseaux d'une cible et d'y implanter le logiciel malveillant LockBit – une tâche chronophage.

Une fois que c'est fait, des membres expérimentés du groupe prennent le relais pour assumer la mission plus complexe, qui consiste à infiltrer des zones plus sécurisées du réseau afin d'identifier les fichiers clés à crypter. Ensuite, ils supervisent, voire mènent, les négociations à propos de la rançon. Puis ils

Le groupe loue ses logiciels malveillants et fournit une aide technique à des hackers "affiliés".

prennent une commission, qui peut souvent atteindre 20 %.

LockBit, comme de nombreux autres groupes de cybercriminels, est supposé être installé en Russie et dans des pays voisins, où les chevilles ouvrières de ces groupes courent peu de risques d'être visées par une enquête, et encore moins d'être extradées.

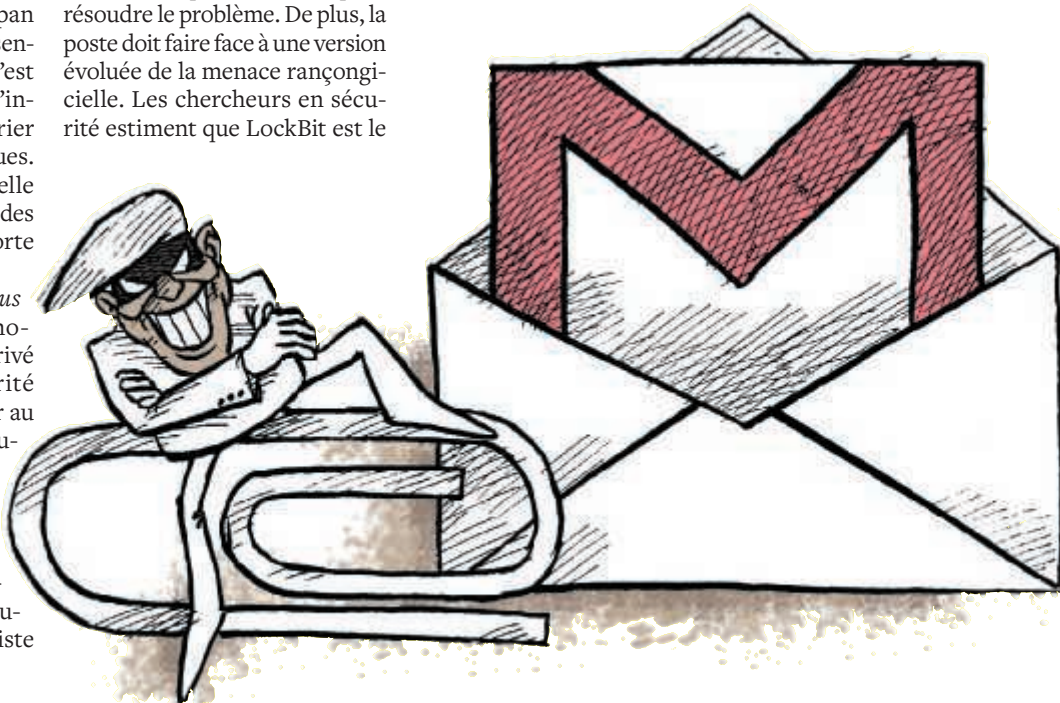
En revanche, aux États-Unis, les autorités ont inculpé en novembre un Russo-Canadien qu'elles accusent d'être un membre affilié de LockBit. Il aurait été présent sur un forum privé qui fournissait des conseils sur la technique et sur la négociation de rançons, et avait en sa possession des bitcoins faisant partie d'une rançon payée quelques heures plus tôt. C'est la seule arrestation qu'on connaisse pour collaboration présumée avec LockBit.

Honte. Le FBI avait alors évalué à plus de 100 millions de dollars [92 millions d'euros] le total des rançons exigées par LockBit, un montant sans doute sous-estimé d'après des chercheurs en sécurité. En effet, les attaques au rançongiciel réussies sont rarement ébruitées, ce dont se targue LockBit, car cela évite aux entreprises la honte de reconnaître que leurs systèmes ont été piratés, et la mauvaise publicité qui va avec.

À moins que Royal Mail ne paie la rançon, ce qui serait une voie très hasardeuse sur le plan juridique, [l'acheminement du courrier] sera probablement perturbé pendant des semaines, voire des mois, selon Hanah Darley, responsable des recherches sur les menaces pour [la société de cybersécurité] Darktrace.

Pour des infrastructures essentielles comme celles de Royal Mail, la récupération d'un piratage informatique est un processus très ardu, dit-elle : "Il n'est pas vraiment possible de se déconnecter pour réparer ce qui doit l'être; il faut continuer à assurer les opérations les plus importantes."

— **Mehul Srivastava**
et **Oliver Telling**
Publié le 18 janvier



Climatiques

Agir face au dérèglement climatique et s'adapter.
Chaque semaine, les pistes de la presse étrangère.



**Tous les jeudis, retrouvez
notre nouvelle newsletter.**

Face à l'urgence, *Courrier international*
vous propose un tour du monde des mille et une façons
d'agir pour le climat.

Rendez-vous dès le 9 février
Inscrivez-vous sur
courrierinternational.com

ÉCONOMIE



Le riz thaï ne l'est plus

Agriculture. Dans le deuxième pays exportateur de riz au monde, le grain vietnamien, introduit illégalement, est plus facile et moins cher à cultiver. Toute la filière est menacée.



—Nikkei Asia Tokyo

L'avenir de la riziculture en Thaïlande, deuxième exportateur de riz au monde, est menacé par l'arrivée d'intrus pratiquement indétectables qui se propagent dans les rizières. Malgré les règles de protection de l'authenticité du riz thaïlandais, les producteurs passent discrètement à des variétés vietnamiennes, qui sont meilleur marché, plus faciles à cultiver et présentent la même texture douce qui passe bien auprès des consommateurs.

“Plus d'un million de rai (plus de 160 000 hectares) dans le centre de la Thaïlande sont maintenant plantés

avec du riz vietnamien, affirme Charoen Laothamatas, président de l'Association thaïlandaise des exportateurs de riz. *Personne ne peut faire la différence entre l'authentique riz thaïlandais et le riz vietnamien.*” Tous les ans, l'association mène une enquête sur la production, en s'entretenant notamment avec les cultivateurs, les meuniers et les négociants.

Cette tendance remet en question toute la stratégie marketing des exportations de riz du pays, un produit présenté pendant des années comme authentique et de première qualité. “Si nous ne faisons rien, c'est toute notre riziculture qui sera en danger, puisque nous avons toujours revendiqué un riz de

qualité supérieure, ajoute Charoen Laothamatas. *Comment pouvons-nous maintenir notre qualité et notre authenticité pour rester un grand exportateur de riz mondial?*”

La Thaïlande dispose d'une loi très stricte sur la protection des variétés végétales, qui interdit l'importation des principales sortes de riz dans le royaume. Le riz vietnamien cultivé sur le territoire thaïlandais, issu de variétés introduites clandestinement dans le pays, est donc illégal. Mais comme personne ne peut faire la différence sans test ADN, les agriculteurs sont de plus en plus nombreux à passer outre à la réglementation.

Nul ne sait quand le riz vietnamien a été introduit illégalement en Thaïlande.

“C'est une bonne variété parce qu'elle est facile à cultiver et très résistante, confie Srichan Kanta, 48 ans, riziculteur de la province de Nakhon Sawan, à 240 kilomètres au nord de Bangkok. *Elle résiste aux nuisibles et a une texture très douce qui correspond à la demande du marché.*”

Le riz vietnamien cultivé en Thaïlande est probablement du Jasmin 85, qui peut être récolté quatre-vingt-dix jours seulement après avoir été planté. Les producteurs peuvent ainsi faire plusieurs récoltes par an, en particulier dans le centre de la Thaïlande, où un bon système d'irrigation permet une culture toute l'année.

Les variétés thaïlandaises sont en revanche plus difficiles à faire pousser. C'est particulièrement vrai du Hom Mali : ce riz de première qualité est plus parfumé mais met jusqu'à cent vingt jours pour parvenir à maturité et ne peut être planté que sur certains plateaux du Nord-Est et une fois par an seulement, en fonction de la saison des pluies.

Nul ne sait exactement quand le riz vietnamien a été introduit illégalement dans le centre de la Thaïlande. Étant donné l'importance des surfaces supposément concernées, il est probable que les semences ont été transportées par camions entiers par des trafiquants qui voyaient là un moyen facile de tirer parti de la demande d'agriculteurs désireux de réduire

leurs coûts de production et d'augmenter les rendements.

La concurrence se renforce sur le marché du riz et son obsession de l'authenticité ne permet pas à la Thaïlande de faire face. Après avoir été le plus gros exportateur de riz du monde pendant plus de trente ans, elle s'est fait dépasser à partir de 2011. C'est désormais l'Inde qui est en tête, avec un volume estimé à 22 millions de tonnes en 2022. La Thaïlande est au coude-à-coude avec le Vietnam pour la deuxième place, avec 7 à 7,5 millions de tonnes. Si la concurrence avec le Vietnam est rude, c'est parce que la Thaïlande ne peut proposer les variétés de riz que veut le marché au bon prix, selon l'Institut de recherche et de développement de la Thaïlande (TDRI).

L'arrivée des variétés vietnamiennes ne fait qu'accroître la pression. Un négociant d'une maison de commerce internationale estime que ce sera “un gros problème si la Thaïlande ne parvient pas à mettre au point ses propres variétés pour satisfaire les diverses demandes du marché mondial et laisse des variétés étrangères contaminer ses exportations de riz”.

Le département du riz au ministère de l'Agriculture [thaïlandais],

qui supervise la recherche et le développement, se voit reprocher de ne pas fournir aux producteurs de nouvelles variétés présentant de meilleurs rendements. Pourtant, il assure avoir développé 117 types de riz en réponse à des demandes diverses provenant des restaurants de luxe jusqu'à la poudre de riz industrielle.

“Le problème, c'est qu'on n'a pas de coopération intégrée. On ne peut pas distribuer ces diverses variétés aux producteurs afin qu'ils maximisent la production et la commercialisation à un prix compétitif et puissent rivaliser sur le marché mondial”, selon un analyste de [la société d'études de marché] Kasikorn Research Center.

“Le véritable facteur, c'est la baisse de la productivité, conclut un rapport du TDRI. *Elle pousse les coûts de production vers le haut et ruine l'avantage concurrentiel du secteur rizicole thaïlandais à long terme.*” Selon l'Association thaïlandaise des exportateurs de riz, le rendement du riz n'est que de 300 à 400 kilos par rai [0,16 hectare] en Thaïlande, pour 800 kilos au Vietnam et en Inde et 500 kilos au Laos.

—Apornrath

Phoonphongphiphat

Publié le 1^{er} janvier

L'Indonésie mise sur le sorgho

●●● “L'Indonésie relance la culture du sorgho, un aliment de base d'autrefois, afin d'élargir l'approvisionnement en denrées essentielles au-delà du riz et du blé”, annonce

The Straits Times. Les surfaces consacrées à cette céréale devraient passer de moins de 10 000 hectares actuellement à 30 000 hectares à la fin de l'année (soit 120 000 tonnes de sorgho) et 40 000 hectares en 2024, espère le gouvernement. Un objectif relativement modeste, au regard des 7,5 millions d'hectares de rizières que compte le pays (pour mémoire, 87 000 hectares de sorgho ont été cultivés en France en 2021). “Si nous obtenions une production annuelle d'un million de tonnes d'ici cinq ans, ce serait un vrai succès”, estime un responsable du ministère de l'Agriculture cité par le quotidien singapourien. Le sorgho présente plusieurs avantages : il supporte bien la sécheresse, offre une valeur nutritionnelle supérieure à celle du riz (moins de glucides, plus de protéines et de minéraux) et, surtout, sa farine peut remplacer celle de blé. Or, la classe moyenne qui émerge dans ce pays de 270 millions d'habitants est de plus en plus friande de pain, de nouilles et de pâtes. Mais “comme le blé ne peut pas pousser dans ce pays tropical, il doit être importé, dans des quantités dépassant 10 millions de tonnes par an”, ajoute le journal. Pour développer la culture du sorgho, le gouvernement distribue gratuitement des semences et des engrais dans plusieurs provinces, et souhaite favoriser la création d'une filière pour garantir des débouchés aux cultivateurs en encourageant la production de farine et de bioéthanol.



Chaque semaine, une page visuelle pour présenter l'information autrement

Du règne des CD à l'ère du streaming

Si nous écoutons toujours plus de musique, les supports qui nous permettent de le faire ont beaucoup évolué en cinquante ans.

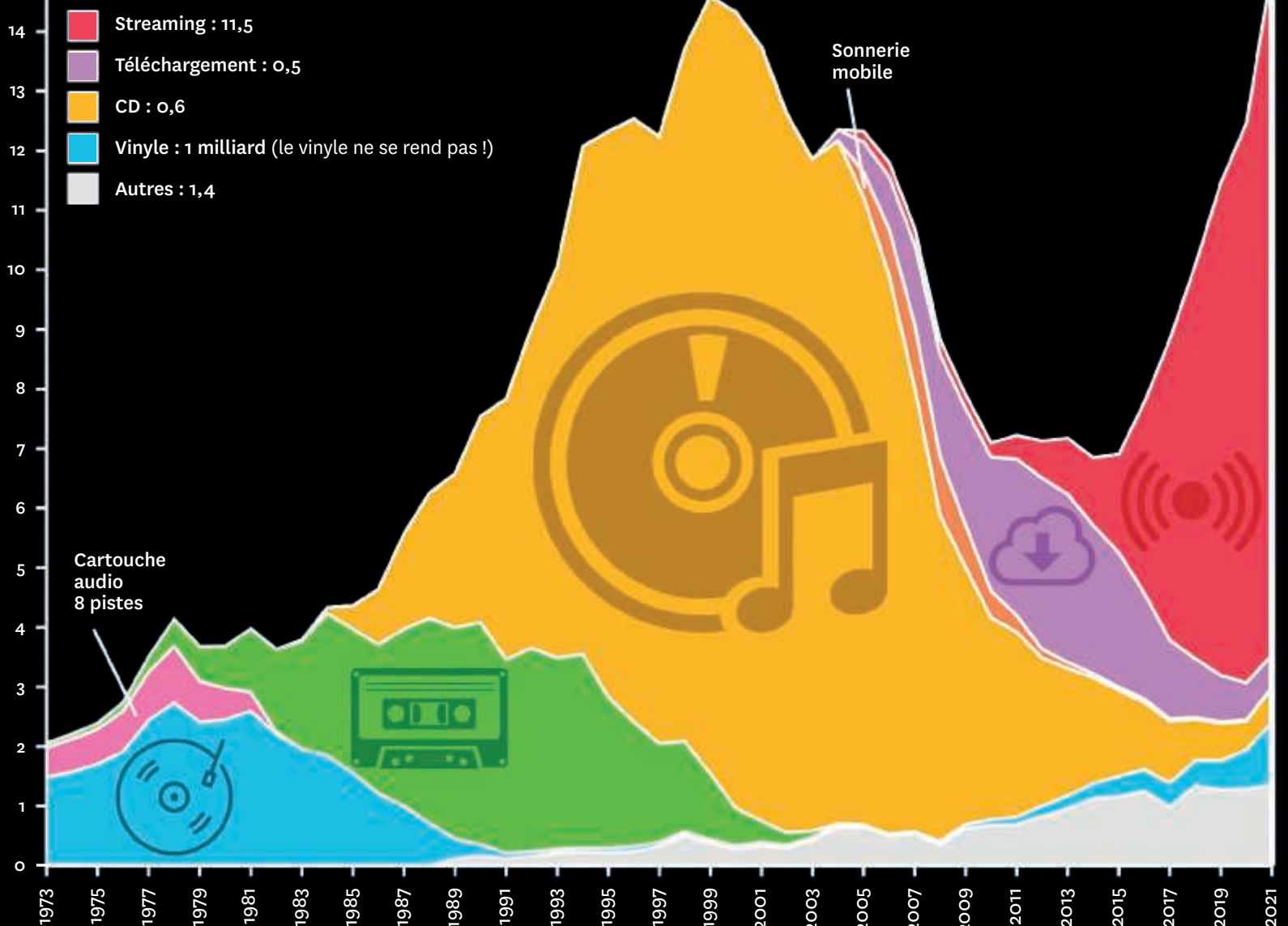
Des supports musicaux en perpétuelle mutation

Chiffre d'affaires annuel en milliards de dollars, aux États-Unis

Meilleure vente 1973 **Pink Floyd : *The Dark Side of the Moon*** (24,8 millions d'albums vendus dans le monde)

Meilleure vente 2021 **Adele : *30*** (4,6 millions d'albums vendus dans le monde)

TOTAL 2021 : 15 milliards de dollars



Source



VISUAL CAPITALIST. Ce site canadien, créé en 2011, propose des infographies sur des sujets variés. Celle-ci est un arrêt sur image de la version animée publiée le 13 janvier. Réalisée à partir des données de la Recording Industry Association of America (RIAA),

elle met en lumière l'évolution des ventes des différents formats de musique aux États-Unis de 1973 à nos jours. En 1999 et 2000, le CD a rapporté 13,3 milliards de dollars de chiffre d'affaires. Aucun autre support musical n'a atteint à lui seul de tels sommets.

360

MAGAZINE

La splendeur envolée des hammams du Caire • Voyage... 44
L'émotion en partage • Poésie... 46

“Je veux créer des jeux vidéo pour donner du courage”

On lui doit la légendaire saga *Metal Gear* et l'inclassable *Death Stranding*. Le Japonais Hideo Kojima est l'un des rares créateurs de jeux vidéo à s'être fait un nom indépendamment des studios. Rare dans les médias, il a accordé un entretien exclusif à la presse nippone.

— *Nihon Keizai Shimbun*
Tokyo

Créateur de jeux vidéo de renommée mondiale, surnommé le “Directeur”, Hideo Kojima, 59 ans, a fondé en 2015 le studio indépendant Kojima Productions. *Death Stranding* [ou DS, jeu d'aventure postapocalyptique sorti en 2019] a dépassé les 10 millions de joueurs. Dans les bureaux nouvellement agrandis, à Tokyo, le prochain projet est en cours de concrétisation. Nous avons interrogé Hideo Kojima sur l'état du secteur du divertissement en ces temps incertains.

NIHON KEIZAI SHIMBUN : Comment voyez-vous le monde “post-Covid-19” ?

HIDEO KOJIMA : Je ressens un certain malaise. La pandémie a favorisé le télétravail, nous éloignant les uns des autres. Nous nous dirigeons à grands pas vers un monde où tout se fait par voie numérique, où tout se passe dans le métavers [un projet d'espace en réalité virtuelle, fonctionnant comme une sorte d'Internet en 3D]. Après trois ans de cette vie-là, je me dis que ce n'est pas très sain.

L'être humain a besoin de mouvement. Plus que de sauter d'un point A à un point B, ce qui est important, c'est de parcourir l'espace entre ces deux points. Le métavers est pratique, c'est indéniable, mais on y rencontre peu de nouveaux paysages ou de nouvelles personnes. Avec le métavers, l'être humain n'a plus besoin de conquérir l'espace. Mais les connaissances et les expériences que l'on acquiert en vue d'atteindre des mondes inconnus sont certainement importantes. Nous aimerions que ces idées se reflètent dans la conception de nos prochains jeux.

Quelles conséquences la pandémie a-t-elle eues dans le domaine du divertissement ?

Pour DS2 [la suite du jeu *Death Stranding*, dont la date de sortie n'est pas encore annoncée mais dont une bande-annonce a été diffusée en décembre dernier], nous avons entièrement réécrit le scénario que nous avons achevé avant la pandémie. *Death Stranding*, commercialisé en 2019, avait pour thèmes le cloisonnement du monde et l'isolement. Ce qui n'était alors que fiction est devenu réalité avec la pandémie. Nous devons en tenir compte, nous ne pouvons pas faire comme si ce n'était pas arrivé.

Il en a été de même pour le 11 septembre 2001. Après ces attentats [contre les tours du World Trade Center, à New York], le terrorisme n'a plus été abordé de la même manière au cinéma. De la même façon, la crise sanitaire a contraint scénaristes et romanciers à modifier leur travail. Le secteur du divertissement a complètement changé, car la vie et le quotidien des gens ont changé. Des guerres éclatent, le capitalisme vacille, l'environnement se détériore... L'état du monde nous expose aux plus grands dangers.

Pendant la guerre froide, la menace nucléaire était dans toutes les têtes, mais le sentiment de crise est encore plus fort aujourd'hui. Certaines œuvres de → 42



JEUX VIDÉO



κ Hideo Kojima, 59 ans,
en février 2022.
Photo Hiromichi Uchida/
The Voice/Kojima Productions

40 ← divertissement donnaient à voir ce qui se passerait si la guerre éclatait, mais la guerre a fini par se produire réellement. Les temps sont durs pour les créateurs.

Quel est le rôle du divertissement ?

La force du divertissement subsistera toujours. J'étais à Kobe [dans le sud du Japon] lors du grand tremblement de terre de 1995. Je me souviens très bien d'un enfant en train de jouer avec passion sur sa Game Boy parmi les décombres de la ville en ruine, qui m'évoquait le dernier chapitre du manga *Akira*.

On a beau dire aux jeunes de poursuivre leurs rêves, il n'est sans doute pas facile d'en avoir à notre époque. Je désire néanmoins créer des jeux vidéo pour donner du

Profil

HIDEO KOJIMA, ÉTERNEL VISIONNAIRE

"Au fil de ses trente-six ans de carrière en tant que game designer, Hideo Kojima s'est avéré extraordinairement visionnaire sur la façon dont les nouvelles technologies nous influencent, ou bien nous nuisent", souligne **The Guardian**. Né en 1963 à Tokyo, il effectue ses premiers pas dans les grands studios Konami et se fait connaître lorsqu'il prend la tête

du projet *Metal Gear*. Le premier jeu de la très populaire licence d'infiltration, sorti en 1987, frappe les esprits (voir ci-contre). Kojima est alors "un des rares créateurs se risquant à explorer les motivations humaines derrière les batailles à l'écran", rappelle le quotidien britannique. Ainsi que le confie Hideo Kojima au *Guardian*, cette volonté de tisser une narration riche, au-delà du jeu de tir classique, lui vient de ses parents. Lesquels ont connu la Seconde Guerre mondiale et l'ont sensibilisé au coût humain des conflits.

"Ils ont souffert. Ma mère me racontait qu'elle devait enjamber des cadavres dans les rues, ou manger des morceaux de tatami quand la nourriture manquait." Depuis, Hideo Kojima s'est imposé comme l'une des rares personnalités du secteur à être connue en son nom propre. Après avoir sorti une longue série de titres de SF, il claqué la porte du géant Konami en 2015. Les motifs exacts de la rupture n'ont toujours pas été divulgués. Présenté comme grand amateur de longues conversations, Hideo Kojima a des connexions jusque dans les cercles hollywoodiens. Ami proche du réalisateur mexicain Guillermo del Toro, le développeur fait également figurer des stars du grand et du petit écran dans son *Death Stranding*, comme Norman Reedus, Léa Seydoux ou Mads Mikkelsen. Pour la suite de sa carrière, il assure faire fi des calculs commerciaux. "Pour la première personne à se lancer, tout est plus dur. Mais je veux être, et continuer d'être, cette première personne."

courage à celles et ceux qui éprouvent des difficultés ou du désespoir. Moi-même, j'ai trouvé du réconfort dans le divertissement. Dans mon enfance, musique, romans et mangas m'ont permis de surmonter mes tourments, que je ne pouvais confier ni à ma famille, ni à mes amis, ni à mes professeurs. Cela m'a également donné des perspectives et une motivation. "Tu ferais mieux d'étudier", fulminent les parents, mais on apprend aussi par le jeu.

Le développement de jeux vidéo prend une envergure considérable.

Il faut généralement 200 à 300 personnes pour produire un titre, mais on peut monter à plus de 3000. La production est par conséquent de plus en plus fragmentée en de multiples tâches. Chaque développeur se consacre uniquement à la partie qui lui a été attribuée et n'a donc jamais une vue d'ensemble. Si vous assumez la même fonction pendant des années, vous deviendrez un expert dans votre domaine, mais vous ne saurez pas vous-même créer un jeu vidéo.

Dans mes jeunes années, je faisais tout moi-même. Je rédigeais la notice et je faisais même la promotion du produit fini dans les magasins d'électronique. C'est ainsi que j'ai appris tous les aspects du développement des jeux vidéo. Dans un restaurant où la cuisine et la salle ne font qu'un, le chef peut voir la réaction des clients. En fin de compte, ce qui importe, c'est que les joueurs prennent du plaisir à jouer.

Si vous travaillez pendant des années dans un environnement qui vous enferme dans une tâche, vous ne pourrez jamais vous émanciper. Les studios indépendants, eux, constituent des équipes de seulement cinq ou six personnes, qui profitent toutes d'une vue d'ensemble de ce qu'elles créent. Autrefois, les indépendants n'avaient aucun moyen de diffuser leurs créations, mais aujourd'hui ils peuvent librement les publier sur Internet [les supports physiques comme les disques ou les cartouches ont cédé le pas face aux copies numériques]. Ils n'ont aucune raison de ne pas en profiter. Je les envie vraiment. Si je retrouvais aujourd'hui mes 20 ans, je choisirais de travailler en indépendant.

Avec la suppression des barrières entre consoles de jeux, on peut désormais jouer aux mêmes jeux sur différentes plateformes...

DS est commercialisé sur plusieurs plateformes ; le titre a dépassé les 10 millions de joueurs. Le secteur du jeu vidéo va encore se transformer davantage avec l'arrivée des services de streaming, à l'instar de l'industrie cinématographique. Netflix, par exemple, permet de regarder des contenus sur n'importe quel appareil. De même, on peut jouer à des jeux vidéo sur son smartphone ou sur son ordinateur.

Les services de *cloud gaming* [des jeux stockés sur un serveur, permettant de profiter de grandes performances sans devoir acheter une console ou un PC onéreux] présentent encore des défauts techniques. Mais il y a dix ans, la qualité d'image de YouTube était encore médiocre ; elle s'est beaucoup améliorée depuis. Avec l'essor du streaming, films et jeux vidéo se disputeront bientôt les mêmes supports. Les contenus éducatifs se feront également concurrence. Malgré les rivalités, la convergence progresse. À terme naîtra un nouveau genre de divertissement, qui ne sera ni du cinéma ni du jeu vidéo. Une époque extrêmement intéressante nous attend.

Sept années se sont écoulées depuis la création de Kojima Productions, en décembre 2015.

↓→ Fêré de cinéma, Hideo Kojima aime faire appel à des acteurs connus. Ici l'Américain Norman Reedus, dans *Death Stranding* (2019). Photo Kojima Productions/Sony

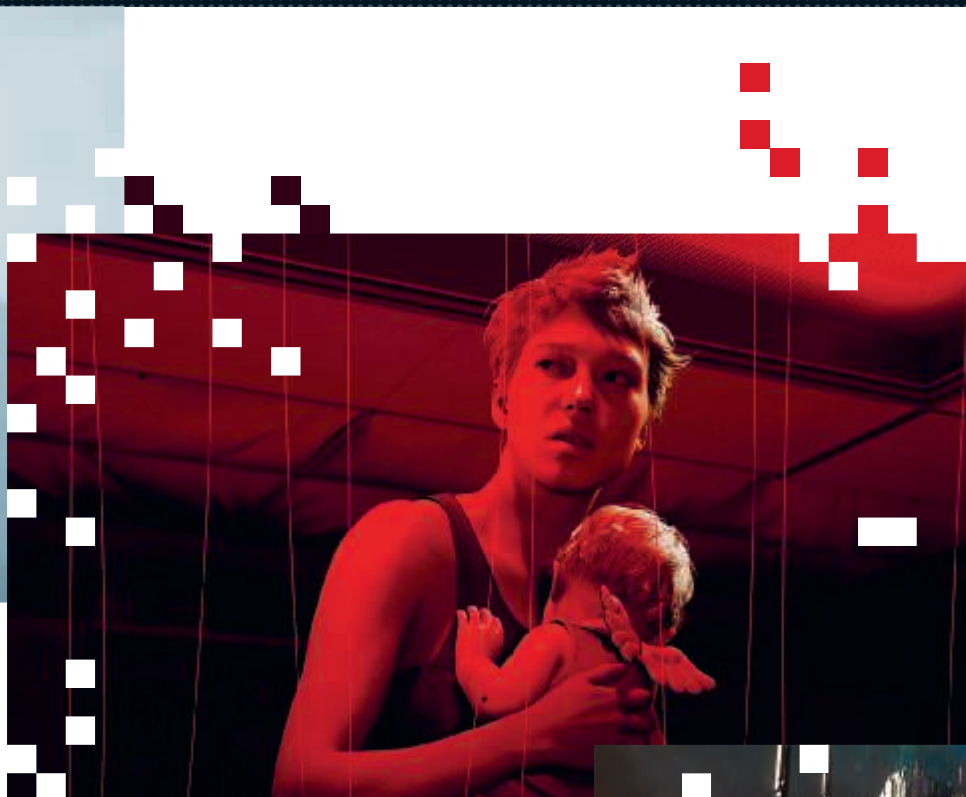


Quand j'y pense, j'en ai des vertiges. J'ai l'impression que le temps s'est arrêté durant les trois années de crise sanitaire. Nous avons lancé *DS* en 2019 et juste au moment où nous allions passer à la suite, il y a eu la pandémie. Que sur la bande-annonce de *DS2* sortie en décembre 2022 soit crédité le nom de Kojima Productions et non celui d'une autre société a son importance. C'est notre propriété intellectuelle, nous pouvons l'étendre aux mangas, aux animes et aux produits dérivés. Une adaptation cinématographique, suspendue à cause de la crise sanitaire, a également été décidée. C'est ce que nous voulions et Kojima Productions vient de passer à la vitesse supérieure.

Vos bureaux de Tokyo ont triplé de surface. Vous pouvez aujourd'hui rivaliser avec les géants du secteur. Notre équipe compte aujourd'hui quelque 170 personnes, et nous comptons encore en embaucher une trentaine. De bonnes installations sont nécessaires, mais cela ne suffit pas pour rivaliser avec l'étranger, où les employés profitent sur place d'un cinéma, d'une crèche et même d'un chef cuisinier. Ce qui compte, cependant, ce n'est pas le cadre dans lequel on crée, mais ce qu'on crée. Nous souhaitons réunir des personnes qui se reconnaissent dans nos œuvres. L'idée n'est pas d'embaucher 300 ou 400 personnes pour augmenter notre chaîne de production.

Notre objectif n'est pas de faire de l'argent. Plus que de produire des titres qui se vendront à 10 ou 20 millions d'exemplaires, nous désirons créer des jeux dont tout le monde se souviendra encore dans dix ou vingt ans. Les exemples de jeux qui ont rassemblé plus de 30 millions de joueurs mais qui sont ensuite tombés dans l'oubli ne manquent pas. Je préférerais prendre ma retraite que perdre un temps précieux à créer de tels jeux.

Vous recrutez non seulement des développeurs expérimentés, mais également des jeunes diplômés. Contrairement aux vétérans, qui ont déjà leurs spécialités, nous pouvons placer de jeunes diplômés en poste sans a priori, en réfléchissant aux compétences que nous souhaitons développer. Nous attendons beaucoup d'eux. Lorsque nous recrutons des vétérans, nous nous méfions de ceux qui ne comptent rester chez Kojima Productions qu'une courte période pour étoffer leur palmarès avant de rejoindre une autre entreprise. Nous examinons attentivement leur parcours.



←↔ Premières images de *Death Stranding 2*, avec le retour de la Française Léa Seydoux. Photos Kojima Productions/Sony

Ces derniers temps, nous engageons aussi beaucoup de développeurs étrangers pour être plus compétitifs sur la scène internationale. La connaissance du japonais ne leur est pas demandée au stade du recrutement. Après leur entrée dans l'entreprise, nous devons leur apporter un soutien linguistique, que ce soit avec un interprète ou des cours de langue. Adapter l'environnement pour pouvoir accueillir des collaborateurs issus d'horizons aussi divers n'est pas évident, mais dans le monde d'aujourd'hui il faut aller jusque-là pour réussir.

Quel genre de jeux créez-vous à l'avenir ?

Nous envisageons de ne plus nous concentrer sur la sortie de jeux complets [c'est-à-dire de produits finis lors de leur sortie]. De nos jours, il faut plus de quatre ans entre la conception et la commercialisation. Si un événement imprévu comme la pandémie de Covid-19 se produit en cours de développement, le contenu se retrouve en décalage avec l'époque. Ainsi, nous avons par exemple commencé à considérer la possibilité de publier un épisode à la fois et de proposer une suite en fonction de la réaction des joueurs.

Terminer un jeu prend des dizaines d'heures [du côté du joueur]. Autrefois, plus il fallait de temps pour finir un jeu, plus il était populaire. Mais les temps ont changé. De nos jours, les joueurs – qui regardent par ailleurs des films en accéléré – ne peuvent plus passer des dizaines d'heures sur un seul jeu. Ainsi, il vaut mieux créer des jeux plus courts et les poursuivre si le succès est au rendez-vous.

Le feuilleton matinal de la NHK [la radiotélévision publique japonaise] illustre parfaitement ce concept. Un épisode de quinze minutes est diffusé chaque jour. Ceux qui n'accrochent pas arrêtent de regarder au bout d'un moment, mais ceux qui regardent le feuilleton jusqu'à la fin y passent au total plusieurs dizaines d'heures. Ce format permet de passer rapidement de la conception à la commercialisation, et de modifier les personnages et la direction de l'histoire en fonction de l'évolution du monde. Et en récupérant vos fonds petit à petit, vous réduisez aussi les risques commerciaux.

Vers l'an 2000, l'influence du Japon dans le secteur du jeu vidéo a commencé à décliner.

Les jeux japonais ont cependant encore du potentiel, comme en témoigne *Elden Ring*, de From Software, élu meilleur jeu de l'année aux Game Awards, la prestigieuse cérémonie de récompenses dans le domaine du jeu vidéo, en décembre 2022. Le développement de jeux vidéo

est un domaine dans lequel les Japonais peuvent faire valoir leurs qualités. Dans le secteur des services, nous savons accompagner les clients avec politesse. C'est un peu pareil dans le domaine des jeux vidéo ; pour que les joueurs jouent avec plaisir, il faut les accompagner afin qu'ils ne retrouvent pas bloqués ou perdus sans s'en rendre compte.

Ce qui compte, c'est ce que nous exprimons en tant que créateurs japonais, tout en restant en phase avec le reste du monde. Le confort d'usage, par exemple, doit répondre aux normes internationales. Dans l'industrie automobile, nous avons tendance à fabriquer des voitures avec le volant à droite, mais si à l'étranger le volant est plutôt à gauche, nous devons nous y conformer. Il ne s'agit pas tant de se focaliser sur la place du volant que de se demander quel est le paysage que nous montrons par la fenêtre. Sur ce point, je souhaite tirer parti de la sensibilité et de la mentalité japonaises.

—Propos recueillis par Yuji Nitta
Publié le 28 décembre 2022

SOURCE



NIHON KEIZAI SHIMBUN

Tokyo, Japon
Quotidien, 1,73 million d'ex. (édition du matin), 788 400 ex. (édition du soir)
ikkei.co.jp

Créé en 1876 et d'emblée spécialisé dans le domaine des affaires, ce titre du groupe Nikkei est la lecture obligée des cadres d'entreprise de l'archipel. Par sa diffusion, le "Journal économique du Japon" est sans conteste le plus important quotidien économique du monde. La qualité de ses articles vaut largement celle du *Wall Street Journal* ou du *Financial Times*. Il excelle aussi dans l'analyse de la vie politique.



En bref

"DEATH STRANDING", UN JEU QUI NE LAISSE PAS INDIFFÉRENT

Seul consensus des critiques : ce jeu est inclassable. Et le résumer est délicat. *The Guardian* s'y risquait à sa sortie, à la fin de 2019 : "Pour des raisons inconnues, l'Amérique a été morcelée en diverses entités après un événement cataclysmique, le *Death Stranding*, à la suite duquel les morts ont commencé à hanter le monde des vivants sous forme d'ombres spectrales." Le travail de coursier du héros, Sam Bridge, est devenu crucial. "Les gens se sont retirés dans des communautés isolées, et votre mission est de leur apporter des livraisons et de les reconnecter au réseau chirale – un super Internet – pour réunir la nation."

Cette parabole apocalyptique et écologiste s'est enrichie de nouvelles significations avec les confinements liés au Covid-19. Les expérimentations menées par Kojima sur le fond et la forme sont jugées géniales par les uns, mais prétentieuses selon d'autres. *USGamer* signalait aussi que le monde du créateur japonais a beau être d'une complexité infinie les personnages féminins y sont au mieux monolithiques, et souvent maltraités. "Kojima est manifestement le Tarantino du jeu vidéo – ce qui n'est en l'occurrence pas un compliment."

↙ Le hammam Margoush (ici photographié en 2006) a longtemps été une institution du Caire.

Photo Denis Dailleux/Agence VU



—Middle East Eye (extraits) Londres

Niché au numéro 40 d'une rue animée du quartier de Gamaliya, au Caire, se trouve un bâtiment décrépi qui conserve malgré tout quelques signes de sa grandeur passée. Sa porte étroite et modeste, encadrée de décorations et de reliefs majestueux, mène à un hall intérieur qui, par ses volumes, ses hauts plafonds et son atmosphère paisible, contraste avec la façade du bâtiment.

Il s'agit du hammam Margoush, une institution locale qui aurait autrefois été appelée hammam Suwaid, du nom de son fondateur, un prince dénommé Izz El-Din. Le bâtiment actuel date de 1780, durant l'époque ottomane, selon un catalogue détaillé des monuments du Caire historique compilé en 2004.

La splendeur surannée des hammams du Caire

La capitale égyptienne recelait jusqu'à peu des dizaines de hammams, symboles de son passé glorieux. Mais cette culture des bains publics tombe en désuétude.

Mais il pourrait bien avoir été en activité encore plus tôt.

Hajj Shaikhun, son propriétaire, explique que sa famille a acheté le hammam en 1887, peu de temps après que son grand-père et ses trois frères eurent déménagé d'Istanbul au Caire. Au total, la famille est venue à exploiter cinq hammams dans la ville, qui ont ensuite été transmis à la génération suivante. *“Je travaille dans ce hammam depuis l'âge de 7 ans, et j'en ai maintenant 80. J'y venais avec mon grand-père puis avec mon frère. Quand ce dernier est décédé, je suis devenu [le seul] responsable”*, indique-t-il à Middle East Eye [MEE].

L'endroit était si connu qu'en 1973 le réalisateur égyptien Salah Abou Seif y a tourné le film *Hammam Al-Malatily* [resté inédit en France]. Dans ce long-métrage, un jeune Égyptien s'installe dans la capitale à la recherche de nouvelles opportunités et vit dans le hammam, où son histoire se mêle à celle des prostituées et homosexuels qui fréquentent les lieux.

Élément du tissu urbain. Cela rappelle que Le Caire, comme beaucoup d'autres villes de la région, du Maroc à la Turquie, abritait autrefois des dizaines d'établissements de ce type. Les hammams faisaient partie intégrante de leur tissu urbain et social, avant de disparaître presque complètement. *“Si Al-Azhar [la grande université islamique du Caire] a 1 000 ans et quelques, alors les hammams ont commencé à se répandre dans la région peu de temps après, il y a peut-être environ huit cents ans”*, précise Hajj Shaikhun à MEE.

Dans le passé, la clientèle était composée d'intellectuels locaux, comme un certain Amin Beh Al-Mahdi, qui se rendait au hammam tous les jeudis avec des amis pour jouer du oud. Mais au cours des dernières décennies, le nombre de clients a fortement diminué, ce qui rend difficile l'entretien des installations, déplore Hajj Shaikhun. *“Maintenant, l'avenir est entre les mains de Dieu. Encore un, deux, dix, cent ans. Dieu seul le sait.”*

Certains experts datent l'origine des hammams en Égypte au début de la période ptolémaïque, vers 300 avant notre ère, lorsque les Grecs apportèrent dans cette partie de la Méditerranée la tradition des bains publics. La première preuve archéologique de cet héritage de la période tardive de l'Égypte antique a commencé à émerger au début du xx^e siècle, lorsque Evaristo Breccia, alors directeur du Musée gréco-romain d'Alexandrie, a mis au jour les premiers bains publics reconnus en tant que tels à Taposiris Magna, une ville créée par le pharaon Ptolémée II [près du site de l'ancienne Alexandrie].

Lorsque les Romains arrivèrent en Égypte, prenant le relais des Grecs, les bains publics conservèrent leur importance – bien qu'avec un agencement

quelque peu différent – non seulement en tant que lieu associé à la santé, à la propreté et aux soins personnels, mais aussi en tant que centre de la vie sociale. “[Ces bains publics furent] d’une grande importance pour le développement des hammams des époques ultérieures, plus largement utilisés”, expliquent par e-mail à MEE Mona Raafat et Randa Alaa El-Din, professeures à l’université de Helwan, qui ont étudié les hammams historiques du Caire.

Le premier bain public [de l’ère islamique] aurait été construit dans la ville de Fostat, première capitale arabe de l’Égypte, plus tard absorbée par Le Caire. On l’appelait hammam Al-Far (“hammam de la souris”) car c’était un endroit beaucoup plus petit que les thermes romains qui avaient été construits dans la ville auparavant. Selon Mona Raafat et Randa Alaa El-Din, les hammams connurent leur apogée durant l’ère islamique, en particulier entre les XIII^e et XVI^e siècles, qui coïncident avec la domination mamlouke. Ils demeurèrent très populaires jusqu’au XIX^e siècle au moins.

Pendant le Moyen Âge, les hammams du Caire étaient si connus qu’Abd Al-Latif Al-Baghdadi, un médecin irakien qui visita la ville en 1231, écrivit dans son récit de voyage que les bains publics de la capitale égyptienne étaient les plus “*beaux, [les plus] spacieux et [les mieux] agencés de l’Orient*”. Un exemple remarquable est le hammam Inal, dans Le Caire médiéval, construit au milieu du XV^e siècle et restauré puis transformé en musée vers 2002.

Ils sont devenus une composante indissociable d’un quartier, au même titre que les points d’eau ou les mosquées. “*À cette époque, les hammams étaient considérés comme étant au cœur de la vie sociale de la communauté égyptienne, en particulier pour les femmes*”, expliquent Mona Raafat et Randa Alaa El-Din. “[Il y avait] beaucoup de choses passionnantes à y faire, comme chercher des épouses pour leurs fils, bavarder et se détendre loin des tâches ménagères, tout en bénéficiant d’un bon gommage.”

À l’époque ottomane, les hammams se composaient typiquement de trois espaces principaux, à commencer par une entrée discrète encadrée par une façade à la décoration raffinée, comme celle du hammam Margoush. La première pièce disposait souvent d’un haut plafond en bois et était l’endroit où les clients se préparaient, s’habillaient et se déshabillaient, et où ils échangeaient le plus. Ensuite, ils passaient dans une petite pièce de transition plus chaude où ils se préparaient et s’enveloppaient de serviettes pendant la saison la plus froide de l’année.

Venait ensuite l’espace de bain principal, la chambre chaude, souvent organisée autour d’une fontaine d’eau chaude. Le cœur du hammam était sa fournaise, responsable du chauffage de l’ensemble

de l’espace et de l’eau. La chaudière était optimale sur le plan environnemental : elle servait à éliminer les déchets solides, à cuire de la nourriture comme le *foul*, et les cendres qui en résultaient étaient utilisées dans le secteur de la construction.

Il est difficile de déterminer exactement combien Le Caire comptait de hammams à son apogée. Au début du XV^e siècle, l’historien égyptien Taqi Al-Din Al-Maqrizi en comptait 52, tandis qu’un voyageur du

“Maintenant, l’avenir est entre les mains de Dieu. Encore un, deux, dix, cent ans. Dieu seul le sait.”

Hajj Shaikhun

PROPRIÉTAIRE DU HAMMAM MARGOUSH

XVIII^e siècle en dénombra jusqu’à 80 dans ses Mémoires. Au début du XIX^e siècle, l’expédition française qui occupa l’Égypte documenta 72 hammams. L’orientaliste britannique Edward W. Lane (auteur d’un ouvrage sur les mœurs et les coutumes des Égyptiens modernes en 1830) en compta entre 60 et 70.

Plus récemment, en 1933, le designer français Edmond Pauty en a recensé environ 47, et, trois décennies plus tard, l’historien André Raymond a inventorié 33 hammams fonctionnels.

Au cours de la seconde moitié du XX^e siècle, il semble qu’aucun hammam populaire n’ait été construit au Caire. Il n’est donc pas surprenant que lorsque l’architecte américain Nicholas Warner a documenté et cartographié en détail la zone du Caire historique, il n’en ait localisé que 19, dont la plupart avaient cessé de fonctionner.

Aujourd’hui, selon Hajj Shaikhun, du hammam Margoush, seuls cinq hammams historiques sont encore en activité au Caire, ce qui laisse croire à beaucoup qu’ils sont sur le point de disparaître. Certains affirment que la généralisation de meilleures installations sanitaires à domicile et de réseaux de distribution d’eau plus efficaces dans toute la ville a contribué au déclin des hammams au profit des commodités privées, tout comme la plus grande exposition de l’Égypte à d’autres cultures. “*Les principales raisons de ce déclin pourraient être liées au fait que les gens ont cherché à avoir une plus grande hygiène ou intimité chez eux*”, notent les deux universitaires.

On considère également que le déclin des hammams est en partie dû au fait que les populations qui ont commencé à arriver au Caire en provenance des milieux ruraux n’avaient pas l’habitude de cette pratique. Et que, en parallèle, les classes moyennes et supérieures ont délaissé les quartiers historiques de la capitale où se trouvent les hammams.

De plus, les coûts d’entretien élevés associés à ces installations, couplés aux nouvelles réglementations publiques, sont devenus une charge supplémentaire pour leurs propriétaires.

Une étude de 2010 sur les raisons de la fréquentation des hammams a montré que les personnes qui les utilisaient le faisaient pour des raisons de santé, de beauté et sociales, tandis que ceux qui ne les fréquentaient pas le justifiaient par leur mauvaise réputation, leur hygiène douteuse et leur manque d’intimité.

D’aucuns craignent qu’avec la disparition des hammams une partie importante du patrimoine populaire du Caire ne soit désormais en danger. “*L’importance de leur patrimoine et de leur tradition est tout à fait évidente [étant donné] leur esthétique, leur beauté, leur mémoire, leur technologie de construction étonnante*”, affirme à MEE l’architecte Dalila El-Kerdany, qui a étudié les hammams historiques du Caire. “*En outre, les hammams ont des bienfaits prouvés sur la santé : ils [sont utiles] pour de nombreux problèmes de santé, comme les douleurs rhumatismales, la sécheresse cutanée, les problèmes respiratoires, les rhumes*”, ajoute-t-elle.

Occasions spéciales. Les quelques hammams historiques qui ont été restaurés par le ministère des Antiquités égyptien, dont le hammam Inal, n’ont pas retrouvé leur ancienne fonction et ont été reconvertis en musées. Mona Raafat et Randa Alaa El-Din, cependant, demeurent optimistes : “*Nous ne pensons pas que les bains publics en Égypte puissent disparaître. Ils continuent de faire partie intégrante des pratiques du patrimoine culturel immatériel pour un large segment d’Égyptiens, qui fréquentent ces bains lors d’occasions spéciales telles que les mariages, les fiançailles, les anniversaires ou dans le cadre de leurs pratiques d’hygiène*”, notent-elles.

Dalila El-Kerdany affirme que les hammams pourraient encore jouer un rôle important aujourd’hui si on leur en donnait l’occasion. “*Les hammams traditionnels sont généralement situés dans des quartiers anciens et défavorisés, ils pourraient donc jouer un rôle dans le développement de leurs communautés.*”

Hajj Shaikhun note pour sa part que les gestionnaires de hammams tentent également de s’adapter à la modernité en apportant des changements et en élargissant leurs services, adoptant notamment des pratiques curatives pour améliorer la circulation sanguine et servant officiellement d’agences matrimoniales. “*Les hammams en activité présentent de possibles opportunités d’emploi dans de nombreux métiers et artisanats, contribuant au développement économique*”, souligne Dalila El-Kerdany.—

Publié le 14 janvier

Égyptologie

Les secrets de la momie

L’adolescent momifié retrouvé en Égypte il y a plus d’une centaine d’années était peut-être un étranger.

La momie, vieille de 2300 ans, avait été mise au jour en 1916 dans un cimetière à Nag El-Hassay, dans le sud de l’Égypte. Baptisée depuis “Golden Boy”, elle était entreposée dans les caves du Musée égyptien du Caire. Elle livre peu à peu ses secrets, rapporte **The Guardian**.

L’analyse tomographique (scanner) a révélé que certaines amulettes étaient placées à l’intérieur du corps. Il y avait “*un scarabée doré dans la gorge du garçon et une langue en or dans sa bouche*”, indique le quotidien britannique. D’autres objets de grande valeur ont également été trouvés, comme “*un œil d’Horus, un nœud d’Isis ou encore un akhet [hiéroglyphe qui symbolise le lever de soleil au niveau de l’horizon]*”. Signes que l’individu devait appartenir à une famille riche et de haut rang social.

Ces amulettes devaient “*protéger le corps et lui donner de la vitalité [pour sa vie] dans l’au-delà*”, commente Sahar Saleem, à la tête de l’équipe de radiologues de l’université du Caire.

Les chercheurs ont noté un fait encore plus surprenant : l’adolescent n’était pas circoncis. Or “*les jeunes Égyptiens étaient en général circoncis avant leurs 13 ans*”, rappelle Salima Ikram, directrice du département d’égyptologie à l’université américaine du Caire. Ce qui “*laisse supposer que l’individu n’était peut-être pas égyptien*”, écrit **The Guardian**. Cela “*pourrait suggérer que des étrangers avaient adopté des pratiques funéraires égyptiennes*”, commente Salima Ikram. On sait que les Perses l’ont fait. “*Toujours selon l’égyptologue, “le garçon a pu venir de Nubie, de Grèce, de Perse, ou d’à peu près n’importe où en Asie Mineure, car la circoncision n’y était pas pratiquée. Ce qu’on peut dire, c’est qu’il n’était probablement pas juif.”*”

culture.



→ Hannah Sullivan
à Londres,
en janvier.

Photo Michael Leckie/
The Times/ News
Licensing



—The Times (extraits) Londres

En 2018, par une claire matinée de janvier, Hannah Sullivan se trouvait à bord d'un bus qui la conduisait de Londres à Oxford. Le trajet l'a fait passer devant la carcasse calcinée de la tour Grenfell [un immeuble de logements sociaux du quartier londonien de Kensington qui a été dévasté par un incendie en juin 2017, causant la mort de 72 personnes]. Elle se souvient du soleil matinal, dont les rayons transperçaient le squelette de béton *“dans un subit flamboiement”*.

Alors que la lumière embrasait les cadres vides des fenêtres, elle a ressenti *“l'horreur de cette carcasse physique, et de ce qui se trouvait toujours à l'intérieur”*. Elle a griffonné quelques lignes que l'on retrouve aujourd'hui dans *Tenants* [“Locataires”], le premier des trois longs poèmes de son second recueil intitulé *Was It For This* [“Était-ce pour cela”, inédit en français].

Les fans de *Three Poems*, son premier ouvrage, récompensé en 2018 par le prix T. S. Eliot [et traduit en français sous le titre *Trois poèmes*, aux éditions La Table Ronde] seront peut-être surpris de voir la poétesse tourner son attention vers le politique et le tragique. *Three Poems* commençait par *You, Very Young in New York* [“Toi, très jeune à New York”], un texte déjà devenu culte chez les milléniaux amateurs de [l'écrivaine irlandaise] Sally Rooney et de lait d'avoine, ainsi que chez leurs cadets de la génération Z (du moins, ceux qui s'intéressent à la poésie). L'écriture est sexy, languissante et bouillonnante d'émotion pure. C'est un récit personnel de ce à quoi ressemble la vie quand on est très, très jeune.

L'émotion en partage

La Britannique Hannah Sullivan, 44 ans, passe pour l'une des plus grandes poétesse contemporaines. Son nouveau recueil a été inspiré par le tragique incendie de la tour Grenfell, à Londres.

Tenants – et tout ce second recueil – constitue moins une rupture qu'un prolongement : son objet, public s'il en est, n'empêche pas le récit de l'intime. Hannah Sullivan, 44 ans, habite à moins de deux kilomètres de Grenfell. Le lendemain du drame, elle se promenait avec son bébé dans les rues de Kensington et a croisé des gens couverts de suie, qui demandaient de l'eau, visiblement en état de choc. Le poème, écrit en partie depuis l'intérieur protecteur de sa maternité toute nouvelle, est une forme d'autocondamnation. *“Je ressentais une sorte de honte et du remords d'avoir été si près [de la catastrophe] et de n'avoir rien su au moment où cela se déroulait”*, dit-elle, les larmes aux yeux.

Le poème reprend aussi les voix de ceux prix au piège des flammes, les habitants, les pompiers et les urgentistes – sur la base des témoignages recueillis par les enquêteurs. *“Ça m'a semblé important de ne pas inventer ces détails”*, explique Hannah Sullivan. Après quelques lectures publiques, quelqu'un lui a demandé : *“Qu'est-ce qui vous donne le droit d'écrire sur ça ?”* *“L'inverse m'aurait paru pire : ne pas écrire sur des événements comme Grenfell et se contenter d'écrire des poèmes sur sa propre vie, alors que d'autres ne peuvent pas raconter leur histoire”*, a-t-elle répondu.

Les passages les plus perturbants du poème sont peut-être les transcriptions des appels aux services d'urgence, qui donnent à entendre les derniers instants, pleins de terreur et de confusion, de certaines victimes. *“C'est terrible d'entendre que les dernières paroles de quelqu'un sont mal comprises, parfois par des interlocuteurs qui se sont peut-être montrés plus rigides que nécessaire en entendant des accents auxquels ils n'étaient pas habitués”*, résume Hannah Sullivan.

L'enquête n'a toujours pas déterminé les responsabilités dans ce désastre. Au cours de ses recherches manifestement poussées – elle nous livre des détails sur les habitants, les réglementations d'urbanisme des années 1960 et l'histoire de la région –, Hannah Sullivan a commencé à identifier des responsabilités allant au-delà de personnalités individuelles. Elle s'est intéressée à l'escalier central en béton : conçu comme un pare-feu, il avait été percé par de nombreux trous au fil des années, lesquels ont permis aux fumées de se répandre en un épais rideau empêchant les gens de s'échapper. *“L'un des principes de construction moderniste les plus basiques a été oublié. Il y a eu conflit entre deux époques.”* Tout le recueil est rempli de ces écarts générationnels.

Hannah Sullivan est née à Northolt, dans l'ouest de Londres, et se souvient qu'elle lisait T. S. Eliot à l'école. *“Préludes et La Chanson d'amour, de J. Alfred Prufrock, parlaient de sentiments adolescents comme le détachement et l'insatisfaction... J'ai commencé à écrire des petits poèmes tristes sur les feuilles d'automne et les morceaux de papier.”* Elle a étudié à Cambridge, puis à Harvard. Elle vit aujourd'hui à Londres et enseigne l'anglais à Oxford.

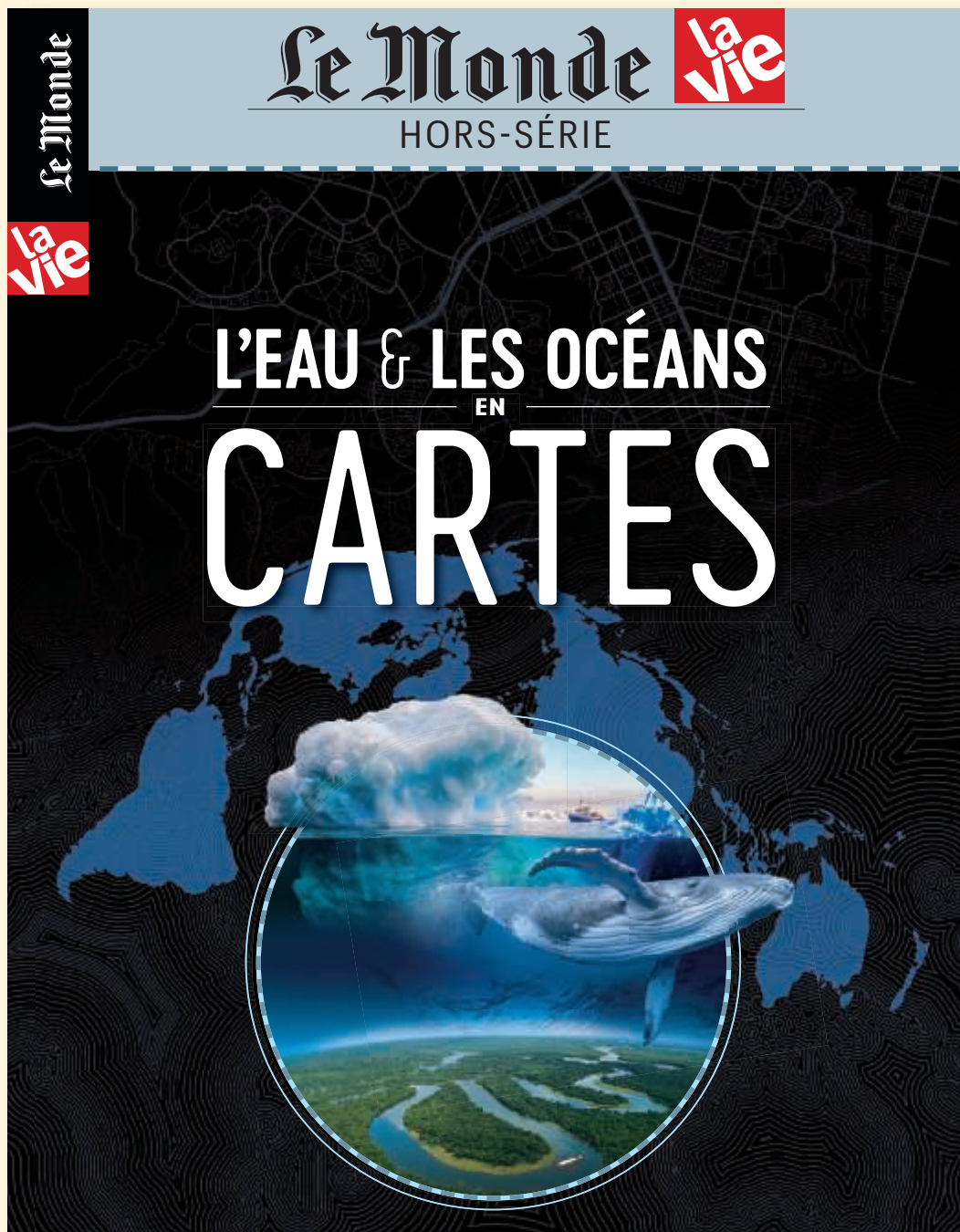
À tous égards, Hannah Sullivan mène une vie bien plus confortable que ses parents. Tous deux étaient issus de la classe ouvrière et ont été les premiers de leur famille à aller à l'université. Vers 25 ans, ils ont pu s'acheter une maison à Londres grâce à un prêt spécial de l'administration du Grand Londres. La conversation dévie alors sur le fait que, pour ma génération, les vingt-naires d'aujourd'hui, l'achat d'une maison n'est pas seulement un rêve mais quasiment une chimère.

L'âge est le sujet du dernier poème, *Happy Birthday* [“Joyeux anniversaire”], qui se déroule à l'occasion des 41 ans d'Hannah Sullivan. Elle en a commencé l'écriture au début de l'année 2020 avec l'idée de faire le récit de toute une journée, mais le confinement l'a arrêtée dans son élan. Durant cette période, sa mère a appris qu'elle souffrait d'un cancer de l'endomètre en phase terminale. Hannah Sullivan a appris la nouvelle alors qu'elle donnait un cours sur [le poète] Keats via Zoom. *“J'ai dû dire [à l'interne] de me rappeler et continuer à parler d'amphores grecques.”*

S'il n'a pas la forme qu'elle avait envisagée au départ, le texte n'en est pas moins brillant : spirituel, touchant, plein de questions d'âge posées à Google (*“Les gens célèbres qui sont morts / parmi eux Alan Turing”*) ainsi que d'angoisse préménopausée. *“Parmi tous les mammifères, c'est une caractéristique absolue unique de la femme que de passer l'essentiel de sa vie à ne pas être en mesure de se reproduire, dit-elle. Je trouve ça incroyablement injuste, déséquilibré et contredisant toutes les règles de la narration. Si vous deviez écrire un livre dans lequel tout doit se passer dans les 100 premières pages et qu'il ne se passe plus rien dans les 150 dernières, ça ne ferait pas une très bonne histoire.”* Le poème part donc en quête d'autres moyens de donner du sens : les écureuils du jardin, un gâteau au chocolat, *“l'immensément futile”*.

À propos de choses immensément futiles, que pense-t-elle de la poésie dans notre culture cernée par les écrans ? *“Je pense que la poésie se porte plutôt bien, répond-elle. Je pense que certaines formes d'attention et d'encouragement sur Internet lui sont bénéfiques, même les formats éphémères. D'un certain côté, c'est un mode d'expression parfait pour Instagram... Vous pouvez y jeter un œil entre deux stations de métro.”*

—Susie Goldsbrough
Publié le 13 janvier



Berceau de la vie, l'eau est aussi à l'origine des civilisations. Parcourez cette vaste géographie aquatique qui irrigue notre Histoire au gré de plus de 200 cartes. Découvrez comment l'eau est au centre des relations de pouvoir et des enjeux écologiques. Comment les océans, après avoir porté découvertes et conquêtes, restent des espaces disputés, et désormais surexploités, pollués, voire menacés.

Une approche originale et nécessaire à une prise de conscience collective, car l'eau porte en elle la clé de notre survie.

L'EAU & LES OCÉANS EN CARTES

Un hors-série **Le Monde** 
124 pages - 14,90 €
Chez votre marchand de journaux
et sur lemonde.fr/boutique



Une banque en ligne
qui sait vous répondre,
ça change tout.

**Hello bank! est élue
banque n°1 de la relation client digitale
pour la 3^e année consécutive.***

**Hello
bank!**

par BNP PARIBAS

*Classement 2020, 2021 et 2022 établi par l'agence de notation indépendante D-Rating.

Hello bank! est une marque de BNP Paribas, SA au capital de 2468663292€ - 16 bd des Italiens 75009 Paris - 662042449 RCS Paris